









“ LES SAINTS ”

Le

Bienheureux François

Prêtre de la Mission

(1751-1792)

et les

Martyrs de Saint-Firmin

(3 Septembre 1792)

par

L. MISERMONT, C. M.

Victor Lecoffre



Le

Bienheureux François

Prêtre de la Mission

et les

Martyrs de Saint-Firmin

# " LES SAINTS "

*Collection fondée par M. HENRI JOLY, membre de l'Institut,  
publiée sous la direction de M. ANDRÉ PÉRATÉ.*

## DERNIERS VOLUMES PARUS :

- Saint Grégoire le Grand, par M<sup>sr</sup> PIERRE BATIFFOL. 3<sup>e</sup> édition.  
Saint Joseph, par S. E. le Cardinal DUBOIS. 6<sup>e</sup> édition..  
Le B<sup>x</sup> Pierre-Julien Eymard, par le R. P. LAMBERT. 2<sup>e</sup> édition.  
Saint Antonin, par ALEXANDRE MASSERON. 2<sup>e</sup> édition.  
Sainte Marie-Madeleine de Pazzi, par M. M. VAUSSARD. 2<sup>e</sup> édition.  
Sainte Lydwine de Schiedam, par HUBERT MEUFFELS. 2<sup>e</sup> édition.  
Le B<sup>x</sup> Pierre Canisius, par l'abbé CRISTIANI. *Deuxième édition.*  
Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus, par le Baron J. ANGOT  
DES ROTOURS. *Quatorzième édition.*  
Saint Pierre Claver, par GABRIEL LEDOS. *Deuxième édition.*  
Le B<sup>x</sup> Robert Bellarmin, par le R. P. J. THERMES. 2<sup>e</sup> édition.  
Saint Jean, par l'abbé LOUIS PIROT. *Quatrième édition.*  
Saint Albert de Louvain, par Dom B. DEL MARMOL. 2<sup>e</sup> édition.  
Saint Norbert, par l'abbé E. MAIRE. *Deuxième édition.*  
Saint Bonaventure, par le R. P. EUSÈBE CLOP. *Deuxième édition.*  
Saint Paul, par le R. P. F. PRAT. *Treizième édition.*  
Saint Jean Berchmans, par le R. P. HIPPOLYTE DELEHAYE. 7<sup>e</sup> édition.  
Saint Grégoire VII, par AUGUSTIN FLICHE. *Quatrième édition.*  
Les B<sup>es</sup> Ursulines de Valenciennes, par l'abbé J. LORIDAN. 3<sup>e</sup> édit.  
Saint Sigisbert, par l'abbé GUISE. *Deuxième édition.*  
Les Martyrs de Septembre, par HENRI WELSCHINGER. 3<sup>e</sup> édition.  
Sainte Radegonde, par l'abbé R. AIGRAIN. *Troisième édition.*  
Sainte Paule, par le R. P. GÉNIER. *Troisième édition.*  
Sainte M.-M. Postel, par S. G. M<sup>sr</sup> GEORGES GREUTE. 6<sup>e</sup> édition.  
Saint Nicolas de Myre, par l'abbé MARIN. 2<sup>e</sup> édition.  
Sainte Claire d'Assise, par MAURICE BEAUPRETON. *Quatrième édit.*  
Saint Jean de la Croix, par M<sup>sr</sup> DEMIMUID. *Quatrième édition.*  
Saint Pie V, par S. G. M<sup>sr</sup> GEORGES GREUTE. *Troisième édition.*  
Les B<sup>es</sup> Filles de la Charité d'Arras, par L. MISERMONT. 4<sup>e</sup> édit.  
Saint Justin, par le R. P. LAGRANGE. *Troisième édition.*  
Saint François Régis, par JOSEPH VIANEY. *Sixième édition.*  
Saint Athanase, par l'abbé G. BARDY. *Troisième édition.*  
Saint Cyprien, par PAUL MONCEAUX. *Troisième édition.*  
Saint Césaire, par l'abbé M. CHAILLAN. *Deuxième édition.*  
La Vénérable Emilie de Rodat, par M<sup>sr</sup> RICARD. *Quatrième édition.*  
Sainte Marguerite-Marie, par M<sup>sr</sup> DEMIMUID. *Neuvième édition.*  
Saint Charles Borromée, par LÉONCE CELIER. *Sixième édition.*  
Le B<sup>x</sup> Urbain V, par l'abbé M. CHAILLAN. *Deuxième édition.*  
La B<sup>se</sup> Louise de Marillac, M<sup>ue</sup> Le Gras, par E. DE BROGLIE. 6<sup>e</sup> édit.

**Chaque volume se vend séparément. Broché : 7 fr. 50  
Avec Reliure spéciale. 13 fr. 50**

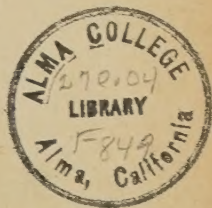


" LES SAINTS "

Le  
Bienheureux François  
Prêtre de la Mission  
(1751-1792)  
et les  
Martyrs de Saint-Firmin  
(3 Septembre 1792)

par

L. MISERMONT, C. M.



PARIS  
LIBRAIRIE LECOFFRE  
J. GABALDA et Fils, Éditeurs  
RUE BONAPARTE, 90

1929

25176

NIHIL OBSTAT

Edouard ROBERT

*substitut*

le 9 juillet 1928.

---

IMPRIMATUR

Parisiis, die 19 decembris 1928.

V. DUPIN.

V. G.

*Lettre de M. Verdier, Supérieur général,  
à l'auteur.*

Bien cher Confrère,

*La grâce de Notre-Seigneur soit avec vous pour jamais !*

Vous avez eu la pieuse pensée de publier la vie du Bienheureux François, prêtre de notre Congrégation, martyrisé au séminaire de Saint-Firmin, dont il était le Supérieur, le 3 septembre 1792, enfin béatifié par le pape Pie XI, glorieusement régnant, le 17 octobre 1926.

Ce travail est vôtre, par la large part que vous avez eue à sa préparation et à son achèvement. Il est aussi, et vous le dites fort justement, le travail du regretté M. Émile Villette, mon prédécesseur à la tête de la Congrégation. Il avait écrit, avec cœur et intelligence, le commencement de la vie de ce digne fils de saint Vincent, héroïquement martyr de la vérité catholique et de la fidèle soumission au siège de Pierre. Les angoisses de la terre, puis les souffrances de la maladie ne lui permirent pas de mettre la dernière main à son travail, et de lui donner ce fini qui caractérisait ce qui sortait de sa plume. Surtout la mort trop rapide ne lui permit pas d'assister à la glorification de son héros, et de l'invoquer comme un des patrons des défenseurs de la foi.

Bien qu'inachevé, ou imparfaitement achevé, le travail de M. Villette ne vous a point paru devoir être condamné à la poussière des manuscrits oubliés, et dont tout souvenir a péri. Il vous a semblé qu'avec une révision intelligente et discrète, cette

vie de M. François pouvait, et même devait, être publiée. Vous avez pensé cela et vous avez bien pensé.

Dans notre Compagnie, dans la famille de Saint-Vincent, dans le clergé et dans le monde qui s'intéresse aux choses et aux personnes de cette période, capitale entre toutes, qui se nomme la Révolution française, vous trouverez des lecteurs intéressés et reconnaissants.

Puisse sa lecture inspirer à tous, avec l'admiration due à un martyr qui préfère la mort à la trahison, un amour toujours plus grand pour la pureté de la doctrine catholique et un attachement plus étroit à la sainte Église romaine, deux points qui constituent une des plus belles portions de l'héritage que saint Vincent, notre Bienheureux Père, a laissé à ses enfants.

Vous bénissant de tout cœur, je souhaite au travail que vous publiez tout le succès qu'il mérite, succès d'intérêt historique et hagiographique, succès d'édification et d'imitation, non exclu le martyre, si jamais, ce qu'à Dieu ne plaise, fidèles ou prêtres devaient se trouver placés entre l'alternative : mourir ou renier la foi.

L'imitation se bornera donc à l'amour sincère et pratique de notre Bienheureux pour la sainte Église, pour l'intégrité de la foi et la perfection de la vie sacerdotale.

Je demeure en Notre-Seigneur et Marie Immaculée, Monsieur et bien cher Confrère, votre tout dévoué confrère.

F. VERDIER, i. p. d. l. M.

Sup. Gén.

Paris, le 17 novembre 1928.



## INTRODUCTION

---

Quand le cardinal Richard, de sainte mémoire, décida, en 1901, de commencer le beau procès des Martyrs de septembre, M. Villette, supérieur du grand séminaire de Cambrai, sollicité en vue d'une déposition future, accepta volontiers d'étudier la cause des Martyrs Lazaristes massacrés à Saint-Firmin. Il y joignit, à cause de la similitude de son nom, celle du chevalier de Villette, pensionnaire à Saint-Firmin, mis à mort, lui aussi, en haine de la Foi. Il publia très vite une plaque sur son homonyme, et concentra ensuite toute son attention sur M. François, dont il admirait le caractère et dont il voulait faire revivre la mémoire parmi ses confrères. L'œuvre marchait rapidement et son achèvement ne se serait guère fait attendre.

Mais voici qu'en 1903, la dispersion forcée vint arrêter des travaux jusque-là bien conduits. M. Villette, nommé procureur général de la

Congrégation à Paris, fut absorbé par ses nouvelles occupations. Il attendit, remettant à de meilleurs jours la poursuite d'une entreprise commencée avec tant d'ardeur.

A sa mort, il nous confia ses notes que nous connaissions déjà, nous demandant d'achever une œuvre qui lui tenait particulièrement à cœur. Différentes causes nous ont empêché de tenir plus tôt une promesse faite très sincèrement à un mourant, promesse à laquelle nous pensions sans cesse.

L'étude, publiée aujourd'hui, comprend deux parties. La première est à peu près en entier de M. Villette. C'est la vie et l'œuvre de M. François, jusqu'à la veille de sa glorieuse mort.

Dans la deuxième partie, les deux premiers chapitres sont encore de M. Villette ; nous avons aimé à les respecter, et nous y avons à peine touché. Cependant il a fallu abréger le premier travail et retrancher bien des notes, intéressantes hélas ! pour faire admettre le volume dans la collection *Les Saints*.

L'histoire du martyr proprement dit nous était réservée. Nous avons essayé, avant tout, de représenter la vie particulière qu'on mena à Saint-Firmin, à partir du 13 août 1792, jour où le séminaire fut changé en prison d'État. Nous avons pu préciser, jour par jour, les arrestations

et les incarcérations qui, en trois semaines, remplirent la maison de prisonniers. Les numéros des chambres, occupées par chaque détenu, sont consignés dans un procès-verbal, conservé aux Archives nationales. La vie de prison est assez minutieusement exposée dans la relation précieuse de l'abbé Laurent. Différents documents nous ont permis de reconstituer les principaux théâtres des massacres, et de montrer que le peuple, dont on se couvrait si souvent pour légitimer ou du moins expliquer les assassinats, était resté tout à fait étranger aux affreuses tueries de Saint-Firmin. Nous avons relevé avec soin, dans les documents de l'époque, les noms trop rares de ceux dont le genre de mort est connu. Pour le plus grand nombre en effet, nous savons seulement le fait brutal qu'ils furent horriblement massacrés.

L'ensemble du procès de Béatification, comprenant trois *Sommaires*, une *Disquisitio* du promoteur de la Foi, les *Réponses de l'avocat*, etc., nous fournit tous les documents officiels, les dépositions des témoins, parfois très intéressantes, et les résultats merveilleux des grandes recherches entreprises pour mener à bonne fin cette belle cause. C'est un dossier historique de premier ordre et une source de renseignements inépuisable.

Une question se pose naturellement à l'esprit du lecteur en présence de pareilles horreurs : les coupables furent-ils recherchés, châtiés ? Nous disons, avec preuves à l'appui, comment des hommes de cœur essayèrent de mettre en mouvement, contre les bourreaux impunis, la justice humaine qui hésita, traîna en longueur et, finalement, fut défaillante. Mais nous montrons aussitôt comment la justice divine a glorifié les victimes et a exalté leurs noms, en France, et dans l'Église tout entière.

Le temps semble venu où, quand on parle des massacres de septembre, la pensée va d'elle-même aux victimes glorifiées et laisse les bourreaux méprisés dans un oubli vengeur.

L. MISERMONT, C. M.

Paris, 20 décembre 1927.



## PREMIÈRE PARTIE

### LE BIENHEUREUX FRANÇOIS APOLOGISTE ET DÉFENSEUR DE LA FOI

---

#### CHAPITRE PREMIER

La famille du B. François. — La Congrégation de la Mission dans la seconde partie du XVIII<sup>e</sup> siècle.

M. Louis-Joseph François naquit, le 3 février 1751, à Busigny, aujourd'hui gros bourg dans l'arrondissement de Cambrai. Ses parents, Joseph-François et Marie-Anne Legrand, cultivateurs, jouissaient d'une modeste aisance. Avant la naissance de Louis-Joseph, ils avaient perdu deux petites filles, nées le 11 mai 1749, l'une et l'autre montées au ciel, le surlendemain de leur naissance et de leur baptême. Après leur fils aîné, ils virent successivement prendre place à leur foyer chrétien : Jean-Baptiste, Marie-Anne Joseph, Jean-Jacques, Pierre-Joseph et Marie-Élisabeth. Marie-Anne et Pierre-Joseph eurent pour parrain, Louis-Joseph, leur frère aîné.

Les parents de M. François étaient des chrétiens fidèles et généreux. Ils donnèrent tous leurs soins à l'éducation des enfants que le Bon Dieu leur avait confiés. Aussi la bénédiction du ciel descendit-elle

sur leur famille leur apportant de bonne heure la meilleure récompense que puissent ambitionner des parents chrétiens, des vocations sacerdotales et religieuses. Tout jeunes encore, leurs trois fils aînés répondirent à l'appel de Dieu qui les destinait à l'honneur du sacerdoce et de la vie de communauté. A l'exemple de ses frères, Marie-Anne, bien jeune elle aussi, fit généreusement le sacrifice de la vie de famille et alla mettre sa jeunesse et toute son activité au service de Jésus-Christ et des pauvres. Et, comme si le Maître avait voulu, par une délicate attention de sa Providence, adoucir le sacrifice de ces douloureuses séparations, et resserrer plus étroitement les liens de fraternelle affection qui les unissaient entre eux, il attira à son service les trois frères et leur sœur dans une même famille spirituelle ; les trois frères entrèrent dans la Congrégation de la Mission et Marie-Anne chez les Filles de la Charité, tous les quatre devinrent enfants de saint Vincent de Paul.

Après le départ de leurs enfants, les pieux et généreux parents continuèrent de leur témoigner la plus affectueuse sollicitude et restèrent en relations suivies avec eux. La famille en a gardé religieusement un souvenir touchant. Nous le raconterons plus au long au moment des événements eux-mêmes. Quand la Révolution française, impie et persécutrice, proscrivit l'Église catholique et les prêtres fidèles, le père de M. François, tranquille et heureux au milieu de ses terres, craignit avec raison pour ses enfants, engagés dans le sacerdoce et consacrés à Dieu. Louis-Joseph, supérieur, depuis peu, du séminaire Saint-Firmin à Paris, se trouvait plus exposé que les autres. Son plus jeune frère,

le petit Pierre, comme on l'appelait en famille, lui fut dépêché pour le supplier, au nom des vieux parents, de revenir au milieu d'eux, pour se mettre à l'abri du danger. Il ne put rien obtenir. Sur ces entrefaites, un grand deuil vint jeter la consternation, dans cette famille si unie et si heureuse. Le père, le chef écouté de la famille, rendit son âme à Dieu, le 11 juillet 1792, au moment où la Révolution redoublait de violences, et où sa présence devenait de plus en plus nécessaire.

Bientôt le bruit courut, jusqu'à Busigny, des prêtres massacrés en grand nombre à Paris. La vieille mère, veuve depuis quelques semaines, et toute la famille s'émurent à cette grave nouvelle. Petit Pierre, plein d'appréhensions, reprit le chemin de la capitale. En y arrivant il apprit la mort récente de son frère et le pillage de Saint-Firmin. Il put du moins rapporter à la mère résignée, un document précieux entre tous, l'extrait mortuaire officiel de l'ainé de ses fils, l'acte authentique de son glorieux martyre, conservé dans la famille jusqu'à nos jours. Un fils de petit Pierre fut prêtre. Il se nommait Louis-Joseph comme le martyr, son oncle. Ordonné le 16 juin 1821, il fut successivement vicaire à Bavay, curé de Forest et Croix, de Sebourg et d'Hornaing. Retiré du saint ministère, en décembre 1858, il mourut en 1871.

Revenons à Louis-Joseph et à sa préparation au sacerdoce. Dès ses plus jeunes années, il avait manifesté de grandes aptitudes et beaucoup de goût pour l'étude. Les Pères Jésuites dirigeaient alors un collège florissant au Cateau-Cambrésis, à quelques lieues de Busigny. Il était naturel de leur confier le jeune homme, on ne pouvait à ce moment

trouver de meilleurs maîtres. Il fit donc avec eux ses humanités « sous le Père des Celliers ».

(Nous trouvons ces détails dans les notes manuscrites de M. Boullangier, procureur du séminaire Saint-Firmin, au temps de M. François.)

Sa belle vie sacerdotale, couronnée par le martyre, et les écrits très goûtés qu'il publia, au moment de la Révolution, sur les questions brûlantes qui agitaient l'opinion et divisaient les esprits, disent hautement la solidité et l'excellence de sa première formation.

Tout en se familiarisant, sous des maîtres habiles, avec les Belles Lettres et les diverses branches du savoir humain, il songeait à son avenir et étudiait très sérieusement sa vocation ; une fois l'appel de Dieu connu, il sut se décider rapidement. Il n'avait pas encore terminé sa seizième année, quand il demanda et obtint de ses parents la permission ardemment désirée d'entrer au noviciat ou séminaire interne des Prêtres de la Mission à Paris. Il y fut admis le 4 octobre 1766, avec un de ses compatriotes, sans nul doute, son ami d'enfance et son condisciple au collège du Cateau, Jean-Jacques Dubois, né onze mois avant lui à Busigny, le 8 mars 1750. M. Dubois devait lui aussi, remplir une belle carrière sacerdotale dans la Congrégation de la Mission, et, après le Concordat, quand la paix fut rendue à l'Église, aider efficacement à son relèvement<sup>1</sup>.

1. Catalogue des Prêtres et des Frères de la Mission. Après la Révolution, M. Dubois devint curé de Sainte-Marguerite, à Paris et plaça dans l'église paroissiale des tableaux de l'ancien Saint-Lazare, représentant plusieurs épisodes de la vie de saint Vincent de Paul, qu'on y voit encore aujourd'hui. Il



La Congrégation de la Mission, visiblement bénie de Dieu, était, à cette époque, dans un état de grande prospérité. En France le ministère des Missions, très florissant, demeurait la première de ses œuvres, avec plus de quarante maisons de missions et douze paroisses; cinquante-trois grands, et neuf petits séminaires, c'est-à-dire à peu près la moitié des maisons d'éducation ecclésiastique en France, étaient, ou allaient être, jusqu'en 1788, entre ses mains; malgré une répugnance marquée, remontant à saint Vincent de Paul lui-même, pour les postes d'éclat, les supérieurs généraux, cédant aux instances réitérées de la cour, avaient dû accepter les paroisses et chapelles royales des Invalides, de Versailles et de Fontainebleau, ainsi que la direction spirituelle de la célèbre maison de Saint-Cyr. Ils étaient aussi, et depuis longtemps, à l'Île de France (Maurice) et à l'Île Bourbon. En dehors de France, ils avaient pieusement conservé et développé avec amour l'héritage précieux reçu de leur saint Fondateur : leurs maisons d'Italie, de Pologne, d'Espagne, de Portugal étaient nombreuses et prospères.

Quelques années plus tard, l'autorité pontificale et le gouvernement français devaient, d'un commun accord, obliger les Lazaristes de recueillir, dans le Levant et en Chine, les œuvres considérables établies et maintenues prospères par les Jésuites. Le décret de suppression de leur Compagnie ne permettait pas, à ces derniers, de garder leurs missions, et ils avaient désiré eux-mêmes de

réunit chez lui les premiers Lazaristes qui reconstituèrent la Congrégation de la Mission en France. Il mourut en 1824.

les voir confiées aux enfants de saint Vincent de Paul. Ils n'eurent pas à le regretter : « Les Lazaristes ont été reçus comme des anges de paix, écrivait de Pékin le P. Bourgeois, le 20 novembre 1785... Nous vous sommes bien obligés, Monseigneur, de nous avoir procuré de si dignes successeurs. Ces Messieurs sont vraiment de braves gens, pleins de zèle, de piété, de talents. Leurs mœurs, leurs façons, leurs règles sont tout-à-fait analogues aux nôtres. Nous vivons en commun dans la plus grande intimité ; on dirait qu'ils se sont faits ex-Jésuites, et que nous nous sommes faits Lazaristes. » (*Études*, 5 février 1903, p. 345).

D'autre part M. Jacquier, supérieur général de la Congrégation de la Mission, disait dans sa circulaire du 1<sup>er</sup> janvier 1787 : « Je ne saurais vous exprimer combien je suis consolé d'apprendre que nos confrères vivent dans la plus grande intimité avec MM. les ex-Jésuites. J'ai reçu une lettre signée de tous ces Messieurs qui sont à Péking, par laquelle ils se félicitent d'avoir obtenu de la Providence le plus cher de leurs vœux, la continuation de la bonne œuvre à laquelle les Jésuites français ont travaillé sans interruption durant l'espace de près d'un siècle, avec le plus grand zèle... Ils terminent leur lettre, très gracieuse et très édifiante, par m'assurer que quoiqu'ils ne soient pas membres de notre Congrégation, ils la regardent comme une seconde mère, qui pourrait les consoler de la perte de la première, s'il était quelque chose en ce monde qui pût les en consoler ». (*Circulaires des supérieurs généraux*. t. II, pp. 182 et 183.)

Tel était, en France et à l'étranger, l'état pros-

père de la Congrégation de la Mission quand, en 1766, M. François demanda à y être admis. Il apportait à Saint-Lazare une âme susceptible d'une excellente formation spirituelle; il se présentait, encore tout imprégné de cet esprit de simplicité, de respect, de droiture, que donne la famille foncièrement pieuse et que développe et rend plus surnaturel le bon collège chrétien. Il allait trouver, au séminaire interne, auprès des maîtres expérimentés, une vie religieuse sacerdotale fortement organisée, un ensemble d'exercices menant à la vraie piété, les moyens et secours naturels et surnaturels les plus efficaces et les plus variés que puisse souhaiter un jeune homme, désireux de se donner tout entier à Dieu, en vue d'un apostolat fructueux auprès des âmes.

Le directeur du séminaire interne était, dans ces années fécondes, M. Bossu, homme jouissant d'une très grande estime dans sa Congrégation. Par ses hautes vertus, par la trempe énergique de son caractère, par la sagesse, déployée dans l'accomplissement de missions délicates, il avait rendu des services appréciés, non seulement à sa Communauté, mais encore au Saint-Siège et au gouvernement français. Vicaire apostolique à Alger de 1746 à 1757, chargé en outre, par le ministre de France M. Machaud, de gérer le consulat d'Alger et de soutenir les intérêts français, au milieu des plus graves difficultés, il sut se montrer le digne confrère et successeur des Levacher et des Monmasson, morts l'un et l'autre à la bouche du canon, après avoir brillamment rempli les mêmes charges. Rentré en France, en 1757, il avait été chargé une première fois de la direction du séminaire

interne. Envoyé, cinq ans après, en 1762, en mission extraordinaire en Orient, par le pape Clément XIII, il reprit au retour sa place, laissée à dessein vacante, auprès des jeunes gens qui l'aimaient et le vénéraient, comme un guide sûr et comme un père.

Le trop fameux Lamourette qui, pendant longtemps, fit partie de la Congrégation de la Mission, et la quitta plusieurs années avant la Révolution, avait été sous la direction de M. Bossu. Il voulut, dans un de ses ouvrages, payer à son ancien maître le tribut de sa juste reconnaissance. Voici comment il en parle, dans le style un peu emphatique, cher à quelques écrivains du temps : « J'ai eu le bonheur de passer les jours de mon enfance cléricale, sous les yeux et la direction d'un guide qui m'étonne encore, toutes les fois que ses leçons et sa conduite viennent se retracer dans mon esprit... Sa méthode pour se préparer aux longues et fréquentes exhortations qu'il avait à faire à ses élèves, était de s'agenouiller, et de se tenir profondément recueilli devant son crucifix. Il rapportait de là une âme si pleine de Dieu, et si brûlante d'en pénétrer celles de ses disciples, que son visage semblait rayonner d'un éclat surnaturel et céleste... Son début était toujours tranquille, mais on s'apercevait que ce calme était la précaution de son extrême modestie, et qu'il s'efforçait de se rendre le maître de sa chaleur et de son abondance. Aussi le voyait-on bientôt précipiter toutes les gradations, par où les orateurs ordinaires s'élèvent et s'animent... On ne croyait plus entendre un homme. Son maintien, son regard, son geste, la rapidité et la majesté de ses paroles, tout procédait de lui sous une forme

divine. On ne respirait plus en l'écoutant, on était interdit, enivré ; l'âme tout entière de cet homme étonnant se communiquait à tous... » (*Délices de la Religion ou le pouvoir de l'Évangile*. Paris, Périsse, 1853. Discours préliminaire, p. 19.)

Un homme de cette trempe devait nécessairement exercer sur les jeunes gens, confiés à ses soins, une action profonde, et graver en leur âme, pour toute la vie, une empreinte ineffaçable. M. François passa les deux années de son noviciat à l'école de ce maître. Son temps d'épreuve terminé, il dut attendre, quatre mois, d'octobre à février, d'avoir ses dix-huit ans accomplis, pour contracter les saints engagements qui allaient l'attacher pour toujours à la famille de saint Vincent de Paul. C'est le 4 février 1769, le lendemain même de ses dix-huit ans, qu'il eut la joie de faire, en présence de M. Bossu, les quatre vœux de pauvreté, de chasteté, d'obéissance et de stabilité, au service des pauvres.

Son séminaire interne terminé, et ses vœux perpétuels émis, M. François s'adonna à l'étude de la philosophie. Le cours régulier des études à Saint-Lazare était alors de cinq ans : dont deux consacrés à la philosophie et trois à la théologie. M. François dut terminer ses études sacrées avec le premier semestre de l'année scolaire 1773. Il n'avait pas encore les vingt-deux ans et six mois, requis strictement par le droit, avec la dispense d'âge la plus forte que Rome ait coutume d'accorder pour l'ordination sacerdotale. Il dut donc, sans aucun doute, attendre au moins quelques mois pour recevoir la prêtrise, soit à Saint-Lazare où il pouvait facilement et avec fruit continuer à étudier, soit dans une maison de province où on n'était nul-

lement en peine de l'utiliser. On envoyait parfois, dans ces conditions, des étudiants dans les séminaires, ou dans les cures confiées à la Congrégation, tantôt pour compléter leur formation en vue des œuvres qui les attendaient, tantôt pour venir en aide pendant un temps déterminé, aux confrères surchargés. Ainsi précédemment M. Bonnet, plus tard supérieur général de la Congrégation, avait passé quelques temps, avant son ordination, à la cure de Saint-Louis de Versailles.

Tandis que M. François était encore aux études, au mois d'août 1772, il eut la grande joie, nous l'avons déjà dit, de voir son frère puîné, Jean-Baptiste, venir le rejoindre à Saint-Lazare. Quelques années plus tard, sa sœur Marie-Anne, après avoir fait son postulat à l'Hôtel-Dieu de Guise, était admise à la Communauté des Filles de la Charité, le 15 juin 1775. A son tour, Jean-Jacques, un frère plus jeune, suivant l'exemple de ses aînés, sollicita son admission dans la Congrégation de la Mission, et commença son noviciat, le 26 mai 1779. Dans l'espace de treize ans, les généreux parents de M. François avaient donné à Dieu et à saint Vincent de Paul quatre de leurs enfants ; au départ de Jean-Jacques, ils ne gardèrent auprès d'eux que les deux plus jeunes, Pierre et Marie-Élisabeth, âgés l'un et l'autre d'environ dix-sept ans<sup>1</sup>.

1. Il y a toujours eu des prêtres dans la famille François. Un arrière-petit-neveu du martyr, M. Jean-Baptiste François, ancien élève du Séminaire académique de Lille, est, depuis 1926, supérieur de l'important collège ecclésiastique de Douai.



## CHAPITRE II

Le B. François professeur de théologie. — Supérieur du grand séminaire de Troyes. — Secrétaire général de la Congrégation de la Mission. — Éloge de M<sup>me</sup> de Maintenon. — Oraison funèbre de Madame Louise de France.

Aux Archives nationales, à la cote G. 6850, un *État du Séminaire de Saint-Firmin, rue Saint-Victor*, dressé par M. François lui-même et écrit de sa main, sous la date du 14 novembre 1790, contient une courte notice sur le personnel de la maison et donne, sur le supérieur, les indications suivantes : *exerçant dans les séminaires depuis dix-huit ans, soit en qualité de professeur, soit en qualité de supérieur*. C'est tout ce que nous savons sur les débuts de M. François dans la vie active. Il fut donc appliqué à l'œuvre des séminaires, la plus délicate et la plus importante de toutes, car elle forme le clergé, les prêtres, les chefs de l'Église. Il y fournit brillamment un premier stage de huit ans d'enseignement des sciences sacrées. Dans quel séminaire fut-il envoyé tout d'abord? par quel enseignement débuta-t-il? passa-t-il d'une chaire à l'autre dans la même maison ou dans des séminaires différents? autant de questions que nous devons laisser sans réponse. Ce qu'il y a de bien certain, c'est que dans la formation intellectuelle

et morale des jeunes séminaristes, il réussit si bien, et répondit d'une manière si satisfaisante à la confiance de ses supérieurs, qu'après huit ans seulement d'enseignement et de dévouement, le 13 août 1781, il fut nommé supérieur du grand séminaire de Troyes, il n'avait que trente ans.

La direction d'un grand séminaire est un poste d'honneur et une lourde charge. Les grands séminaristes ne sont plus des enfants; les études auxquelles ils se livrent, la formation particulière qu'ils reçoivent doivent en faire des hommes mûrs, prêts à l'action dans un champ difficile, délicat : la conduite des âmes. Le supérieur doit veiller à leur initiation aux sciences sacrées, loin de toute erreur et de toute témérité, au développement en eux de l'esprit surnaturel et sacerdotal, à l'acquisition et à l'entretien, dans leur cœur, d'une piété solide, de bon aloi; pour eux, vis-à-vis de leur évêque, de l'Église, de Dieu, il doit prendre quelquefois, surtout à l'époque laborieuse des appels aux diverses ordinations, de grandes responsabilités.

Il doit suivre les séminaristes partout, même en dehors du séminaire, en dehors du diocèse, s'il y a lieu. Or, quand M. François fut nommé supérieur du grand séminaire de Troyes, l'usage ou l'abus s'était introduit, dans ce diocèse, de laisser toute latitude à un certain nombre de jeunes ecclésiastiques, d'aller à Paris faire leurs études et suivre les cours de la Sorbonne. Ils y restaient quelques années, beaucoup trop abandonnés à eux-mêmes. Plusieurs sans doute étaient reçus volontiers dans les communautés ou dans les séminaires de Paris, mais ils changeaient facilement

de maisons, de leur propre mouvement, et le plus grand nombre logeait dans des maisons particulières, sans surveillance aucune, de telle sorte que les supérieurs ecclésiastiques de Troyes ne pouvaient pas se rendre facilement compte de leur conduite, ni de leurs progrès dans leurs études : c'était un grave désordre, capable d'amener tôt ou tard des conséquences fâcheuses. Quelques mois à peine après l'arrivée de M. François, les choses changèrent de face. M<sup>gr</sup> l'évêque de Troyes, bien conseillé, porta, au sujet de ces jeunes gens, une ordonnance marquée au coin de la sagesse, et accusant une grande expérience dans la conduite des jeunes gens. Les ecclésiastiques du diocèse ne pouvaient désormais aller faire leurs études à Paris, qu'avec la permission de l'évêque de Troyes. Ils ne pouvaient loger que dans des communautés, et ils devaient faire connaître, au plus tôt, les maisons où ils étaient reçus et les cours qu'ils suivaient. Défense leur était faite de changer de logement, sans une permission formelle de l'évêque ou du supérieur. L'ordonnance arrêtait en outre différentes mesures, toutes de nature à permettre à l'autorité diocésaine de se rendre un compte exact des dispositions de ces jeunes étudiants, et elle prévoyait des sanctions pour prévenir ou réprimer les abus. Le supérieur du séminaire était chargé de porter le nouveau règlement à la connaissance des intéressés et de veiller à son exécution.

M<sup>gr</sup> de Baral, évêque de Troyes, apprécia vite le nouveau supérieur de son grand séminaire, et l'honora d'une estime particulière. Il avait espéré le garder longtemps, à Troyes, pour la formation

des séminaristes et le bien général de son clergé et de son diocèse, mais les qualités dont il faisait preuve, frappaient de plus en plus le supérieur général, M. Jacquier, qui résolut, au bout de cinq ans, de l'appeler auprès de lui et de l'associer au gouvernement immédiat de sa nombreuse famille spirituelle; M<sup>gr</sup> de Baral dut nécessairement s'incliner.

M. François fut nommé secrétaire général de la Congrégation de la Mission, à la fin de l'année scolaire 1786. Un nouveau théâtre très vaste s'ouvrait à son activité naturelle et à son zèle sacerdotal. Il allait très vite se faire assez connaître dans le monde ecclésiastique, pour pouvoir, aux jours de surprise et d'hésitation de la Révolution, élever la voix, et tracer avec force aux prêtres leur devoir, prêchant lui-même d'exemple jusqu'à la prison et jusqu'à la mort, pour la cause de l'Église et de Dieu.

A peine avait-il pris possession de ces délicates et importantes fonctions, qu'il fut invité à parler devant un auditoire d'élite. Il y avait cent ans que la maison royale de Saint-Cyr était fondée, quatre-vingt-seize ans que la direction en était confiée aux Prêtres de la Mission. Ce bel établissement devait son existence au zèle et à l'initiative de M<sup>me</sup> de Maintenon. D'après l'édit d'érection, daté du mois de juin 1686, deux cent cinquante jeunes filles, issues de familles nobles, mais peu fortunées, devaient y recevoir l'éducation qui convenait à leur rang. On y admettait de préférence les jeunes filles, dont le père était mort, au service du roi. Les dames de Saint-Louis avaient, depuis l'origine, donné à leurs nombreuses élèves une formation

remarquée de tous, et mis Saint-Cyr en grand renom dans l'Europe entière.

Quatre ans après la fondation, dès 1690, Louis XIV imposa aux Prêtres de la Mission la direction spirituelle de cette maison. A dire vrai, une telle œuvre entraînait difficilement dans le cadre tracé par saint Vincent de Paul à l'activité de ses prêtres. Mais comment résister à Louis XIV tout-puissant? Tout ce qu'avait pu obtenir M. Jolly, deuxième successeur du saint Fondateur, avait été d'établir, dans l'aumônerie de Saint-Cyr, une résidence de missionnaires, menant la vie de communauté avec les aumôniers et chargés de donner des missions dans tous les environs.

Les dames de Saint-Louis, directrices de l'établissement, voulurent, avec raison, célébrer, par de grandes fêtes, le centième anniversaire de la fondation de la maison. Les trois premiers jours, les 25, 26 et 27 juillet 1786, il y eut office solennel avec discours de circonstance. Le premier jour, le discours fut donné par M. l'abbé Lenfant, le troisième jour par M. l'abbé du Serre-Figon, le second jour, devant l'évêque de Chartres, et M. Jacquier, supérieur général de la Congrégation de la Mission, officiant, par M. François. Il prononça, avec un enthousiasme non dissimulé, l'éloge de M<sup>me</sup> de Maintenon.

Dans un premier point, il présente un tableau vivant des épreuves, de la grande fortune et des vertus de son héroïne; dans un deuxième point, il expose avec complaisance, les principes d'éducation appliqués par elle à Saint-Cyr; dans un troisième point, il rappelle, sans exagération, semble-t-il, les bienfaits qu'elle a multipliés autour d'elle.

Deux ans après l'éloge de M<sup>me</sup> de Maintenon, le 25 avril 1788, M. François prononça, dans l'église des Carmélites de la rue de Grenelle, l'oraison funèbre de Madame Louise de France, cet ange de piété, qui, après avoir, par ses vertus, jeté à la cour un si vif éclat, était allée, victime innocente et pure, s'immoler au Carmel de Saint-Denis. Le sujet qu'avait à traiter M. François était bien fait pour lui plaire, mais que de délicatesse ne lui fallait-il pas ! et que de ménagements ne devait-il pas garder ! Il ne devait rien dire qui pût exciter la susceptibilité de la famille royale, et cependant pouvait-il ne pas mettre en regard l'angélique pureté de la fille de Louis XV et les iniquités dont elle avait été le témoin douloureusement attristé ? Pouvait-il ne pas montrer la vierge royale du Carmel, multipliant ses prières et versant des larmes ardentes, devant l'autel, pour éloigner de la cour et de la France les terribles calamités que leur réservait la justice du Très-Haut ?

M. François étudia avec la plus grande attention la vie de Madame Louise, son enfance et sa première jeunesse, sa vie en famille et son séjour à la cour ; il eut entre les mains bon nombre de lettres de la vénérable mère Thérèse de Saint-Augustin, et reçut des notes précieuses du monastère de Saint-Denis.

Aussi l'orateur a-t-il traité son sujet d'une manière supérieure. Son oraison funèbre présente comme l'aspect d'une Bulle de canonisation par anticipation ; elle en a l'ampleur et le caractère solennel ; elle met en relief tout ce qui, dans la vie de la sainte, mérite de fixer le regard et d'exciter l'admiration.



Selon le plan qu'il s'était tracé, M. François expose, dans tout ce qu'il a de grandeur, le spectacle donné *au monde, aux anges et aux hommes*, dans la personne de très haute, très puissante, très excellente princesse Louise-Marie de France.

*Au monde et aux grands du siècle*, elle a montré dans la cour la plus brillante de l'univers, que la fidélité aux leçons de l'Évangile peut s'allier avec le rang le plus élevé. Elle a été *pour les anges du ciel et les anges du cloître* un sujet d'admiration, en portant jusqu'à l'héroïsme les austérités de la pénitence et la pratique des vertus chrétiennes. En face de la mort, elle a donné à tous le spectacle d'une force d'âme incomparable, soutenue par une foi vive et l'espérance de l'immortalité.

L'oraison funèbre de Madame Louise de France, comme l'éloge de M<sup>me</sup> de Maintenon, montra en M. François un maître de la parole sacrée. Ce ne fut pas seulement en ces circonstances exceptionnelles que ce digne fils de saint Vincent de Paul se signala à l'attention du clergé, dont il sut se concilier, à un haut degré, l'estime et la confiance. Il fut invité, dans quelques diocèses, à donner les exercices de la retraite ecclésiastique. Ces prédications ne furent pas sans succès; car plusieurs des évêques qui l'avaient invité le redemandèrent ensuite. M. François ne fut pas moins apprécié du clergé de Paris. Les Conférences des mardis, instituées par saint Vincent, continuaient de réunir, chaque semaine, à Saint-Lazare, les prêtres les plus recommandables par leur esprit sacerdotal, leurs habitudes de vie régulière et pieuse, leur zèle pour la sanctification des âmes. D'après une notice qui a été insérée dans les circu-

lares des supérieurs généraux de la Congrégation de la Mission, « chaque fois que M. François devait parler aux Conférences des mardis, on y voyait accourir tous les ecclésiastiques de Paris ». La divine Providence préparait ce saint prêtre à la belle mission qu'elle devait lui confier auprès du clergé français, aux jours néfastes de la Révolution.

### CHAPITRE III

Le B. François supérieur du séminaire Saint-Firmin, à Paris  
(novembre 1787-septembre 1788).

M. Jacquier, supérieur général de la Congrégation de la Mission, était mort le 6 novembre 1787, après avoir gouverné la double famille de saint Vincent, pendant plus de vingt-cinq ans. Pendant son généralat, les maisons de la Congrégation s'étaient multipliées en France et à l'étranger; dans ses dernières années, les Missions de l'Orient avaient été confiées aux Prêtres de la Mission, et la première colonie de missionnaires était allée en Chine remplacer les Jésuites dissous.

M. Jacquier avait discerné le mérite de M. François; c'est lui qui l'avait, bien jeune encore, placé à la tête du grand séminaire de Troyes; puis il l'avait appelé auprès de lui, et, en le nommant secrétaire général, il lui avait donné entrée en son conseil et l'avait associé au gouvernement de la Congrégation. L'Assemblée générale qui devait donner un successeur à M. Jacquier, s'ouvrit à Paris, le 30 mai 1788. Quelques mois seulement avant l'ouverture de cette assemblée, la divine Providence avait amené à Saint-Lazare celui que, dans ses

secrets desseins, elle destinait à conduire et à gouverner, au milieu des plus graves difficultés, la Congrégation de la Mission. M. Cayla de la Garde, après avoir professé la philosophie et la théologie dans plusieurs séminaires du midi, avait dirigé successivement, avec grand succès, les séminaires de Rodez et de Toulouse; à Toulouse, il avait, en fort peu de temps, rétabli, dans un état prospère, la situation temporelle du séminaire gravement compromise, avant son arrivée; il y avait relevé les études et inspiré aux séminaristes, dont le nombre s'était notablement accru, sous sa conduite, un zèle véritable pour la piété et une estime profonde pour les vertus de leur état.

Mais quelque grande que fût la considération dont il jouissait dans le midi de la France, M. Cayla n'était pas connu dans la Congrégation, comme il méritait de l'être. Appartenant à la province d'Aquitaine, il n'avait fait à Paris ni son séminaire interne, ni ses études; il ne vint à Saint-Lazare, pour la première fois, qu'à l'occasion de l'Assemblée générale de 1786, dont il fit partie comme député de sa province. Son mérite avait aussitôt fixé les regards sur lui, et lui avait valu l'estime de toute l'Assemblée. Aussi quand, l'année suivante, M. Jacquier eut à faire choix d'un assistant de la Congrégation, il n'avait pas hésité à désigner le supérieur du séminaire de Toulouse.

Bien que M. François, en sa qualité de secrétaire général de la Congrégation, ne dût avoir entrée dans l'Assemblée qu'après l'élection du supérieur général, nous voulons dès maintenant faire connaître quels étaient ces vénérables missionnaires parmi lesquels il était appelé à prendre place, pour déli-

bérer avec eux des intérêts les plus graves de la Congrégation.

L'Assemblée se composait de trente-cinq membres, parmi lesquels on remarquait les hommes les plus estimés pour leur vertus, leurs talents et leur expérience.

C'était entre autres M. Brunet, supérieur du séminaire de Poitiers, que l'Assemblée, après l'élection de M. Cayla, lui donna comme second assistant; d'un esprit élevé et d'une érudition peu commune, il a publié sur la théologie des ouvrages de valeur qui ont attiré l'attention sur lui. Aux jours de l'épreuve, M. Brunet fut le compagnon inéparable de son supérieur et partagea avec lui les privations et les souffrances de l'exil; il eut la douleur de lui fermer les yeux et lui succéda, comme vicaire général, dans le gouvernement de la Congrégation de la Mission.

Il y avait, à l'Assemblée, le supérieur du séminaire de Beauvais, M. Grillet « à la foi robuste, au caractère fortement trempé, prêtre héroïque, tel que les heures de persécution en voient naître pour le triomphe de la vérité », a dit de lui l'auteur de *l'Histoire religieuse du diocèse de Beauvais pendant la Révolution*. Aux jours mauvais, M. Grillet, bravant les menaces d'une administration hostile, et sans crainte des dangers que son dévouement devait lui attirer, prit son bâton de voyage et s'en alla visiter dans leurs presbytères les prêtres du diocèse, soutenant la timidité des uns, relevant le courage des autres, pressant de ses instances et de ses prières, pour les ramener au repentir, de pauvres égarés. Retiré à Munster, M. Grillet fut nommé, par l'archevêque de Reims, vicaire capi-

tulaire du diocèse de Beauvais; de la terre étrangère M. Grillet dirigeait le diocèse avec la plus grande sollicitude, fortifiant de ses conseils et de ses encouragements les missionnaires dévoués qui le tenaient au courant de tout<sup>1</sup>.

A côté de M. Grillet, il faut citer M. André Borie, supérieur du séminaire d'Albi. Quand, quelques années plus tard, on exigea des prêtres, le serment à la Constitution civile du clergé, M. Borie le refusa absolument; arrêté en 1794, il fut jeté dans les prisons de Mende et condamné à mort, comme prêtre réfractaire, par le tribunal criminel du département de la Lozère, le 2 mai de la même année.

Il faut citer encore M. Fontaine, supérieur du séminaire de Noyon. Obligé de sortir de France, après la loi de déportation, il se réfugia d'abord en Belgique, puis à Rome, où il fut honorablement accueilli par le pape Pie VI. N'étant plus en sécurité à Rome, au moment de l'invasion des troupes françaises, M. Fontaine se retira à Lubiana; il s'y dévoua tout entier au service des malades de l'hôpital, où il avait trouvé un bon nombre de soldats français, atteints d'une cruelle épidémie; il succomba lui-même, victime de son zèle et martyr de la charité.

Le bon M. Fenaya, visiteur de la Province de Rome était, à l'Assemblée, le représentant le plus en vue des missionnaires italiens. Quand, au plus

1. Voir Guillon, *Les Martyrs de la Foi*, t. III, p. 107 et *Circulaires des supérieurs généraux*, t. II, p. 604. Guillon donne un large extrait d'une dissertation que M. Fontaine publia en Belgique contre le serment de Liberté-Égalité, en réfutation d'une consultation, donnée sur le même sujet, par l'abbé Duvoisin, depuis évêque de Nantes.



fort de la Révolution, M. Cayla fut dans l'impossibilité de remplir ses fonctions de supérieur général, Pie VI chargea M. Fenaya du gouvernement de la Congrégation. Pie VII qui, en 1800, avait nommé M. Fenaya vice-gérant et archevêque de Philippis *in partibus*, s'en fit accompagner à Paris pour le couronnement de Napoléon ; il lui donna, en 1805, le titre de Patriarche de Constantinople. Après l'invasion de Rome par les Français, en 1808, M. Fenaya fut arrêté et conduit à Paris ; il y fut traité en prisonnier et y mourut, en confesseur de la foi, après trois ans de douloureux exil.

De tous ces hommes de Dieu, d'une vertu éminente, appelés à endurer tant de privations et même à donner leur vie pour la cause de la religion, le plus vénérable, quoique un des plus jeunes, n'était-ce pas M. François-Régis Clet, que l'Eglise, dans ces dernières années, a élevé sur les autels ? Il était alors professeur de morale au grand séminaire d'Annecy ; il y était en grand renom de science : on l'appelait une *bibliothèque vivante*. Après l'assemblée, M. Cayla le retint à Paris et lui confia la direction du séminaire interne. Trois ans plus tard, M. Clet obtint, à force de supplications, la faveur d'être envoyé en Chine ; il y termina, à la manière des saints, sa longue et belle carrière apostolique, par un glorieux martyre, le 17 février 1820.

M. François méritait de prendre place dans cette assemblée, digne des plus beaux temps de la primitive Eglise. Lui aussi allait bientôt consacrer tout son talent et tout son dévouement à la cause

admirables prêtres de France qui, dans les dernières années du xviii<sup>e</sup> siècle, eurent l'honneur de verser leur sang pour la foi, qu'ils avaient si courageusement soutenue.

Au premier tour de scrutin, M. Cayla de la Garde fut élu supérieur général. A la session suivante, M. François prit place à l'Assemblée<sup>1</sup>.

Nous n'avons pas à donner ici le compte rendu détaillé des travaux auxquels se livra l'Assemblée, à la suite de l'élection du supérieur général. Après avoir fait choix des assistants du nouveau supérieur, elle s'occupa des affaires qui concernaient la Congrégation; elle eut à cœur avant tout de maintenir dans toute sa pureté l'esprit donné par saint Vincent de Paul à sa communauté, comme son meilleur trésor; elle veilla, avec un soin jaloux, à écarter quelques abus qui cherchaient à se faire jour; et, de concert avec le nouveau supérieur général, elle porta sa sollicitude sur le règlement des séminaires, dont elle détermina plusieurs points importants. L'Assemblée tint sa dernière session, le 18 juin 1788. M. Cayla informa de tout la Congrégation par une circulaire, datée du 8 septembre.

Dans cet intervalle était mort M. Cousin, supérieur du séminaire Saint-Firmin à Paris. Depuis une quinzaine d'années, la Congrégation s'était

1. Il est de règle qu'à l'imitation de ce qui se fait au conclave pour l'élection du Souverain-Pontife, on enferme les députés, qui doivent nommer le supérieur général, dans une salle d'où ils ne peuvent sortir qu'après l'élection. M. François fut chargé avec le procureur général, M. Daudet, d'enfermer ainsi les députés dans la salle du scrutin et de veiller à ce que personne n'en sortît avant la fin de l'élection. (*Acta Conventûs generalis anni 1788, sessio quarta.*)

imposé pour cette maison de lourds sacrifices, M. Cayla qui désirait vivement en assurer la prospérité, n'hésita pas à se priver du précieux concours qu'il était en droit d'attendre de M. François, et il l'y envoya comme supérieur.

On sait que le séminaire Saint-Firmin n'était autre que le collège des Bons-Enfants, où saint Vincent de Paul avait, en 1625, établi, avec ses premiers disciples, le berceau de sa Congrégation. Quand, en 1632, saint Vincent se transporta au prieuré de Saint-Lazare, il garda le collège des Bons-Enfants. Vers 1635, s'inspirant du concile de Trente, il y reçut un certain nombre de jeunes clercs, âgés de douze à quatorze ans, à qui des prêtres de sa communauté enseignaient, avec la pratique des vertus ecclésiastiques, les lettres humaines, le chant et les cérémonies de l'Eglise. L'essai ne fut pas heureux et très peu de ces enfants arrivèrent aux saints Ordres. Saint Vincent conçut alors un autre projet : il transféra les jeunes humanistes dans une maison située au bout de l'enclos de Saint-Lazare et n'admit désormais au collège des Bons-Enfants que des élèves plus avancés dans leurs études, qu'on pouvait préparer en un an ou deux à recevoir les saints Ordres. L'œuvre ainsi conçue réussit pleinement.

Dans son zèle pour la réforme du clergé, saint Vincent ne tarda pas à ajouter à ce séminaire une seconde section. Dans la partie du collège, laissée libre par le transfert des jeunes clercs au séminaire Saint-Charles, il établit une sorte de séminaire ou de refuge pour des prêtres ; il y reçut, en effet, comme pensionnaires, des ecclésiastiques que l'amour de l'étude, l'ambition, la curiosité, la

licence même, parfois, attiraient à Paris, et que la médiocrité de leur fortune obligeait à se loger dans des cabarets, au grand péril de leur vertu et au détriment de leur dignité : au séminaire du moins, ils étaient en sécurité, et, sous la direction des missionnaires, ils se formaient à la science et aux vertus de leur état.

En 1907, le cardinal de Noailles, archevêque de Paris, en reconnaissance du bien que, par cette maison, ils avaient fait à son diocèse, confia aux prêtres de la Mission la direction perpétuelle d'un de ses séminaires diocésains, et en autorisa l'établissement dans le collège des Bons-Enfants.

Longtemps ce séminaire n'attira guère les jeunes ecclésiastiques venus à Paris pour leurs études. Les bâtiments étaient en fort mauvais état; la Congrégation, attaquée dans son droit de propriété et obligée, pour faire valoir ses revendications, de soutenir un procès long et dispendieux, avait dû s'imposer de lourdes charges, et le nom même de Bons-Enfants, pensait-on, n'était guère fait pour attirer les séminaristes.

Enfin Saint-Lazare gagna son procès, et l'Assemblée générale de 1774 résolut de prendre les mesures nécessaires pour mettre en honneur cette maison, berceau de la Congrégation. Depuis quelque temps déjà on appelait le collège des Bons-Enfants : *séminaire Saint-Firmin*, du nom du saint à qui la chapelle était dédiée. On y établit bientôt un cours de philosophie et on décida d'abattre les vieux bâtiments qui tombaient de vétusté, et de les remplacer par des constructions plus vastes et plus commodes. On voulait même, dès que les ressources l'auraient permis, bâtir une chapelle,

sous le vocable de saint Vincent de Paul et donner le nom du saint fondateur à la maison ainsi transformée. Hélas ! la Révolution ne devait pas permettre de réaliser de si beaux projets !

M. Cousin, supérieur du séminaire, n'omit rien pour répondre aux vœux de l'Assemblée générale. Quelques années plus tard, les nouveaux bâtiments étaient achevés, et M. Jacquier, supérieur général, était heureux d'annoncer à la Congrégation que le séminaire *Saint-Vincent-de-Paul* avait autant d'élèves qu'il pouvait en contenir<sup>1</sup>. Ils y venaient de plusieurs diocèses de France et de l'étranger<sup>2</sup>. Dans une circulaire du 1<sup>er</sup> janvier 1790, M. Cayla cite le nom de M. Kian, prêtre chinois, ancien élève de Saint-Firmin, qui avait eu le bonheur de confesser la foi, pendant la dernière persécution, avec une intrépidité digne des chrétiens de la primitive Église.

1. Pour ces détails, voir les *Circulaires des supérieurs généraux*, t. II, *passim*. Les *Petites Annales de Saint-Vincent-de-Paul*, juin 1902, ont donné en gravure le corps de bâtiment qui fut bâti alors, et qui subsiste encore. C'est aujourd'hui un garde-meubles qui porte le n° 2 de la rue des Écoles.

2. Une quittance délivrée par M. Cousin à M. de Villers, supérieur du séminaire de Troyes, le 10 août 1774, donne à croire qu'il y avait à Saint-Firmin des élèves venus du séminaire de Troyes. (*Archives de l'Aube*, g. 217.)

Parmi les élèves de Saint-Firmin, on cite Barbier, l'auteur du *Dictionnaire des ouvrages anonymes*. Lorsqu'il eut achevé ses études de philosophie et de théologie, ses maîtres, qui l'avaient pris en amitié, le retinrent auprès d'eux, jusqu'en 1789, pour enseigner les mathématiques et la physique, en qualité de maître de conférence. (*Notice biographique et littéraire sur L. Barbier*, placée en tête de son Dictionnaire. Paris, Daffis, 1872.)

M. Cousin mourut en 1788, après avoir dirigé avec bonheur le séminaire, pendant plus de vingt ans. On conçoit que M. Cayla, poursuivant le dessein de son vénérable prédécesseur, ait voulu lui donner un successeur capable de continuer son œuvre et de la faire prospérer.

Quand M. François prit en main la direction de la maison, il ne pensait sans nul doute qu'à mettre son intelligence et son cœur au service de l'œuvre, grande entre toutes, de la formation et de la sanctification des jeunes clercs et des prêtres composant le personnel de ce beau séminaire. Pouvait-il se douter qu'il y allait avant tout pour soutenir vaillamment les combats de Dieu, pour défendre avec acharnement la cause des âmes et de l'Église, enfin pour verser généreusement son sang et triompher, dans la gloire d'un beau martyre?

La direction de la maison comptait quatre prêtres, avec le supérieur, et trois frères coadjuteurs<sup>1</sup>. Différents documents conservés aux Archives nationales nous en font connaître les noms. Les prêtres, appelés à partager la sollicitude de M. François et à lui prêter leur concours, étaient : M. Étienne de Langres, directeur, âgé de trente-quatre ans, M. Joseph Mansuet Boullangier, procureur, âgé de trente et un ans, et M. Jean Louis Desessement, âgé de trente-six ans<sup>2</sup>. Ce dernier

1. Dans une déclaration des biens et revenus, des charges et du mobilier de Saint-Firmin, donnée par M. François, le 27 février 1790, il y a à : « Art. 3 : Charges : 1° Quatre prêtres et trois frères à nourrir et à entretenir » (*Archives nationales*, S. 6850).

2. *Archives nationales*, II. 3288. Le nom de M. Desessement se trouve dans plusieurs notes de fournisseurs aux premiers mois de 1789 et en 1790.



quitta Saint-Firmin dans le courant de 1790 et ne fut pas remplacé<sup>1</sup>.

Les trois frères coadjuteurs étaient : Louis Danois, Jean-Baptiste Ducroux et Pierre-Joseph Le Roy<sup>2</sup>.

Des pensionnaires qui recevaient alors l'hospitalité à Saint-Firmin un seul est connu ; c'était un laïc, ancien officier, proche parent de M. Cousin, prédécesseur de M. François. Son histoire est des plus édifiantes, elle nous a été transmise par le procureur de Saint-Firmin, M. Boullangier.

« M. Jean-Antoine-Joseph de Villette, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine commandant au régiment de Barrois, infanterie, avait passé quarante-quatre ans au service du roi. Il était né au Cateau-Cambrésis, dans le diocèse de Cambrai. Sa piété solide, douce, l'avait fait aimer et respecter de tous ses compagnons d'armes. Un zèle ardent pour la discipline militaire, accompagné d'une justice incorruptible, lui avait gagné la vénération et l'amour de tous ses soldats. Il avait quitté le service depuis environ six ans, sous le ministère du prince de Montbarrey. Pendant trente ans, avant sa retraite, le pieux capi-

1. L'état du séminaire Saint-Firmin, signé par M. François, le 14 novembre 1790, ne porte pas le nom de M. Deses-senient (*Archives nationales*, S. 6.850).

2. Ces trois noms se retrouvent dans l'*État des personnes composant le séminaire Saint-Firmin*, daté du 23 mars 1792, et signé par Boullangier (*Archives nationales*, S. 6850), et dans plusieurs notes de fournisseurs de la maison, de 1789 et 1790 (*Ibid.*, H. 3288). Le frère Le Roy, d'après certains comptes qu'il tenait, devait être chargé de la cuisine; le frère Danois avait le soin de la dépense, de la lingerie et de la sacristie (*Ibid.*, H. 3288). Les dossiers connus ne contiennent rien sur le frère Ducroux.

taine passait le temps de ses semestres au séminaire Saint-Firmin, où il trouvait des aliments à sa piété, quoiqu'il eût ses biens et sa famille au Cateau-Cambrésis. Lorsqu'il eut quitté le service, il se fixa à Saint-Firmin, dans l'espérance d'y vivre et d'y mourir saintement. (Il occupait la chambre n° 15, au premier étage du bâtiment neuf.) M. Cousin étant mort en 1788, M. François pria M. de Villette de garder son appartement à Saint-Firmin, et depuis il ne le nomma plus que la *bénédiction de la maison*. Il avait partagé son temps et réglé toutes ses démarches de manière que, hors les repas qu'il prenait au séminaire, tous les moments dont il disposait étaient employés à des exercices de piété. Il ne manquait jamais d'entendre la messe, il communiait presque tous les jours; il avait tellement étudié ce qui se faisait dans les églises de Paris, que chaque jour il assistait à un sermon et à un salut. Il était de toutes les bonnes œuvres, et tout ce qu'il y avait de pieux dans Paris le connaissait. » Ce soldat, à l'esprit chrétien et généreux, ne méritait-il pas vraiment d'appartenir à la famille de Saint-Firmin, et pouvait-il ailleurs se préparer mieux à la mort glorieuse qui l'attendait?

Tel était le séminaire Saint-Firmin, quand M. François y vint en septembre 1788 pour en être le supérieur.

## CHAPITRE IV

Les débuts de la Révolution. — Première brochure du B. François. — État peu prospère des finances de Saint-Firmin (1788-1789).

Les États généraux s'ouvrirent à Versailles le 5 mai 1789. On vit, dès les premiers jours, qu'il fallait s'attendre aux difficultés les plus graves, aux complications les plus inquiétantes; le tiers état montra bien vite qu'il voulait être maître; il le fut, sans tarder, par la faiblesse du pouvoir royal et la naïve imprudence ou peut-être la connivence de représentants de la noblesse et du clergé. Six semaines à peine après leur première réunion, les États généraux se transformaient en Assemblée nationale. Dès ce moment le roi, dépouillé de son autorité souveraine, était à la merci de l'Assemblée que dirigeaient en réalité quelques membres très avancés. Habilement égarée par les chefs du mouvement insurrectionnel, la populace s'agitait, prenant ouvertement parti contre ceux de la noblesse et du clergé qui essayaient de faire résistance; elle en vint rapidement aux pires excès. Le 14 juillet, la Bastille était prise et détruite par les insurgés, et on sait par quelles sanglantes horreurs fut marquée cette sinistre journée.

Dès la veille, Saint-Lazare, avant toutes les autres communautés, avait payé son premier tribut à la fureur révolutionnaire. Vers deux heures et demie du matin, une bande de forcenés, armés de poignards, de fusils, de lances, de haches, de bâtons, se portent en tumulte à l'entrée de Saint-Lazare ; un moment ils semblent hésitants ; puis, sur un mot d'ordre qui leur est donné, ils se jettent sur la porte, l'enfoncent à coups redoublés et se précipitent comme un torrent. Ils n'étaient d'abord que deux cents ; mais, après eux, une troupe innombrable de bandits, hommes et femmes, débouchent de toute part, et font irruption dans toute la maison, dans les cours, dans les jardins ; ils brisent tout ce qui leur tombe sous la main, et pendant près de quinze heures Saint-Lazare est ainsi livré au pillage : les portes sont enfoncées, les fenêtres brisées, les meubles jetés dans les corridors, dans les cours, dans la rue. Les bandits vont partout, au réfectoire, dans les salles de communauté, à la cuisine, à la pharmacie, aux bibliothèques ; en dehors de la chapelle qu'ils respectent, ils ne laissent debout que les murs, et encore essaient-ils, avant de se retirer, de mettre le feu aux granges. Ils s'en pressent jusqu'à la statue de saint Vincent de Paul qu'ils mettent en pièces ; ils en détachent la tête, la placent au bout d'une pique, et s'en vont la promener ainsi dans les rues de Paris, pour la jeter enfin dans le bassin du Palais-Royal.

Impuissants à défendre la maison contre cette bande de scélérats, les prêtres, les clercs et les frères de Saint-Lazare ne trouvent de salut que dans la fuite. M. Cayla et deux de ses assistants s'échappent

par-dessus les murs du jardin, un autre assistant M. Ferris, ne s'arrache des mains de ces forcenés qu'après avoir été battu et couvert de blessures; M. Brunet, le second assistant, est saisi avec un jeune sous-diacre, on les jette tous les deux sur une charrette chargée de sacs de blé, et on les conduit ainsi à la halle, escortés d'une troupe de forcenés qui portent, avec leurs armes, des torches allumées; on leur eût certainement fait un mauvais parti, si un officier de garde, sous prétexte de les tenir sous sa surveillance, ne les avait arrachés au danger et mis secrètement en liberté.

M. Cayla, échappé au péril, alla demander l'hospitalité à M. François, au séminaire Saint-Firmin, avec deux de ses assistants et quelques étudiants. Pour ne pas attirer l'attention et s'exposer à de nouvelles avanies, les missionnaires prirent le rabat des prêtres séculiers; ils crurent même prudent, pour faire comme tout le monde, de mettre un ruban vert à leur chapeau<sup>1</sup>.

Dès le 14 juillet, à la première heure du jour, un certain nombre de jeunes gens, étudiants et séminaristes, rentraient à Saint-Lazare, au milieu des décombres. Le supérieur général ne tarda pas

1. Lettres inédites de M. Adam, prêtre de la Mission, à M. Jousset, son confrère (*Archives du Rhône, fonds des Lazaristes, liasse 10*). 2<sup>e</sup> lettre du 14 juillet 1789.

Le 12 juillet, Camille Desmoulins, dans le jardin du Palais-Royal, monta sur une table pour haranguer la foule nombreuse et l'appela aux armes. Voulant lui donner un drapeau, il demanda si on voulait le vert, couleur de l'espérance, ou le rouge, couleur de l'ordre libre de Cincinnatus. « *Le vert, le vert* », répondit la foule. Camille arracha une branche d'arbre et en attacha une feuille à son chapeau. Le lendemain tout le monde, à Paris, portait la cocarde et les rubans verts.

à les y rejoindre, avec plusieurs de ses confrères, et, aidé des aumônes qui lui vinrent de toutes parts, du roi, de l'archevêque de Paris, du chapitre métropolitain, de plusieurs communautés religieuses, d'un grand nombre de fidèles, il put rendre habitable une partie des bâtiments dévastés.

Ces tristes événements n'étaient que le prélude inquiétant des terribles épreuves qui allaient s'abattre sur l'Église de France, sur les communautés religieuses et en particulier sur la Congrégation de la Mission. Suivons les événements.

Peu de temps après le sac de Saint-Lazare, M. Cayla entra à l'Assemblée nationale. Lors des élections pour les États généraux, le clergé de Paris avait nommé six députés pour le représenter; un dignitaire de l'Église métropolitaine ne l'avait emporté que de quelques voix sur M. Cayla, qui fut nommé premier suppléant. Le curé de Saint-Gervais, un des six députés, s'étant retiré, on conseillait à M. Cayla de céder sa place au suppléant qui venait après lui. M. Cayla ne vit, à l'Assemblée nationale, qu'un poste de combat, il s'y rendit aussitôt et y resta jusqu'à la fin.

Il prit place avec les députés catholiques et les sujets fidèles au roi; deux fois au moins il sut monter à la tribune et défendre ses idées devant une majorité hostile. Il prit notamment la parole dans la discussion passionnée sur les biens ecclésiastiques, et, pour répondre au vœu de ses amis, il publia un opuscule intitulé : *Opinion sur les biens ecclésiastiques*.

Le 2 novembre 1789, l'Assemblée nationale, à une majorité de 568 voix contre 346, décréta que « tous les biens ecclésiastiques sont à la disposition de

la Nation, à la charge de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres, sous la surveillance et d'après les instructions des provinces ».

C'est à l'occasion de cette discussion et de ce grave décret de l'Assemblée nationale que M. François, à l'exemple de son supérieur général, se vit entraîné à prendre la plume. Sa première brochure porte le même titre que celle de M. Cayla : *Opinion sur les biens ecclésiastiques*<sup>1</sup>.

L'auteur des *Notices bibliographiques sur les Écrivains de la Congrégation de la Mission* émet la pensée que cet ouvrage de M. François pourrait être une réfutation de l'écrit de Lamourette intitulé : *Le décret de l'Assemblée nationale sur les biens du clergé, considéré dans son rapport avec la nature et les lois de l'institution ecclésiastique*. Cette pensée n'est pas sans fondement. Lamourette avait fait partie de la Congrégation de la Mission; d'Auribeau, dans ses *Mémoires*, affirme même, à deux reprises différentes, que deux fois il a été expulsé de Saint-Lazare. Plus tard M. François réfut-

1. Cet opuscule est attribué à M. François par d'Auribeau (*Mémoires*, t. I, p. lxxv), Feller (*Dictionnaire*, v<sup>o</sup> François), la *Biographie universelle* (v<sup>o</sup> François article de Picot), la *Littérature française contemporaine* de Luandre et Félix Bourquillot. Guillon, dans *Les Martyrs de la Foi* (v<sup>o</sup> François), dit que M. François, avant de publier ses brochures, relatives au serment d'adhésion à la Constitution civile du clergé, avait donné « un écrit dans lequel s'étaient manifestés sa vertueuse opposition aux principes des novateurs, autant que ses connaissances et ses talents, à savoir son *Opinion sur les biens ecclésiastiques* ».



tera également un autre de ses anciens confrères, qui avait écrit en faveur du schisme, Gratien, lui aussi expulsé de Saint-Lazare, et devenu alors évêque constitutionnel de la Seine-Inférieure. M. François regardait comme un devoir d'honneur et de piété filiale à l'égard de sa communauté, de réparer, autant que possible, le mal fait par ces hommes, infidèles à leurs engagements les plus sacrés, traîtres tout à la fois envers la sainte Eglise leur mère, et envers la famille religieuse qui les avait élevés et promus à des postes de confiance.

L'Assemblée nationale avait porté son décret sur les biens ecclésiastiques, le 2 novembre 1789; le 13 du même mois, elle imposa, à « tous titulaires de bénéfices », « dans deux mois pour tout délai... une déclaration détaillée de tous les biens mobiliers ou immobiliers... de leurs revenus, et des différentes charges... ». Ce délai de deux mois fut, par décret du 16 janvier 1790, prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> mars suivant.

Pour se conformer à cette prescription, M. François déposa au greffe de la commune de Paris, le 27 février 1790, le relevé des biens et des charges du séminaire Saint-Firmin. Il fit entrer dans cette déclaration ce qui concernait les revenus et les obligations de la maison de campagne que le séminaire possédait à Conflans, village peu éloigné de Paris (*Archives nationales*, S. 6850).

Ce document officiel aide à comprendre les embarras financiers dans lesquels se trouvèrent habituellement M. François et son procureur, M. Boullangier. Un état des biens de Saint-Firmin, dressé en juin 1778, se terminait par cette récapitulation des revenus et des charges : « Les revenus sont de 2.460 livres 3 sols; les charges de 2.148

livres, 16 sols, 8 deniers. Il reste de net seulement 31 livres, 6 sols, 4 deniers. » Et l'auteur de cet état ajoutait, avec un sentiment d'ennui peu dissimulé : « On remarquera que les prêtres de la Mission sont ordinairement quatre directeurs dans le séminaire, avec trois frères, sans compter pareil nombre de domestiques, nécessaires pour le service de la maison : que leurs revenus étant de beaucoup inférieurs à leurs besoins, et réduits jusqu'à rien, par la perte qu'ils ont faite du collège des Bons-Enfants, ils n'ont pu subsister, depuis cette époque, que par les libéralités de leurs confrères moins pauvres qu'eux ; que même, malgré ces secours, devenus insuffisants par la cherté des vivres, dans les dernières années, ils ont insensiblement contracté des dettes, qui montent aujourd'hui à plus de douze mille livres... » (*Archives nationales*, S. 6850.)

D'après la déclaration faite par M. François, la situation n'était guère plus brillante en 1790. On peut en juger par les revenus et les charges du séminaire, et par les dettes qui avaient été contractées et qu'on n'arrivait pas à éteindre.

En fait de revenus, le séminaire avait, à cette date, sur le Clergé de France, une rente annuelle de 172 livres, et une de 100 livres sur les États de Languedoc. Ces rentes lui étaient payées régulièrement. Mais, depuis plus de vingt ans, par suite de contestations survenues entre les deux établissements, le collège Louis-le-Grand refusait de payer au séminaire Saint-Firmin deux rentes, dont il lui était redevable, et qui s'élevaient à près de 1.400 livres.

Le meilleur des revenus du séminaire provenait

de la location de maisons qui lui appartenaient, et qui lui rapportaient annuellement près de 7.000 livres. Au total, les revenus de Saint-Firmin s'élevaient à 7.393 livres <sup>1</sup>.

Les charges auxquelles il fallait faire face étaient, entre autres, l'entretien des bâtiments du séminaire et des immeubles qui étaient loués, les frais annuels nécessaires à la maison de campagne, et aussi les rentes constituées au profit de plusieurs créanciers. Les charges annuelles dépassaient 3.700 livres, et l'excédent des revenus, nous donnons les chiffres de M. François, n'était que de 3.656 livres. En outre il y avait, depuis longtemps, des dettes relativement considérables. M. Cousin avait emprunté environ 40.000 livres, qu'il n'avait pu rembourser avant sa mort; et on devait 18.000 livres à des fournisseurs et entrepreneurs de travaux divers.

A la suite d'un résumé des revenus et des charges du séminaire, M. Boullangier ajoute : « il fallait, sur

1. Voici une autre déclaration de M. François, en date du 12 août 1791 : « Je soussigné déclare à Messieurs du département : 1<sup>o</sup> qu'il n'y a ni bourse, ni autres biens affectés, dans notre maison, à l'instruction publique ;

« 2<sup>o</sup> Que les bourses du collège des Bons-Enfants n'existent plus, le collège et tous ses biens, dont nous jouissions autrefois, ont été remis, en 1703, au collège Louis-le-Grand ;

« 3<sup>o</sup> Que nous n'avons jamais reçu ni des archevêques de Paris, ni d'ailleurs aucune dotation pour le séminaire dont notre Congrégation s'est chargée, dans cette maison qui est son berceau ;

« 4<sup>o</sup> Que cette maison de Saint-Firmin ne se soutient que par les acquisitions faites par la Congrégation et dont le revenu net ne se monte qu'à 3 600 et quelques livres, et par les secours qu'elle reçoit de la maison de Saint-Étienne et autres maisons de la Congrégation. 4<sup>o</sup> Le revenu net est de 3 600 et quelques livres.

les 3.656 livres dont on pouvait disposer, « nourrir et entretenir quatre prêtres, trois frères, nourrir trois domestiques, donner, du moins pour cette année 1790, le quart du revenu, payer en outre les impositions, comme les citoyens ordinaires, courir les risques des maladies, et payer les dettes passives des fournisseurs et des ouvriers, c'est-à-dire environ 18.000 livres » (*Archives nationales*, S. 6850).

Aussi arrivait-il, ce qu'on voit toujours lorsqu'on ne peut satisfaire aux réclamations des créanciers, que des factures en souffrance n'étaient acquittées qu'après plusieurs années<sup>1</sup>. Le pauvre procureur, pour obtenir que ses fournisseurs prissent patience, leur signait des billets à ordre, payables en plusieurs termes peu espacés<sup>2</sup>. Cet expédient ne lui réussit pas toujours, et à plusieurs reprises, le supérieur et le procureur furent cités au Châtelet. Ils eurent un procès avec la veuve Boudier, boulangère, à qui le séminaire devait près de 1.700 livres, payables au 1<sup>er</sup> décembre 1790. M. François et M. Boullangier eurent beau, par leur procureur auprès du Présidial, alléguer comme cause de retard de paiement « les circonstances où se trouvait le clergé », en vain s'excusèrent-ils sur

1. Par exemple, un mémoire de menuiserie, de mai 1788, ne fut payé qu'en avril 1791; un compte de paveur, de décembre 1787, fut acquitté le 17 avril 1791. (*Archives nationales*, H. 2554 et H 3288.)

2. C'est ce qu'il fit avec un entrepreneur de maçonnerie, Florimond, qui menaçait de le faire assigner au Châtelet (avril 1791). « Je lui ai fait des billets à ordre afin d'éviter un esclandre et des frais. » Il usa du même procédé avec Prot, boucher. (*Archives nationales*, *ibid.*)

leur bonne foi et sur la situation malheureuse du séminaire, la sentence leur fut défavorable; ils eurent à payer, en trois termes, la somme de 1.497 livres qu'ils devaient encore : 600 livres de suite, 600 le 28 mars et le reste le 28 juin suivant; ils furent en outre condamnés aux dépens<sup>1</sup>.

Les fournisseurs ordinaires du séminaire ne furent pas les seuls à recourir au Châtelet, pour faire valoir des droits, que d'ailleurs le supérieur et le procureur ne refusaient pas de reconnaître. Nous avons vu plus haut qu'en arrivant à Saint-Firmin, M. François y avait trouvé comme pensionnaire le parent de son prédécesseur, un ancien capitaine en retraite, et nous savons quelle édification saisissante M. de Villette donnait au séminaire dont il était l'hôte : il en était, selon le mot de M. François, *la Bénédiction*. M. de Villette, sans doute pour témoigner sa reconnaissance à M. Cousin, lui avait remis, en 1785, une somme de 11.000 francs, pour laquelle il recevait une rente de 550 livres, réduites à 489 livres 10 sols par suite des droits à payer. A son tour, M. de Villette assigna le séminaire au Châtelet de Paris, et, par sentence contradictoire rendue le 16 juin 1790, le séminaire fut condamné à lui payer la rente convenue de 550 livres. Jusque-là cette rente avait été servie très régulièrement, on ne trouve pas trace de difficulté qui aurait été faite par le procureur. Bien plus, le 12 septembre 1789, M. de Villette avait reçu sa rente plus de trois mois avant l'échéance, qui était au 1<sup>er</sup> janvier 1790. Or, le 10 mai suivant,

1. *Archives nationales*, H. 3288. Un autre jugement fut rendu contre le séminaire, le 12 juillet 1792, en faveur du sieur Pierre Blanc, épicier, pour une note de 566 livres. (*Archives nationales*, *ibid.*)

c'est-à-dire quatre mois seulement après cette dernière échéance, qui lui avait été payée à l'avance, il a recours au Châtelet contre le séminaire, et le séminaire est condamné à payer une rente qu'il avait toujours servie exactement. Évidemment, d'accord avec le supérieur et le procureur de Saint-Firmin, M. de Villette prit ce moyen, du reste très légitime, pour faire reconnaître authentiquement ses droits par le tribunal, et les sauvegarder dans l'avenir. C'est ce qui ressort du texte de deux reçus qu'il donna à M. Boullangier, après la sentence du tribunal, le 8 juin 1791, et le 13 mai 1792; ils se terminent l'un et l'autre par cette formule : « Dont quittance, sans préjudice de mes droits et hypothèques résultant de la sentence susdattée ».

L'Assemblée nationale, qui, le 2 novembre 1789, avait voté la sécularisation des biens de l'Église, acheva son œuvre le 14 avril suivant; elle décida que l'administration des biens ecclésiastiques serait désormais confiée aux directoires des départements et des districts, et que le traitement du clergé serait payé en argent. La spoliation de l'Église était consommée; le clergé, qui, si longtemps, avait été regardé comme le premier ordre de l'État, était désormais à la merci de législateurs hostiles. Dépouillée de ses biens, l'Église de France était réduite à l'état le plus précaire. Pour satisfaire les vœux de l'impunité, il fallait encore l'avilir et la discréditer dans l'esprit du peuple chrétien. C'est à ce but que tendait le fameux décret, connu, dans l'histoire de la Révolution, sous le nom de Constitution civile du clergé.

## CHAPITRE V

La Constitution civile du clergé. — Le serment exigé par la Constituante. — Deux brochures du B. François sur le serment : *Mon Apologie*. — *Défense de Mon Apologie* (1790-1791).

De bonne heure, la Constituante s'en prit aux Ordres religieux, véritable avant-garde de l'Église qu'elle ne pouvait laisser subsister longtemps. Le juriste Treillard, président du Comité ecclésiastique, esprit faux et retors, qui en épiait l'occasion depuis deux mois, présenta à l'Assemblée, le 17 décembre 1789, un rapport, très habile et tout à fait subversif, sur leur suppression. Les vœux n'étaient plus reconnus, les Ordres et les Congrégations étaient supprimés, liberté pleine et entière était donnée à tous les religieux de quitter leur monastère, et, à ceux qui usaient de leur liberté, il était alloué des pensions variant de 700 à 2.000 livres, sans aucune distinction d'ordre.

Les maisons momentanément conservées devaient compter quinze religieux, non compris le prier ou supérieur, tous soumis purement et simplement à l'évêque du lieu, toute exemption et particularité étant supprimées.

Ne pouvaient se perpétuer et recevoir des postulants que les maisons conservées comme utiles aux



sciences, à l'éducation publique et au soulagement des malades. Toutes ces mesures devaient sans tarder être approuvées, appliquées, aggravées, jusqu'à la disparition du dernier religieux.

Il y avait à ce moment-là en France de 17.000 à 18.000 religieux et 30.000 religieuses.

La discussion engagée, le 11 février 1790, ne dura que deux jours. Les évêques de Clermont, de Nancy, de Nîmes, M. de La Coste, Maury et quelques autres parlèrent en faveur des religieux; Barnave, Pétion, Robespierre avec Treillard parlèrent contre, avec beaucoup de passion; l'abbé Grégoire fut relativement modéré. Le 13 février l'Assemblée, suffisamment éclairée, vota la suppression des vœux et des religieux, invita ces derniers à quitter leurs monastères et promit de s'occuper bientôt des Ordres ou Communautés enseignants et hospitaliers. Pour les religieuses, elle leur permit, si elles le voulaient, de rester dans leurs couvents momentanément. C'en était fini, en France, des communautés religieuses.

Du clergé régulier l'Assemblée passa au clergé séculier, et ses coups ne furent pas moins meurtriers. La trop fameuse Constitution civile du clergé, cause première des troubles religieux qui bouleversèrent la France jusqu'au Concordat, fut élaborée dans le Comité, dit ecclésiastique, où dominait Treillard. Les sept ecclésiastiques, qui constituaient la minorité impuissante, ne furent pas de taille à faire agréer le moindre amendement et la constitution de la nouvelle Église sortit tout entière des mains d'ennemis perfides, acharnés, qui ne reconnaissaient pas la Constitution divine de l'Église catholique et qui n'y croyaient pas.

La discussion à l'Assemblée commença le 27 mai

1790. Juristes, jansénistes, protestants, gallicans, hommes d'extrême gauche s'entendirent pour étouffer la voix des évêques et des prêtres courageux qui tentèrent vainement, dans des discours pleins de doctrine et de force, d'ouvrir les yeux à l'Assemblée.

Le schisme fut inscrit, en bonne place, à l'article IV qui ne reconnaissait au Saint-Siège qu'une primauté d'honneur; évêques et curés étaient élus par le collège électoral où pouvaient dominer juifs, protestants, impies de toute espèce; l'institution canonique était supprimée, la juridiction du pape sur l'Église universelle niée, l'antique discipline ecclésiastique complètement bouleversée; la nouvelle Église d'État apparaissait toute sécularisée. Les dernières dispositions additionnelles furent votées le 24 juillet 1790.

Cependant dès le 10 juillet Pie VI, justement préoccupé, dans une lettre personnelle touchante avait pressé Louis XVI de ne pas approuver les malheureux décrets sur le clergé; il avait écrit, dans le même sens, aux évêques, ministres du roi, Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux et Lefranc de Pompidan, archevêque de Vienne. Malgré les vives instances du pape, les deux évêques-ministres n'osèrent pas conseiller au roi indécis la résistance. Louis XVI, de son côté ne sut pas prendre de décision; il suspendit d'abord l'application de la loi, jusqu'après entente avec le Saint-Siège, puis, tout à coup, le 24 août, sans attendre de Rome la réponse sollicitée, il en ordonna brusquement la promulgation.

Une vive réaction ne tarda pas à se dessiner. Trente évêques, députés à l'Assemblée, dans une belle lettre intitulée *Exposition des principes sur la Cons-*

*titution civile du clergé*, donnèrent de la Constitution civile une réfutation claire et complète; 98 députés ecclésiastiques et bientôt 119 évêques sur 134, que comptait la France, adhérèrent à la lettre; en province, l'opposition prit vite de grandes proportions, et une agitation religieuse sérieuse, inquiétante même, commença aussitôt sur différents points du territoire.

L'Assemblée, de plus en plus aveuglée, espéra couper court à la résistance croissante, en frappant un grand coup et, le 27 novembre 1790, elle rendit obligatoire le serment de fidélité à la Constitution civile du clergé. « Quiconque le refusait était censé avoir renoncé à son office et devait être remplacé. » Les événements se précipitaient de plus en plus, le mal parut bientôt sans remède.

Le 27 décembre, Grégoire prêta serment, le lendemain Talleyrand, le 2 janvier Gobel. Du 28 décembre au 1<sup>er</sup> janvier une quinzaine de prêtres avaient juré. Le grand jour, dernier délai accordé aux ecclésiastiques pour obéir à la loi, fut le 4 janvier. Un public nombreux et hostile assistait à la séance, prêt à manifester. La majorité des ecclésiastiques, membres de l'Assemblée, refusa le serment et garda une attitude noble, imposante, devant la gauche intransigeante qui, tout en lui refusant la parole et le droit de dire ses raisons, la faisait insulter par la vile populace ameutée à dessein. Sur 44 évêques ou archevêques députés, deux seulement avaient fait défection, parmi les prêtres 107 avaient prêté le serment, mais une vingtaine de rétractations ramenèrent le nombre des jureurs à 89, c'était à peu près le tiers des députés ecclésiastiques. La majorité, fidèle à l'Église et à Dieu,

fière d'avoir tout sacrifié au devoir, fut exclue de l'Assemblée, sur la proposition du protestant Barnave. « La conduite de l'Assemblée vis-à-vis du clergé, a écrit avec indignation Montlosier, ne fut pas seulement inique mais atroce. »

Ils durent sortir de la salle des séances, où ils étaient considérés désormais comme des étrangers; évêques et prêtres traversèrent d'un pas ferme et assuré les rangs serrés de la populace menaçante qui les accablait d'outrages et poussait contre eux des hurlements féroces. N'est-ce pas à la suite de cette séance sans précédent que Mirabeau s'écria, dans un beau mouvement de dépit : « *Nous avons pris leurs biens, mais ils ont gardé leur honneur* » ?

Quand M. François apprit, probablement de la bouche de son supérieur, M. Cayla, expulsé avec les autres non jureurs de l'Assemblée, les détails de cette mémorable séance, il fut rempli d'admiration pour les confesseurs de la foi et, quelques jours après, il écrivit dans *Mon Apologie* :

« Avec quelle dignité, ils soutiennent le caractère divin qui réside en eux, et par la noblesse de leur désintéressement, et par leur constance magnanime, ces pontifes dans lesquels nous voyons revivre les Athanase et les Hilaire ! Hués, calomniés, couverts d'opprobres, exposés aux insultes, n'ayant d'autre perspective que les horreurs d'une mort violente dont ils sont menacés chaque jour par une populace que rien n'arrête, d'autre gain à espérer que la spoliation de leurs biens, et une vie de privations et de douleurs ; notés comme mauvais citoyens, diffamés comme ennemis de la patrie, ils n'ont qu'à dire un mot, et ils échappent à tous ces dangers. Mais, comment leur bouche pourrait-

elle prononcer ce mot que leur conscience désavoue, comment trahiraient-ils les intérêts de Dieu pour complaire aux hommes? Non, ils s'exposeront à tout, ils souffriront tout, plutôt que de se souiller par un serment que la religion réprouve; la religion les élève au-dessus des promesses, au-dessus des menaces, au-dessus de tous les intérêts, et leur patience dans les vexations devient le plus beau triomphe de leur foi. » Et l'auteur continue, glorifiant les évêques de l'Assemblée, félicitant l'Église de France, dans des pages sublimes que nous regrettons de ne pouvoir citer.

L'Assemblée fixa le dimanche 9 janvier, pour le serment des ecclésiastiques de Paris. Un arrêté municipal convoqua dans ce but à Notre-Dame, outre le clergé attaché à l'église métropolitaine, les vicaires généraux, les supérieurs, les directeurs et les professeurs des collèges, les aumôniers des bataillons et des hôpitaux. Les prêtres des autres paroisses de Paris devaient prêter le serment dans leurs églises respectives.

Il est difficile de dire le nombre exact des jureurs, car la municipalité avait invité au serment et excité à le prêter, non seulement les prêtres qui y étaient tenus par la loi, mais des séminaristes, des sacristains, des maîtres d'école, des musiciens, des choristes, « un serpent », etc...

450 prêtres environ furent fidèles, et il y eut, d'après l'état officiel, 629 jureurs. Dans les cinquante-deux paroisses de la capitale, 23 curés prêtèrent le serment, 27 le refusèrent, deux cures étaient vacantes. Parmi les directeurs ou professeurs des divers collèges ou séminaires, il n'y eut que deux jureurs, le supérieur et un directeur

de Saint-Magloire : Tournaire et Telmont. Parmi les vicaires généraux, il n'y eut pas un seul serment, pas de serment à Saint-Sulpice, pas de serment à Saint-Lazare, pas de serment à Saint-Firmin. La majorité considérable de jureurs, donnée par l'état officiel, est fournie évidemment par des prêtres étrangers, des moines sortis de leur couvent, des employés d'églises, etc...

Malgré tout, les bons prêtres étaient consternés de voir sortir de leurs rangs tant de jureurs, et, pleins de charité, ils se demandaient avec anxiété la cause de ces tristes défections. Quelques-uns étaient tombés par surprise, de bonne foi, croyant vraiment, comme certains le disaient, que l'Assemblée n'avait pas entendu toucher au spirituel, d'autres avaient cédé par pusillanimité, par crainte des menaces ou des dangers auxquels les exposait le refus de serment. Beaucoup pouvaient facilement être ramenés dans la bonne voie. De très bonne heure, surtout quand fut connue la condamnation portée par Pie VI, un bon nombre ne s'étaient-ils pas ressaisis et rétractés? M. François, dont la vie s'était dépensée à la formation et à la sanctification du clergé, crut devoir faire quelque chose pour instruire, soutenir, encourager ses frères, dans le sacerdoce, et tendre ainsi la main à ceux qui voudraient revenir au bercail. Il conçut donc le projet d'une brochure, sur le serment et sur la Constitution civile du clergé, et la fit paraître, à la fin de janvier 1791, sous le titre de *Mon Apologie*; elle avait 40 pages in-8<sup>o</sup>.

1. Elle parut entre le 19 et le 21 janvier 1791; d'après un passage de cet opuscule, Mirabeau venait de lire à l'Assemblée

Il débute ainsi : « Je n'ai pas prêté le serment civique exigé par le décret du 27 novembre.

« Par honneur et par religion, je dois compte de ma conduite à tous mes confrères, dans le sacerdoce, qui ne penseraient pas comme moi ; je le dois aux fidèles pour écarter de tous les esprits jusqu'à l'ombre du scandale. Je vais rendre ce compte tel que je le lis dans mon cœur et tel que je voudrais le présenter au tribunal de Dieu, au moment de ma mort. »

L'auteur dit, avec une grande netteté, comment il a été amené à peser avec maturité les motifs qui militaient en faveur du serment et les raisons qui lui étaient opposées, il expose les règles que, dans cet examen, il a cru devoir suivre. La manière violente de procéder de l'Assemblée le mit d'abord en défiance : des législateurs bien intentionnés ne prennent point, pour arriver à leur fin, les moyens employés par un Mahomet, un Luther. L'*Exposition des principes* publiée par les évêques de l'Assemblée, l'adhésion de la presque unanimité des autres évêques et de tous les corps ecclésiastiques de France, le suffrage d'une multitude innombrable de pasteurs achevèrent de le décider pour le refus.

constituante son projet d'Instruction sur la Constitution civile du clergé. (Cetle lecture, quoique très applaudie, n'obtint pas l'approbation de l'Assemblée qui, le 21 janvier, donna sa préférence au projet de Chassey.) M. François, dans sa *Défense de Mon Apologie, contre M. Henri Grégoire*, p. 35, dit qu'il a écrit son *Apologie* au mois de janvier.

*Mon Apologie* a été insérée dans la *Collection ecclésiastique* de Barruel, Paris, Crapart, 1791, t. VIII, p. 286, et dans le *Recueil des circulaires des supérieurs généraux de la Congrégation de la Mission*, t. II, p. 577.



« Qu'ai-je à risquer, poursuit-il, en suivant de pareils guides et que n'ai-je point à craindre en m'écartant de la voie qu'ils m'ont tracée? »

*Mon Apologie* est divisée en deux parties; dans la première, M. François résume en quelques propositions très simples et très claires les principales dispositions de la Constitution civile du clergé; il les reprend ensuite une à une, les examine à la lumière de la foi, de l'histoire de l'Église et de la saine raison, et fait ressortir avec évidence à quel point elles sont en opposition avec la doctrine catholique.

Une de ces propositions est ainsi formulée : « 6°. *De sa seule autorité*, l'Assemblée nationale donne aux laïcs le choix des pasteurs, sans le concours du clergé, et elle veut que les évêques soient institués sans aucun recours *au Pape*. » M. François répond : « On a toujours regardé l'institution canonique et la mission de l'Église comme la source de la juridiction. Toujours on a regardé comme des intrus, comme des voleurs, ceux qui « n'ayant reçu leur vocation et institution que du peuple ou du magistrat, et d'une autorité laïque, s'ingèreraient dans les fonctions saintes ».

M. François montre ensuite, en une opposition saisissante, Jésus-Christ donnant à ses apôtres leur mission divine à travers les siècles et pour la terre entière, et l'Assemblée nationale supprimant ces pouvoirs que l'Église a reçus de son fondateur, et envoyant elle-même les ministres sacrés prêcher, baptiser, exercer les fonctions ecclésiastiques; Jésus-Christ disant aux pasteurs de l'Église : Celui qui vous écoute m'écoute, et celui qui vous méprise me méprise, et l'Assemblée nationale traduisant

devant les municipalités, et citant devant son *Comité des Recherches* le prêtre assez téméraire pour ne point prêcher la doctrine de la Constitution civile du clergé.

La seconde partie de *Mon Apologie* est consacrée à examiner les raisons que l'on faisait valoir, dans les *conversations et les brochures*, pour justifier la légitimité du serment.

Le premier motif en faveur du serment est le *grand nombre d'ecclésiastiques respectables qui déjà ont prêté le serment*. Faut-il croire qu'ils ont agi à la légère? Faut-il les condamner? Cet argument ayant été pour beaucoup dans la défaillance d'hommes faibles, hésitants ou peu instruits, M. François donne à sa réponse toute l'ampleur désirée et la termine par cette vive réplique :

« Ils sont nombreux ceux qui ont prêté le serment, mais un plus grand nombre aussi l'a refusé, et la comparaison des refusants et des acceptants suffirait pour résoudre toutes les difficultés.

Ici M. François, avec une grande émotion, décrit le magnifique spectacle offert, le 4 janvier précédent, par les députés du clergé, évêques et prêtres qui, en face de l'Assemblée hostile et intransigeante, refusèrent énergiquement le serment inique et, forts du témoignage de leur conscience, quittèrent en regardant bien en face leurs ennemis, la salle des séances d'où ils étaient odieusement et injustement expulsés.

Puis vient un parallèle très vivant entre jureurs et non jureurs. Des évêques jureurs, M. François ne retient que Talleyrand, qu'il se plaît à stigmatiser en peu de mots et sans s'attarder. Alors, rappelant

le texte des *Variations* de Bossuet, il établit un long et douloureux rapprochement entre ce qui se passait en France et les commencements de la Réforme anglicane : des deux côtés c'est la même marche, ce sont les mêmes procédés ; de part et d'autre, on rejette la primauté du pape, on place les évêques sous la dépendance de la puissance civile, on impose aux catholiques un serment sacrilège, qui rompt les liens de soumission et de dépendance à l'égard du chef de l'Église. En Angleterre, les catholiques sont à peine soufferts ; leurs évêques, leurs ministres sont obligés de se cacher, le schisme et l'hérésie triomphante occupent les sièges, remplis autrefois par les Augustin, les Thomas, les Anselme... En France « la religion de Clovis, de Charlemagne et de saint Louis ne verra plus que la profanation, dans ses temples usurpés par l'audace »...

M. François n'a pas de peine à réfuter le second prétexte mis en avant pour légitimer le serment : l'Assemblée n'a point touché au spirituel :

« L'Assemblée dit qu'elle n'a pas touché au spirituel ; c'est une ruse trop usée pour qu'un homme, tant soit peu instruit, s'y laisse prendre... La mission la juridiction, l'institution des pasteurs ne sont-elles pas des objets spirituels ? »

D'autres objections arrêtent peu l'auteur de *Mon Apologie* : « En refusant le serment, on expose, dit-on, la France à toutes les horreurs du schisme. » Le schismatique, répondit-il, n'est-il donc pas celui qui rompt l'unité avec la chaire de Pierre et avec le corps épiscopal ? N'est-ce pas le prêtre jureur ?

L'amour de la paix, dit-on encore, doit faire accepter le serment. « Mais, pour la paix, faut-il livrer l'Église et la rendre esclave de ses tyrans ? »

On dit encore : « Le clergé avait besoin de réforme »... oui, « le clergé avait besoin de réforme, tous les cahiers en conviennent, tous demandent le rétablissement des Conciles, des Synodes, sollicité en vain depuis cent ans. Qu'on les rétablisse donc, qu'on remette les anciens canons en vigueur, et bientôt nous verrons renaître au milieu de nous les Charles Borromée, les François de Sales, les Bérulle, les Vincent de Paul, les Olier, les Bourdoise... »

M. François termine son opuscule par la réfutation d'une dernière difficulté : « Si vous ne faites pas le serment, à quoi vous exposez-vous ? Vous serez rayé du nombre des citoyens actifs ; vous serez poursuivi comme perturbateur du repos public ; vous n'aurez plus de traitement ; vous serez condamné à mourir de faim... » ! « Que me font ces condamnations, répond avec fierté le prêtre fidèle, si je ne les mérite pas ? »

Et alors, laissant libre cours à son indignation contre des accusations si injustes, le futur martyr se révèle tout entier :

« Vous n'aurez plus de traitement ; je compterai sur la charité des fidèles ; je leur continuerai mes travaux, mes soins et mes veilles. Mes enfants ne m'abandonneront pas ; une nourriture frugale, des vêtements modestes, voilà tous mes besoins ; si la nécessité les resserre encore, je le prendrai en esprit de pénitence. On m'ôtera mon traitement, mais les travaux de charité sont ouverts autour de la capitale et dans tous les départements. Je m'associerai aux pauvres ; incorporé à leur misère, je leur apprendrai par mon exemple à la supporter avec patience, à la rendre méritoire pour le ciel. On dit qu'ils sont à redouter, j'en ferai des chré-

tiens. Ils sont les pénitents de la nécessité, je les rendrai pénitents de la Religion ; je partagerai le pain de leur douleur, ce pain sera plus doux pour moi qu'un traitement acheté par le parjure, ou une table préparée par l'impiété.

« Vous ne jurez donc pas ? Plutôt la mort. Mourir de faim est un mal ; mais il y a encore un plus grand malheur, à vivre apostat ou infidèle à sa religion ».

C'est par cette éloquente péroraison que s'achève *Mon Apologie*. M. François n'eût pas à souffrir de la faim, pour avoir refusé le serment. Mais cette vaillante brochure et celles qui la suivirent attirèrent sur lui la haine des ennemis de l'Église, et lui valurent, au jour des massacres, l'honneur d'un glorieux martyr.

L'opuscule de M. François eut un très grand succès ; on en tira en quelques mois, de nombreuses éditions<sup>1</sup> ; et, d'après Grégoire lui-même, élu peu de temps après évêque constitutionnel de Loir-et-Cher, on le répandit avec profusion parmi les fidèles<sup>2</sup>. Les partisans du serment essayèrent de répondre à M. François. Un prêtre dont le nom n'est pas connu, fit paraître, contre *Mon Apologie* de M. François, une brochure intitulée : *Le préservatif adressé aux prêtres de bonne foi, par*

(1) Il existe de *Mon Apologie* sept éditions différentes ; des exemplaires de quatre éditions sont conservés à la Bibliothèque nationale : Ld<sup>4</sup> 3405, Ld<sup>4</sup> 3405A, Ld<sup>4</sup> 3406 et Ld<sup>4</sup> 3406A. Dans les éditions auxquelles appartiennent ces deux derniers exemplaires, le titre en a été développé : *Mon Apologie d'après le serment civique, dans le vrai sens de la Constitution et revêtu de tous les motifs réunis pour en justifier la prestation*.

(2) Instruction pastorale de Grégoire, évêque de Loir-et-Cher, du 24 mars 1791.

un prêtre patriote, l'ami sincère du clergé<sup>1</sup>. Il débutait ainsi :

« L'esprit de parti annonce beaucoup de confiance dans l'écrit qui paraît depuis quelques jours, intitulé : *Mon Apologie*. »

On savait déjà, au témoignage de ce prêtre patriote, que l'auteur de *Mon Apologie* était le supérieur de Saint-Firmin. M. François n'avait rien à craindre de son adversaire, dont l'écrit est, à tous les points de vue, d'une faiblesse insigne.

(1) In-8° de 28 pages, de l'imprimerie de V. Hérissant, rue Neuve-Notre-Dame, 1791. Bibliothèque nationale, Ld<sup>1</sup>. 3405 bis.

## CHAPITRE VI

Nouvelles brochures du B. François : *Examen de l'Instruction de l'Assemblée nationale sur la Constitution civile du clergé.* — *Réflexions sur la crainte du schisme, par laquelle on essaye de justifier la prestation du serment civique.* — *Point de démission.* — *Il est encore temps.*

L'attitude des députés ecclésiastiques de l'Assemblée nationale vis-à-vis du serment, avait surpris les ennemis de l'Église; ils avaient cru qu'il leur suffirait de menacer le clergé et d'ameuter le peuple contre lui pour l'amener à une prompte soumission. Les menaces et les cris de mort, poussés au sein même de l'Assemblée contre ces généreux confesseurs, n'avaient fait au contraire que les affermir. Leur solennel refus produisit un grand effet, même sur les prêtres députés, qui, par faiblesse, ou par une confiance irréfléchie, avaient donné le scandale du serment. Le lendemain et le surlendemain de la fameuse séance, une vingtaine de ces derniers remirent à l'Assemblée des lettres de rétractation. On décréta aussitôt qu'on ne recevrait plus de rétractation et ceux qui se rétractèrent dans la suite, durent recourir à la voie des journaux pour rendre public leur retour à l'unité de l'Église. Ces exemples, venant



à la suite des remarquables lettres adressées par les évêques à leurs diocésains, tinrent en garde les fidèles et les éloignèrent des prêtres jurcurs. C'est alors, que voulant à tout prix ramener à ses idées le peuple fidèle, l'Assemblée nationale eut la singulière idée de faire rédiger par son Comité ecclésiastique, une sorte de lettre pastorale sur la Constitution civile du clergé, qui fut envoyée à tous les départements.

Mirabeau se chargea de la composer. Après l'avoir présentée au Comité ecclésiastique, qui l'accepta, il en fit lecture à l'Assemblée nationale, le 14 janvier. Mais l'œuvre du tribun était si passionnée, elle était si injurieuse au clergé et à l'épiscopat, et d'une impiété si révoltante, que Camus lui-même ne put se contenir. Il en demanda l'ajournement et le renvoi au Comité. Le projet Mirabeau fut rejeté. Une autre instruction fut rédigée par Chassey; elle était plus calme, plus modérée que la première, mais d'une hypocrisie mal dissimulée. L'Assemblée y faisait profession ouverte d'attachement à l'Église catholique, à la foi, au Souverain Pontife; elle protestait de sa volonté de ne toucher en rien à l'autorité spirituelle, mais en même temps, elle s'attachait à légitimer tout ce qui, dans la Constitution civile du clergé, était le plus en opposition avec les droits sacrés de l'Église, et elle essayait de jeter le discrédit sur les prêtres, membres du clergé, qui avaient refusé le serment. Cette instruction fut acceptée par l'Assemblée, le 21 janvier; elle devait être envoyée aux municipalités, pour être « lue, sans retardement un jour de dimanche, à l'issue de la messe paroissiale, par le curé ou un vicaire,

et à leur défaut, par le Maire ou le premier officier municipal ».

On pense bien que l'Instruction ne resta pas sans réponse : les réfutations en furent nombreuses. On cite en particulier un *Examen de l'Instruction de l'Assemblée nationale*, par de La Luzerne, évêque de Langres ; l'évêque de Nancy adressa à ce sujet une lettre à son clergé ; l'abbé Blandin, curé d'Orléans et député, publia *l'Apolo-  
gie du clergé ou commentaire raisonné, sur l'Instruction pastorale de l'Assemblée nationale, sur l'organisation civile du clergé*. (Collection Barruel).

M. François avait résolu de répondre au projet d'Instruction proposé par Mirabeau ; ce projet ayant été rejeté par l'Assemblée, il devenait inutile de le combattre. M. François s'en prit dès lors à l'œuvre de Chassey. Il fit paraître, dès que l'Instruction admise par l'Assemblée eut été publiée, un *Examen de l'Instruction de l'Assemblée nationale sur la Constitution du clergé* <sup>1</sup>.

1. Cet opuscule est attribué à M. François par Picot, *Bibliographie universelle*, V. François ; Barbier, *Dictionnaire des anonymes* ; Quérard, *La France littéraire*, et par la *Littérature française contemporaine* de Louandre et Berquelot. Tous ces auteurs ajoutent cette mention : *sans date*, in-8° de 38 pages.

J'ai deux éditions de cette brochure, l'une de 32 pages in-8°, l'autre de 24 pages in-8°, l'une et l'autre sans date et sans nom d'éditeur.

L'auteur des *Notices bibliographiques sur les Écrivains de la Congrégation de la Mission* cite cet opuscule, avec son titre très exact, parmi les ouvrages de M. François ; puis il ajoute : « Je crois que l'opuscule placé immédiatement après celui de l'évêque de Langres, dans la *Collection ecclésiastique* de Barruel (t. X, pages 183 à 209), est précisément le travail de François dont on a modifié le titre en l'insérant

L'*Examen*, comme l'Instruction elle-même, est divisé en deux parties : dans la première, M. François montre qu'on n'a nullement calomnié la Constitution ; dans la seconde partie, il réfute ce que l'Instruction avance en faveur du serment. L'opuscule est court, mais il dit tout avec clarté, force et un merveilleux entrain. Il se lit avec beaucoup d'intérêt, et, donne l'impression, la lecture achevée, qu'il ne reste rien des audacieuses allégations de l'Instruction. La brochure se termine par cette citation, tirée de l'œuvre de Chassey, et retournée contre son auteur : « Français ! vous connaissez maintenant les sentiments et les principes de vos représentants ; ne vous laissez donc plus égarer par des assertions mensongères. » Dans une édition de son *Examen*, M. François ajoute cette boutade :

« C'est la conclusion de M. Chassey ; il ne nous reste qu'à dire : Ainsi soit-il ! »

La plume du supérieur de Saint-Firmin ne chôma guère : une nouvelle brochure suivit, à quelques jours d'intervalle, l'*Examen de l'Instruction de l'Assemblée nationale* ; elle a pour titre : *Réflexions sur la crainte du schisme, par laquelle on essaye de justifier la prestation du serment civique*<sup>1</sup>.

dans la collection. » C'est une erreur : la brochure de M. François et le *Commentaire sur l'Instruction de l'Assemblée nationale, sur l'organisation civile du clergé*, inséré dans la *Collection ecclésiastique*, sont deux écrits différents.

1. Cette brochure reproduite dans la *Collection* de Barruel, t. V, p. 209 et sq., parut aussitôt après le décret du 5 février 1791, aux termes duquel « nul ne pouvait prêcher dans quelque église que ce fût, sans avoir au préalable justifié de sa prestation du serment » (Barruel, *ibid.*, p. 254. Elle est

Dans *Mon Apologie*, M. François avait, en quelques lignes, répondu à cette affirmation audacieuse : « En refusant le serment, on expose la France à toutes les horreurs du schisme. » Il crut devoir revenir sur cette difficulté qui obsédait certains esprits et la combattre avec une attention toute particulière : « Les défenseurs du serment civique, dit-il, ne cessent de répéter qu'en le refusant on occasionnera un schisme, » Il y a une réponse qui s'impose et qui devrait suffire : « Cette objection, qu'on fait tant valoir, se réduit en réalité à dire qu'il faut se rendre soi-même coupable du schisme, de peur d'en faire naître un autre ». Est-ce raisonnable ? Est-ce possible ? Alors il ramène sa thèse à quelques propositions : « On est coupable de schisme, lorsqu'on se sépare de son évêque légitime ; lorsqu'on conteste son autorité ; lorsqu'on le méconnaît pour son supérieur, et qu'on se soumet à un autre. Tous les diocésains des évêques violemment expulsés, tomberaient dans le schisme en reconnaissant un nouveau pasteur. Il y a également crime de schisme de la part des électeurs qui choisissent de nouveaux évêques ; de la part de ceux qui, étant élus, voudraient occuper des sièges ; de la part enfin des prélats qui auraient assez peu d'honneur et de religion pour les consacrer. »

Et, à l'appui de la thèse ainsi résumée, il apporte l'autorité si puissante en ces matières de saint Cyprien, dont il cite des passages nets et décisifs,

attribuée à M. François par Picot, *Bibliographie universelle*, V. François, et par la *Littérature française contemporaine* de Louandre et Berquelot,

tirés de ses lettres et du *Traité sur l'unité de l'Église*. Puis, pour ne laisser prise à quelque prétexte ou subtilité que ce soit, il ne dédaigne pas, après de solides démonstrations, d'invoquer en sa faveur le témoignage d'auteurs qu'on sait peu favorables aux doctrines romaines : tels le fameux avocat parlementaire et gallican Dupin, et le théologien français Bailly, dont l'autorité par conséquent n'en est que moins discutable sur ce point,

M. François profita de l'occasion qui lui était offerte pour tracer, au clergé et aux simples fidèles, la ligne de conduite à suivre, en ces conjonctures si difficiles, avec les évêques et avec les curés intrus.

Sentinelle vigilante, M. François avait à peine terminé cette dernière brochure qu'il en publiait une autre intitulée : *Point de démission*<sup>1</sup>. Il y dénonçait, avec une indignation toute sacerdotale, les impostures effrontées par lesquelles on voulait tromper la bonne foi des prêtres demeurés fidèles à l'Église, et il mettait en garde prêtres et évêques contre un piège, dissimulé et des plus dangereux, que leur tendaient leurs ennemis. Ce nouvel opuscule débute par une sorte d'avertissement sous ce titre : *Encore un mot du serment*. L'Assemblée nationale voyait avec dépit la plus grande partie

1. *Point de démission* a paru après le décret du 8 février 1791, qui fixait à 500 francs le secours annuel qu'on devait donner aux curés qui n'auraient pas prêté le serment (Barruel, *Collection ecclésiastique*, t. VIII, p. 435) et avant le premier sacre d'évêques constitutionnels, qui eut lieu le 24 du même mois (Barruel, *ibid*, p. 465).

M. Boullangier, dans ses *Notes manuscrites*, Guillon, d'Auribeau, Picot, Barbier et Quérard, dans leurs ouvrages déjà cités, Feller dans son *Dictionnaire*, indiquent tous l'opuscule : *Point de démission* parmi les écrits de M. François.

du clergé, et de beaucoup la plus considérée, refuser absolument le serment; beaucoup de prêtres, après un premier moment d'oubli, regrettaient de l'avoir prêté; pendant les premiers mois de 1791, les rétractations furent très nombreuses. On n'imagine pas les manœuvres odieuses, les calomnies et les mensonges auxquels, au témoignage d'auteurs contemporains, on eut recours pour égarer les prêtres fidèles et les amener à l'apostasie. « Nous devons dire, écrit M. François lui-même, et c'est ici le grand objet de nos réclamations, qu'il faut considérablement en rabattre sur ces listes de prêtres *jureurs* que l'on proclame chaque jour, avec tant de complaisance, dans l'Assemblée et que l'on répand avec plus d'affectation encore dans la capitale et dans les provinces; ces listes portent une infinité de noms qui doivent en être effacés et que nous revendiquons; c'est par la plus coupable des calomnies, par la tache d'apostasie, que l'on veut souiller ces noms fidèles que l'Église catholique tient encore inscrits sur ses fastes. Tous ceux qui ont juré avec la *restriction* du spirituel, et le nombre n'en est pas petit, nous appartiennent; c'est en vain qu'on veut les classer parmi les apôtres, les disciples, ou plutôt les victimes de la Constitution prétendue civile du clergé. »

En même temps qu'il réclame les prêtres qui, de bonne foi, ont juré avec des restrictions spirituelles, M. François signale, en le stigmatisant, l'indigne subterfuge d'ecclésiastiques plus malheureux, qui, pour sauvegarder leur réputation, prêtaient le serment avec une restriction catholique, et, pour ne point perdre leurs places, ne rougissaient pas de

signer des procès-verbaux, dans lesquels il n'était fait aucune mention de leur restriction. Et il supplie ces pauvres jureurs, en qui il ne veut voir que de la faiblesse, de se rétracter.

Du reste il ne dédaigne pas, dans ses écrits, les formules lapidaires, capables de saisir davantage l'attention des lecteurs. En tête de celui-ci, il avait mis ces simples mots : *Point de démission* ; après le préambule, il transforme le titre et ne garde que ce seul mot : *Démission*.

Cependant l'Assemblée voyant que, malgré tout, les évêques et les prêtres demeuraient fermes dans leur attitude, usa de stratagème et chercha à gagner, par la séduction, ceux qu'elle n'avait pu abattre par la violence ; après avoir en vain demandé le serment, elle essaya, d'une voie plus douce : la démission volontaire. Déjà, elle avait voté en faveur des évêques démissionnaires une pension assez élevée : le 8 février 1791, elle porta un décret par lequel : « les curés qui, par l'exécution des décrets, seraient remplacés, devraient recevoir un secours annuel de 500 livres si, en raison de leurs anciens bénéfices ou de pensions sur les anciens bénéfices ils n'avaient pas droit à un traitement supérieur ». En donnant leur démission, curés et évêques n'avaient pas à prêter le serment, qui ne leur était plus demandé ; et ils s'assuraient une retraite, modique, il est vrai pour les curés, mais dont un certain nombre, habitués à une vie fort modeste, pouvaient se contenter. Il paraît que cette perspective avait ébranlé plusieurs membres du clergé, peut-être même de l'épiscopat, qui croyaient pouvoir profiter de ces offres, sans se compromettre, et abdiquer leurs fonctions, sans nuire à l'Église. Il



y avait là un grave danger pour le clergé de France ; c'est ce danger que M. François voulut signaler et conjurer tout ensemble ; il le fit, comme toujours, avec une grande force de raisonnement et des considérations très saisissantes. Deux parties bien distinctes divisent l'opuscule *Point de démission* : 1<sup>o</sup> Nous ne pouvons donner notre démission ; 2<sup>o</sup> Quand nous pourrions nous démettre, nous ne le devrions pas. La première partie est une thèse de droit ecclésiastique : une démission n'est valable que si elle est acceptée par le supérieur ; thèse facile à démontrer, et dont la conséquence était celle-ci : « La démission qu'exige l'Assemblée ne dépend pas de nous ; elle n'est pas en notre pouvoir. Tant que l'Église n'aura pas parlé, tant qu'elle ne nous aura pas déliés, la démission de notre part ne peut être qu'un acte nul . » La seconde partie est consacrée à réfuter les raisons qu'on essayait de faire valoir pour démontrer que non seulement la démission était licite, mais que même, vu les circonstances, elle s'imposait. Dans aucun des écrits de M. François, on ne remarque plus d'assurance et d'autorité que dans les pages consacrées à cette réfutation : on sent qu'il a conscience de sa responsabilité en face de la confiance que lui porte le clergé ; et il y parle avec d'autant plus de fermeté, que parler est pour lui une obligation sacrée.

Il expose successivement et réfute avec une grande force quatre objections : le peuple ne veut plus de prêtres qui n'ont pas prêté le serment ; ceux-ci du reste ne peuvent plus faire aucun bien par le fait de leur résistance à la loi ; on les poursuivra partout où ils oseront se montrer, et leur opiniâtreté n'aboutira qu'à un schisme ; par leur démission ils

éviteraient à l'Église de France ce malheur extrême.

M. François continue : « Il n'est pas en votre pouvoir de nous ôter ce que nous ne tenons pas de vous ; la vérité et le ministère de la parole viennent de Dieu : il nous ordonne d'annoncer ses promesses et ses menaces, ses châtimens et ses récompenses ; il nous frappe nous-mêmes d'anathème si nous y manquons ; il nous ordonne de parler, vous le défendez ; il est notre juge et le vôtre, c'est à lui qu'il faut obéir, non à vous. Vous nous parlez de nous démettre et de céder nos charges. Vous êtes maîtres de nous dépouiller de nos revenus, de nos honneurs, de nos privilèges, nous vous abandonnons tout ; mais laissez-nous les âmes ; aucune puissance humaine ne peut les enlever à notre juridiction, ni les arracher à notre zèle et à notre amour. »

Les fidèles comprenaient si bien ce langage de leurs prêtres que partout, ils se dévouaient à leur service et se condamnaient de grand cœur à tous les sacrifices, pour leur venir en aide, à Paris, aussi bien que dans les provinces du nord et du midi, de la Bretagne et de l'Alsace.

Nous avons vu déjà comment M. François résolvait l'objection par laquelle on mettait en avant la crainte d'un schisme, provoqué par le refus de serment. Il faut que cette difficulté ait produit une bien grande impression sur les esprits, pour qu'il ait crut devoir y revenir, dans presque tous ses écrits. Et le principal argument mis en avant est toujours le même : la démission sollicitée de nous n'aurait aucun effet, car elle n'est valable que par l'acceptation de l'Église, dont l'Assemblée rejette l'autorité. L'Église seule peut nous déposer par un jugement canonique.

Dans les brochures que nous avons analysées, M. François s'était attaché surtout à prouver l'illégitimité du serment réclamé par la Constituante, il avait soutenu de toute son énergie ceux qui avaient eu le courage de le refuser ; il avait excité la générosité des faibles et des hésitants, de ceux qui redoutaient les suites fâcheuses auxquelles les exposaient la fidélité au devoir et leur attachement à l'Eglise. Il va se tourner maintenant vers ceux qui ne se sont décidés au serment que par la crainte et l'horreur du schisme ; il leur démontrera qu'ils se sont trompés, et que, par suite, la rétractation est pour eux une obligation sacrée. C'est l'objet d'un petit écrit d'une vingtaine de pages, intitulé : *Il est encore temps* <sup>1</sup>.

L'exorde donne l'énoncé de la thèse que M. François va démontrer : le serment prépare le schisme et y conduit ; il est donc criminel, et ceux qui l'ont prêté sont tenus de le rétracter.

L'antécédent est facile à démontrer. Par la Cons-

1. *Il est encore temps*, in-8° de 20 pages ; à Paris, chez M<sup>me</sup> Dufresne, au Palais. Cette brochure est attribuée à M. François, par M. Boullangier, par Picot, dans la *Bibliographie universelle*. F. François et par la *Littérature française contemporaine* de Louandre et Bourquelet. Barruel l'a insérée dans sa *Collection ecclésiastique*, t. VIII, pp. 360-382. Elle a été écrite le jour même où fut proclamée à Notre-Dame l'élection de Gobel comme évêque de la Seine, c'est-à-dire le 17 mars 1791. « On nous parle déjà, pour dimanche prochain d'un *Te Deum* général dans tous les temples de la capitale, pour remercier Dieu de l'élection qui est proclamée aujourd'hui », dit M. François aux premières pages de *Il est encore temps*.

Il y a à la Bibliot. nat. (Imprimés Ld<sup>b</sup> 3.654) un exemplaire de *Il est encore temps* de I f. et 26 pages. (apud Maurice Tournier, t. III, n, 15.676).

titution civile du clergé, l'Église de France se sépare de l'Église de Rome; les intrus n'ont aucun lien qui les rattache au centre de l'unité catholique. Vous donc qui avez juré et qui maintenez votre serment, vous adhérez aux intrus, vous vous détachez des véritables pasteurs, vous faites œuvre de schisme. « Ce malheur est grand, mais il n'est pas sans remède; le schisme est commencé, mais il n'est pas consommé. » Révoquez votre serment et éloignez-vous des usurpateurs.

Après la thèse, vient la réponse aux difficultés qu'opposaient certains insermentés, désireux d'ailleurs de ne point rompre avec l'Église catholique. La honte de la rétractation en retenait aussi quelques-uns : peut-il y avoir honte à rétracter une démarche criminelle, dit M. François, et n'est-ce pas une obligation sacrée de conscience?

D'autres redoutaient les suites d'une démarche qui leur vaudrait des haines, des privations et des dangers? Ils auront du moins la gloire dont se sont couverts aux yeux des gens honnêtes les prêtres fidèles, réplique M. François. Et n'y a-t-il pas de bien graves inconvénients à ne pas revenir sur le serment? Ne comptez-vous pour rien les horreurs du schisme? « ne tenant plus à l'Église, vous ne tiendrez plus à votre évêque légitime; la sève catholique, la sève apostolique cessera de couler, par vous, sur les fidèles; vous ne serez plus qu'une branche séparée, et les rameaux qui vous demeureront attachés partageront avec vous le dessèchement et la mort ».

Il faut citer le passage suivant qui semble écrit pour nos temps présents : « On nous a appelés des *fonctionnaires publics*!... Nous, des fonction-

naires publics et salariés ! et il s'est trouvé des évêques et des prêtres, assez peu pénétrés de leur céleste origine et de la divinité de leur caractère, pour souscrire à cette dénomination avilissante ! Non, nous le publierons avec la liberté de la foi : ce ne sont pas là nos titres.... nous sommes des *envoyés* ; notre sacerdoce est un avec celui des apôtres, avec celui de Jésus-Christ ; il en est la continuation ; notre mission est la même ; notre apostolat est identique avec le leur ; c'est au peuple à recevoir cet apostolat, et non à le régler. Le peuple et les puissances temporelles d'aujourd'hui ne peuvent pas plus sur nous et sur notre ministère, que les puissances des premiers siècles ne pouvaient sur celui de saint Paul ; nous sommes des *envoyés* comme lui, nous sommes ses successeurs, nous venons avec les mêmes droits, nous n'avons pas une autre nature d'autorité et de pouvoir ; nous venons non pas pour les biens des peuples, mais pour leur salut ; notre prétention n'est pas d'exister dans un certain travail pour gagner un *salaire*, mais de faire la légation de Dieu et de gagner des âmes. Ils peuvent nous retirer leurs biens, mais nos *fonctions* nous restent, parce qu'elles nous sont imposées de Dieu, et le droit que l'Assemblée s'attribue de nous ôter notre mission, est une entreprise sur celui qui nous envoie. »

L'indignation et le haut sentiment qu'il a de l'excellence du sacerdoce rendent M. François vraiment éloquent !

## CHAPITRE VII

Derniers écrits du B. François : *Réponse à M. Camus — Le peuple enfin éclairé. — Apotogie du Veto. — Lettres sur la juridiction épiscopale.*

Au moment où M. François fit paraître ce dernier opuscule, *Il est encore temps*, on mettait à exécution la Constitution civile du clergé, en ce qui concerne l'élection des curés et des évêques. Dans un certain nombre de paroisses, des curés intrus avaient été substitués aux insermentés : beaucoup d'évêques avaient été élus en remplacement des évêques réfractaires au serment. Le premier sacre d'évêques constitutionnels eut lieu à Paris : le 25 février 1791. Talleyrand, précédemment évêque d'Autun, imposa les mains, dans l'église de l'Oratoire, à Expilly, évêque du Finistère, et à Marolles, élu évêque de l'Aisne. Beaucoup d'autres sacres suivirent à peu de distance.

Les fidèles, demeurés unis à l'Église catholique, attendaient depuis longtemps une parole du pape sur la Constitution civile du clergé et sur les élections sacrilèges qui venaient d'être inaugurées. Pie VI gardait le silence. Il avait sans doute envoyé un bref de blâme au cardinal Loménie de Brienne, archevêque de Sens, après son malheureux serment,

et, dans ce bref rendu public, le pape se prononçait d'une manière formelle contre la Constitution civile du clergé. Ce document cependant ne s'adressait directement ni à l'épiscopat français, ni au clergé ou aux fidèles.

Enfin, le 10 mars, Pie VI, par le bref *Quod aliquantum*, répondit aux évêques, députés à l'Assemblée nationale, qui lui avaient envoyé l'*Exposition des Principes*; et, le 13 avril, il adressa le bref *Caritas*, non seulement aux évêques, mais au clergé et aux fidèles de France. Dans ces deux brefs, Pie VI condamnait expressément la Constitution civile du clergé, *hérétique dans plusieurs articles, et dans d'autres sacrilège, schismatique, renversant les droits du Saint-Siège, aussi opposée à l'ancienne discipline qu'à la nouvelle*. Ce fut un précieux réconfort pour les fidèles serviteurs de l'Église, un coup redoutable porté aux prévaricateurs. Les premiers y trouvèrent une source de force et de courage dans l'épreuve; parmi ceux que la faiblesse ou la bonne foi avaient égarés, un bon nombre n'hésitèrent pas à se rétracter courageusement. Il faut citer, entre autres, M. Pottier, de la Congrégation des Eudistes, supérieur du séminaire Saint-Vivien à Rouen, et M. Mouffle, vicaire de Saint-Merry à Paris, que nous trouverons plus tard parmi les détenus et les martyrs de Saint-Firmin.

D'autres en prirent occasion de s'attacher plus ostensiblement au schisme; et, dans le parti de l'Église constitutionnelle, on s'en prit vivement aux brefs, et on s'efforça d'en affaiblir la portée. Camus publia dans ce sens des *Observations sur deux brefs du Pape en date du 10 mars et du 13 avril 1791*.



M. François répondit à Camus. Son opuscule est signalé par plusieurs auteurs sous le titre, incomplet sans doute, de : *Réponse à M. Camus*<sup>1</sup>.

Vers cette époque un ecclésiastique, l'abbé Labiche de Peignefort, fit paraître un ouvrage intitulé : *Antidote contre le schisme ou le Pensez-y bien des catholiques français*, par un docteur de Sorbonne<sup>2</sup>. M. François trouva cet ouvrage de grande

1. D'Auribeau (*Mémoires*), Picot (*Bibliographie universelle*), Feller, Louandre et Bourquelot (*La Littérature française contemporaine*), Guillon (*Les Martyrs de la foi*). — Il y a à la Bibliothèque nationale plusieurs ouvrages qui portent un titre semblable : *Lettre à M. Camus touchant ses observations sur les deux Brefs du Pape* (Ld<sup>4</sup> 3507) et : *Réponse aux observations de M. Camus, homme de loi, sur les deux Brefs du Pape, en date du 10 mars et du 13 avril 1791, par M. R., prêtre du diocèse de Chartres*. (Ld<sup>4</sup> 3508.)

2. En France, la seconde année de la persécution. Paris, Crapart, 1792. In-8° de 252 p. (*Dictionnaire des Ouvrages anonymes* de Barbier, 3<sup>e</sup> édit. revue et augmentée par MM. Olivier Barbier et René et Paul Billard; Paris, Daffis, 1872).

*Les Supercheries littéraires dévoilées*, de Quérard (2<sup>e</sup> édition publiée par MM. Gustave Brunet et Pierre Januet; Paris, Daffis, 1869), disent de l'*Antidote contre le schisme* : « L'attribution de cet ouvrage à l'abbé de Marambaux, secrétaire de l'évêque de Limoges, est une erreur qui a été reproduite dans le catalogue de la Bibliothèque impériale, d'après A. A. Barbier. Quérard l'avait relevée dans sa « France littéraire ».

Le *Dictionnaire des anonymes*, aussi bien que *Les Supercheries littéraires dévoilées*, donne à l'*Antidote contre le schisme* la date de 1792. C'est une erreur. M. François en a donné un abrégé dans son opuscule, *Le peuple enfin éclairé*, imprimé dès 1791.

*Les Supercheries littéraires dévoilées* disent que l'*Antidote* n'a que 32 pages; ici encore il y a une erreur : c'est 252 pages qu'il faut dire avec le *Dictionnaire des anonymes*.

opportunité. « Pour le mettre plus à la portée du commun des fidèles, et, afin de leur en rendre la lecture plus facile », il crut devoir en faire un abrégé. Dans sa pensée, cet abrégé devait être « utile surtout à ceux qui seraient embarrassés par les sophismes rebattus des schismatiques, ou séduits par la ressemblance extérieure du culte *constitutionnel* avec le culte catholique romain <sup>1</sup> ».

M. François intitula son opuscule : *Le Peuple enfin éclairé ou Réponses courtes et claires aux objections communes des partisans de la Religion constitutionnelle* <sup>2</sup>. C'est une série de trente-deux objec-

1. *Avis important*, mis en tête de l'opuscule de M. François, 2<sup>e</sup> édition.

2. Cette brochure de M. François n'a été signalée par aucun auteur de l'époque. Il n'y a cependant pas à douter que M. François n'en soit l'auteur. Nous avons de cet écrit deux éditions différentes, la seconde, in-8<sup>o</sup> de 38 p. (Crapart, 1791) et la quatrième, petit in-8<sup>o</sup> de 84 p. (Crapart, 1792). Cette dernière édition porte à la suite de son titre : 4<sup>e</sup> édition, revue et augmentée par l'Auteur de *Mon Apologie*. M. François est donc bien l'auteur de cet opuscule.

Les premières éditions ont paru dans l'été de 1791, après le 11 juillet ; l'auteur, à la page 10, 5<sup>e</sup> objection, fait allusion à l'apothéose de Voltaire, qui eut lieu le 11 juillet 1791. Dans la seconde édition, la trente-deuxième objection est ainsi formulée : « Le ciel semble favoriser la nouvelle religion ; nous n'eûmes jamais de plus belles moissons. » Dans la 4<sup>e</sup> édition, faite au début de 1792, cette objection n'étant plus de saison, a été supprimée. M. François a ajouté la vingt-huitième objection, dans laquelle il rappelle plusieurs faits qui s'étaient passés depuis la 1<sup>re</sup> édition, en particulier l'acceptation par Pie VI de la démission que Loménie lui avait envoyée de sa dignité cardinalice (26 septembre 1791).

Dans son étude intéressante, intitulée : *Nos trois nouveaux Bienheureux, Ghebra Michaël, Louis-Joseph François, Jean-Marie Gruyer*, page 56, M. Coste cite cette brochure de M. François.

tions populaires, en faveur du culte constitutionnel, présentées d'une façon piquante. M. François y répond avec le plus grand à-propos. L'énoncé de quelques-unes de ces objections en donnera une idée : « Pourquoi tous les ecclésiastiques ne s'accordent-ils pas à condamner l'erreur, si elle existe ? (septième objection). — « Tout prêtre constitutionnel ne peut-il pas baptiser, bénir les mariages, remettre les péchés, en vertu de sa seule ordination et sans autre approbation ? » (douzième objection). — « La messe des intrus et des jureurs n'est-elle pas aussi bonne que celle des autres prêtres ? N'est-ce pas le même sacrifice ? » (quinzième objection). « Mais ce n'est pas le prêtre que je prie quand j'assiste à la messe, c'est Jésus-Christ. Or le Bon Dieu n'a pas juré. J'y vais d'ailleurs dans la bonne foi » (seizième objection). — « Quoi, plus de messe, plus de sacrements, plus de culte public ? Comment nous soutenir dans le bien, étant privés de ces secours ? nous serons comme des protestants ! » (vingtième objection). — « Mais qui instruira nos enfants ? » (vingt et unième objection). — Et enfin : « Pourquoi se donner tant de mouvement ? Pourquoi tant parler et tant écrire ? Le mal est sans remède » (trente-deuxième objection).

Voici, pour donner un spécimen de son genre, comment M. François répond à la seizième objection : « Vous ne priez pas le prêtre il est vrai ; mais vous priez avec lui ; mais vous offrez avec lui le sacrifice. *Tant pis pour lui*, dites-vous, *s'il a juré* : mais aussi tant pis pour vous, si, en communiquant avec lui, vous désobéissez à l'Église. Vous ne porterez pas la peine de ses sacrilèges ; mais vous subirez celle de votre désobéissance. *Le bon Dieu n'a pas juré*. Communiquez donc avec le bon Dieu

par ses ministres fidèles, et non par ceux qui l'outragent, en déchirant le sein de son Église. C'est elle qui vous défend d'aller à la messe des *intrus*; et dès lors vous n'êtes pas dans la bonne foi, en y assistant contre ses ordres. »

En tête de la quatrième édition de cet opuscule, M. François avait placé un *Avant-propos*, dans lequel il disait au lecteur ce qui l'avait amené à composer son petit livre. Il le termine par ces lignes : « vous, qui êtes séparés de vos légitimes pasteurs, plutôt par ignorance ou légèreté que par mauvaise foi, lisez avec réflexion, méditez ce petit recueil. Vous y verrez vos doutes éclaircis, vos objections détruites : et l'erreur qui vous séduisit quelques instants, ne vous laissera plus, nous osons l'espérer que de salutaires remords, et le désir sincère d'en réparer les funestes suites. » Il semble bien en effet que tels durent être les résultats de la lecture de cet écrit, de style simple, facile, populaire dans la meilleure acception du mot.

L'Assemblée constituante tint sa dernière séance le 30 septembre 1791. Elle avait compté dans son sein un certain nombre d'hommes d'une valeur incontestable, mais elle avait consacré le meilleur de ses forces à tout bouleverser dans l'Église et dans l'État.

L'Assemblée législative, qui lui succéda, et s'ouvrit dès le 1<sup>er</sup> octobre, fut animée d'un esprit plus hostile encore à l'Église et à la Monarchie. Il y avait parmi ses membres dix évêques et dix-sept prêtres constitutionnels; plusieurs d'entre eux devaient donner bientôt de bien douloureux scandales.

L'Assemblée législative ne tarda pas à examiner les mesures qu'il y avait à prendre contre les prê-

tres non assermentés, que dès lors on appelait réfractaires, et qu'on accusait, sans fondement, de fomenter des troubles dans tout le pays. François de Neufchâteau, député des Vosges, fut chargé de présenter à l'Assemblée un rapport à cet effet. Il y proposait d'obliger les prêtres à un nouveau serment, et d'infliger différentes peines à ceux qui refuseraient de le prêter. Le décret fut voté le 29 novembre. En voici les principales dispositions. Dans la huitaine, à partir de la publication du décret, tous les ecclésiastiques, qui n'avaient pas prêté le serment à la Constitution civile du clergé, devaient prêter, devant leur municipalité, le serment civique de la Constitution, article V, formulé en ces termes : *Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi et au Roi, et de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution du Royaume décrétée par l'Assemblée nationale constituante aux années 1789, 1790 et 1791.* Ces ecclésiastiques ne pouvaient désormais toucher ni pension, ni traitement sur le trésor public, qu'après avoir prouvé qu'ils avaient prêté le serment civique. Ceux qui le refuseraient seraient réputés suspects de révolte contre la loi et de mauvaises intentions contre la patrie.

L'article VII était ainsi conçu :

*Tout ecclésiastique ayant refusé le serment, qui se trouvera dans une commune où il surviendra des troubles, dont les opinions religieuses seront la cause ou le prétexte, pourra, en vertu d'un arrêté du directoire du département, sur l'avis de celui du district, être éloigné provisoirement du lieu de son domicile ordinaire, sans préjudice de la dénonciation aux tribunaux.*

Et l'article VIII disait : « En cas de désobéissance

à l'arrêté du directoire du département, les contrevenants seront punis de l'emprisonnement d'un an, dans le chef-lieu du département.

« Tout ecclésiastique convaincu d'avoir provoqué la désobéissance à la loi et aux autorités constituées, sera puni de deux années de détention. »

Ce décret fut vivement blâmé même par un grand nombre des partisans de la nouvelle Constitution. Le directoire du département de la Seine, dont Talleyrand faisait partie, pria le roi « au nom de la liberté, de la Constitution et du bien public, de refuser sa sanction au décret du 29 novembre et jours précédents, sur les troubles religieux ».

Louis XVI décida de refuser sa sanction : il crut cependant devoir prendre son temps, à raison de la violente opposition qui se préparait. Enfin, le 19 décembre, il fit annoncer à l'Assemblée législative, selon la formule adoptée, qu'*il se réservait d'examiner*.

Ce fut comme le signal d'une nouvelle recrudescence d'opposition contre le roi, qui fut, plus que jamais, violemment attaqué par ses ennemis, au dedans et au dehors de l'Assemblée. D'autre part, un certain nombre de prêtres estimés crurent pouvoir en conscience prêter le nouveau serment, pour ce motif que la Constitution civile du clergé ne faisait pas partie de la Constitution du royaume. Le plus grand nombre, et avec raison, leur opposaient que la Constitution du royaume, renfermant les principales dispositions de la Constitution civile, se trouvait par suite entachée des mêmes défauts. Plusieurs écrivains, parmi lesquels M. François, firent paraître des écrits dans ce sens. L'opuscule

de M. François est intitulé : *Apologie du Veto apposé par le roi au décret des 16 et 29 novembre 1791 sur le serment exigé des prêtres*<sup>1</sup>.

L'*Apologie du Veto* offre les mêmes caractères que les autres écrits de M. François sur le serment. C'est le même entrain, la même énergie, la même puissance d'argumentation. M. François possédait un grand talent de polémiste, et ce talent inépuisable était arrivé à son plus beau développement. Nulle part, M. François ne parle avec autant d'assurance et d'autorité ; nulle part il n'est au même degré saisi et comme entraîné par la belle cause qu'il défend ; nulle part il ne s'élève à une aussi haute éloquence. Il démontre d'abord que les dispositions du décret blessent les droits les plus sacrés et violent les règles de la justice. C'est la première partie de sa thèse. Le décret, dit-il ensuite, ajoute l'imposture aux injustices que nous avons

1. A Paris, chez Crapart, in-8° de 66 pages, sans date. D'Auribeau, Guillon, Picot, dans la *Bibliographie universelle*, V. François ; Feller, *La Littérature contemporaine* indiquent cet ouvrage sous ce simple titre : *Apologie du Veto*. M. Boulanger, dans ses notes sur M. François, l'intitule : *L'Apologie du Veto opposé par le Roy au décret de déportation contre les prêtres*. Ce titre donnerait à penser qu'il s'agit du Veto opposé par Louis XVI au décret du 27 mai 1792. C'est une erreur ; l'écrit de M. François porte bien le titre que nous lui donnons ; le style de cet opuscule que nous avons entre les mains ne permet pas de se tromper sur l'auteur. D'autre part, Picot, dans ses *Mémoires pour servir à l'Histoire ecclésiastique pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle*, t. V, p. 171, note 2, cite M. François parmi les auteurs qui ont écrit à l'occasion du décret du 29 novembre 1791.

M. François écrivit l'*Apologie du Veto* aussitôt après que le refus de sanction fut connu, décembre 1791 : il le dit lui-même aux premières pages de son opuscule.



déjà dévoilées ; ce n'est qu'en nous calomniant que la loi nous condamne. Il faudrait, et malheureusement nous ne le pouvons pas, citer des pages entières de ce réquisitoire dressé contre les persécuteurs du clergé catholique. M. François ne craint pas de dire nettement sa pensée, et ne cherche pas à en atténuer l'expression. Et comme il sait encourager les victimes :

Il vient de démontrer que le serment civique, exigé des prêtres catholiques, est littéralement un acte d'apostasie. Il continue : « Les peines prononcées contre le refus de serment sont donc une véritable persécution ; et ce refus est aujourd'hui la confession de la foi.

« Ceux qui souffrent pour le refus du serment, souffrent pour la vérité et la justice ; la gloire des confesseurs les environne ; la couronne des martyrs repose sur leur tête ! Gloire donc et honneur aux généreux captifs renfermés dans les bagnes de Brest, et qui ne reçoivent de nourriture que celle que la pitié surprend à la tyrannie. Gloire à ceux qui ont déjà souffert dans leur corps, et qui portent sur leur chair les cicatrices honorables de Jésus-Christ. Gloire à ces membres mutilés, qui ont déjà acquitté leur dette en rendant témoignage à la religion. Gloire à ceux qui ont eu déjà le bonheur de consommer leur sacrifice, en mourant pour une si belle cause. Gloire à cette multitude de vierges et de femmes que leur foi a rendues supérieures aux menaces, aux outrages, ou même à la mort. Gloire enfin à tous ces illustres exilés, bannis de leurs asiles, et dont la fuite elle-même devient un triomphe pour la foi. »

M. François fit paraître un dernier ouvrage :

*Trois lettres sur la juridiction épiscopale* <sup>1</sup>, en réfutation d'un écrit, publié par son ancien confrère, Gratien, élu évêque de la Seine-Inférieure, le 27 février 1792, et sacré le 18 mars suivant. Nous n'avons pas retrouvé cet opuscule, et nous ignorons à quelle date exacte il parut.

Des diverses publications analysées dans ces pages, n'est-il pas permis de conclure sans hésiter, avec M. Boullangier, que « *M. François a été un des plus ardents et des meilleurs défenseurs de la religion catholique, apostolique et romaine, contre le serment exigé des prêtres par l'Assemblée nationale de France, et contre les écrits des partisans de ce serment* » <sup>2</sup> ? N'est-il pas permis aussi de dire qu'il a justement mérité le titre de *défenseur de la foi*, que nous lui avons donné en tête de cet ouvrage ?

Il nous reste à dire comment il a mérité le titre, plus glorieux encore, de *martyr*, comment il a scellé, de son sang, cette foi pure et sans tache si vaillamment défendue par ses écrits.

1. Attribué à M. François par M. Boullangier (sous ce titre un peu surprenant : *Réfutation de M. Carcin*, il y a évidemment un *lapsus calami*) ; par d'Auribeau (*Trois lettres sur la juridiction contre Grégoire* ; c'est contre Gratien qu'il faut lire) ; par Guillon, par Picot, par Feller, par *La Littérature contemporaine*.

2. Note manuscrite de M. Boullangier sur M. François.



## DEUXIÈME PARTIE

### LE BIENHEUREUX FRANÇOIS MARTYR

---

#### CHAPITRE I

Avant le 10 août. — Le B . François ouvre les portes de Saint-Firmin à des prêtres victimes des lois anti-religieuses.

Professeur, puis supérieur de grand séminaire, à Troyes et à Saint-Firmin, M. François avait eu l'honneur de travailler à former des prêtres. Par ses écrits multipliés, à l'occasion du serment à la Constitution civile du clergé, il avait montré son dévouement à l'Église persécutée, et sa vigilante sollicitude pour ses frères dans le sacerdoce. Les derniers mois de sa vie lui seront donnés pour se préparer lui-même à l'immolation suprême. La divine Providence dirigera vers son séminaire une légion de prêtres, comme lui attachés, du fond de leurs entrailles, à la foi catholique ; par ses exemples et sûrement aussi par ses paroles, il les aidera à souffrir la mort avec une héroïque simplicité et une admirable grandeur d'âme. Y a-t-il fin plus enviable pour un supérieur de séminaire, pour un fils de saint Vincent de Paul ?

Il nous faut maintenant rappeler à larges traits

les événements qui se sont précipités, des premiers mois de l'année 1792, à la fameuse journée du 10 août, au lendemain de laquelle eurent lieu l'arrestation scélérate des prêtres insermentés et leur détention criminelle dans l'église des Carmes, au séminaire Saint-Firmin, à l'abbaye Saint-Germain-des-Prés et à la Force.

« L'année 1792 s'ouvrit sous les auspices les plus fâcheux pour les prêtres fidèles, que le décret du 29 novembre livrait désormais à la haine de leurs persécuteurs. » Déjà, à tous les ecclésiastiques insermentés, on peut dire aux deux tiers du clergé de France, l'Assemblée législative avait odieusement retiré le dernier morceau de pain, en supprimant la petite pension alimentaire de leurs biens arbitrairement confisqués ; elle les avait déclarés suspects de révolte contre la loi et de mauvaises intentions contre la patrie ; elle les avait soumis à une surveillance spéciale ; elle avait autorisé les administrations locales à les expulser, sans jugement, en cas de troubles.

En beaucoup d'endroits, on se mit à traquer, comme des malfaiteurs, les ecclésiastiques insermentés ; on en arrêta un bon nombre, qu'on réunit aux chefs-lieux des départements ; on les soumit aux traitements les plus odieux et les plus vexatoires.

Le 6 avril 1792, l'Assemblée supprimait, par un décret, toutes les congrégations séculières d'hommes et de femmes, ecclésiastiques ou laïques, même celles qui étaient uniquement vouées au service des hôpitaux et au soulagement des malades. Elle supprimait en particulier les congrégations qui donnaient l'enseignement primaire ; elle ôtait du

même coup à six cent mille enfants les moyens d'apprendre à lire et à écrire. Le 28 avril, elle prohibait le port des costumes ecclésiastiques et religieux, autorisant seulement les ministres de tous les cultes à porter leur costume pendant l'exercice de leurs fonctions.

Le mois suivant, 27 mai, l'Assemblée, allant plus loin encore, portait contre les prêtres non jureurs un décret de déportation. « Lorsque, disait ce décret, vingt citoyens actifs d'un même canton se réuniront pour demander la déportation d'un ecclésiastique non sermenté, le directoire du département sera tenu de prononcer la déportation, si l'avis du directoire du district est conforme à la pétition... Dans le cas où un ecclésiastique non sermenté aurait, par des actes extérieurs, excité des troubles, les faits pourront être dénoncés au directoire du département, par un ou plusieurs citoyens, et, après vérification des faits, la déportation sera pareillement prononcée... » (Articles III et IV). Le décret devait le jour même être présenté à la sanction du roi. Le roi refusa la sanction.

On sait comment la populace, excitée de toutes façons contre le monarque, se porta en masse aux Tuileries dans la fameuse journée du 20 juin, et à quels outrages Louis XVI fut en butte pendant ces scènes terribles. On sait aussi avec quelle criminelle insouciance l'Assemblée législative laissa le prince aux prises avec l'émeute, sans rien faire pour l'arracher aux dangers qu'il courait.

Dans ces tristes conjonctures, le séminaire Saint-Firmin, comme les autres du reste, n'avait reçu aucun élève. M. François profita de ces loisirs

forcés pour exercer le ministère apostolique au-dehors, et tout particulièrement dans le diocèse de Chartres. Au témoignage de M. Boullangier, il travailla dans ce diocèse « avec un zèle insatiable jusqu'au moment de sa détention, c'est-à-dire jusqu'au 13 août 1792 ». C'est vers cette époque que M<sup>sr</sup> de Lubersac lui donna des lettres de vicaire général.

L'absence prolongée des séminaristes, dont on ne pouvait prévoir le retour, et, sans doute aussi, les embarras pécuniaires où l'on était à Saint-Firmin, amenèrent M. François à conclure, avec les administrateurs de la Section du Jardin des Plantes, un contrat qui eut plus tard des suites bien inattendues. Comme une grande partie des bâtiments du séminaire était inoccupée, M. François, par un contrat, en bonne et due forme, loua, le 3 février 1792, aux administrateurs délégués de la Section, « une aile et deux galeries du séminaire, pour y placer le corps de garde et les comités de la Section <sup>1</sup> ». Le prix du loyer était de 400 livres par an; le premier terme devait commencer le 1<sup>er</sup> avril suivant. Le document auquel nous empruntons ces détails ajoute : « Le corps de garde a été fourni *gratis* par les prêtres du séminaire, depuis le 3 février dernier, ainsi que le surplus des chambres destinées pour la Section <sup>2</sup>. »

1. État des personnes composant le séminaire Saint-Firmin... et des loyers de leurs maisons. Présenté à M. Auger, à l'Hôtel de Soubise, le 23 mars 1792. *Signé* : Boullangier, procureur du séminaire Saint-Firmin. (*Archives nationales*, S. 6850.)

2. D'après un rapport de l'Administration du Prytanée militaire, auquel plus tard fut uni Saint-Firmin, le corps de



Le contrat de location indique en détail les différentes pièces cédées à bail, les travaux à exécuter pour isoler suffisamment les bâtiments réservés au séminaire, des locaux loués à la Section, enfin la partie contractante sera obligée de prendre les travaux à sa charge. L'acte est signé de cinq administrateurs de la Section<sup>1</sup> d'une part, de M. François et ses confrères d'autre part.

Les administrateurs de la Section du Jardin des Plantes étaient animés de bonnes dispositions. « Les chefs de cette Section, tous plus ou moins constitutionnels, écrivit plus tard M. Boullangier, étaient antijacobins et connus pour tels. Le bataillon commandé par M. Acloque était également l'ennemi de la secte des Jacobins, et voulait conserver le roi, note M. Boullangier. Nous verrons plus tard que, même au moment des massacres, les administrateurs de la Section, renouvelés cependant, quelques semaines auparavant, feront inutilement tous leurs efforts pour soustraire M. François à la rage de ses bourreaux.

Dans la partie de Saint-Firmin qu'il avait réservée, M. François eut la joie de donner l'hospitalité à

garde aurait été établi au séminaire en 1789. Ce doit être une erreur. La note de M. Boullangier indique que le corps de garde n'y a été établi qu'à partir du 3 février 1792, date du contrat passé entre les prêtres de Saint-Firmin et les administrateurs de la Section du Jardin des Plantes.

Ce rapport qui est du 10 fructidor an XII, est aux Archives nationales, H 2554.

1. Voici les noms de ces administrateurs : Bachelier, M. Chabouillé, Reinville, Venet, Sandrin. Cet acte de location est aux Archives nationales, S. 6850. (V. pour les noms Bachelier, Chabouillé et Reinville, *Almanach royal*, 1792, p. 441.)

plusieurs de ses confrères et à un certain nombre d'ecclésiastiques « chassés de leurs places pour refus du serment ». Ces pensionnaires, ainsi les appelle M. Boullangier, étaient au nombre de 18.

Déjà nous avons fait connaissance avec le brave capitaine retraité, M. de Villette, trouvé à Saint-Firmin par M. François quand il y vint prendre la succession de M. Cousin. « Invariablement attaché à la religion catholique, dit M. Boullangier, il avait fidèlement suivi la direction donnée aux fidèles par les évêques. »

Par l'*État du nombre des prêtres réfractaires, détenus à Saint-Firmin, et pèris le 3 septembre 1792*<sup>1</sup>, nous pouvons reconstituer, presque tout entière, la liste des prêtres qui recevaient au séminaire une fraternelle hospitalité. Cette liste, quasi officielle, certifiée sincère et véritable le 12 octobre 1792 par les membres de la Section des Sans-Culotte, délégués à l'arrestation des prêtres, indique la demeure de tous ceux, prêtres et laïcs, qui furent arrêtés et enfermés à Saint-Firmin. Malheureusement, et nous allons le voir, elle ne donne pas les noms de tous les pensionnaires acceptés, avant le 13 août, par M. François.

Parmi ceux-ci, il y a d'abord trois prêtres de la Mission, ne faisant pas partie du personnel du séminaire. Ce sont MM. Adam, Gaumer et Gruyer, et deux anciens prêtres de la Mission, MM. Caron et Collin.

1. Guillon, *Les Martyrs de la foi*, t. I, p. 203. — Granier de Cassagnac, *Histoire des Girondins et des Massacres de septembre*, Paris, 1860, t. II, pp. 320-326. — *Summarium ex officio*, pp. 389-397.

*M. Adam* Philippe-Bernard <sup>1</sup> était venu de Lyon à Paris, pour traiter quelques affaires litigieuses, peu de temps avant le sac de Saint-Lazare. En résidence à Saint-Firmin au mois de juillet 1789, il y était encore au moment des arrestations, le 13 août 1792. Il échappa aux massacres.

*M. Gaumer* Nicolas <sup>2</sup>, entré à Saint-Lazare quelques mois avant *M. François*, avait fait avec lui presque tout son séminaire interne, et sans doute aussi la plus grande partie des études de théologie. Il put se sauver au moment des massacres.

*M. Caron* <sup>3</sup> Jean-Charles était âgé, en 1792, de soixante-deux ans; il y avait quarante-deux ans qu'il était rentré dans la Congrégation de la Mission. Après vingt-neuf ans de vœux, en 1781 il était curé de Collégien, village de 157 habitants, aujourd'hui, diocèse de Meaux, alors diocèse de Paris. Sa dernière signature comme curé est du 29 mars 1791. Considéré un instant comme espion, il put bientôt se retirer en paix et frappa à la porte de Saint-Firmin.

1. Né à Chaumont, en Bassigny, diocèse de Langres, le 7 juillet 1749; reçu au séminaire interne à Paris le 7 novembre 1782. (*Catalogue des Prêtres de la Mission*. Archives de Saint-Lazare.)

Nous avons, à la page 31, note 1, fait mention de lettres inédites adressées par *M. Adam* à son confrère *M. Jousset*, au moment du sac de Saint-Lazare.

2. Né à Fauconnier, diocèse de Besançon, le 1<sup>er</sup> juillet 1746; reçu au séminaire à Paris, le 9 mars 1766; y a fait les vœux le 10 mars 1768, en présence de *M. Bossu*. *Ibid*.

3. Né à Auchel, diocèse de Boulogne, le 31 décembre 1730, et baptisé le lendemain; entra à Saint-Lazare, le 9 octobre 1750, et fit les vœux le 10 octobre 1752. (*Catalogue des Prêtres de la Mission*. Archives de Saint-Lazare.)

La liste des prêtres détenus à Saint-Firmin porte un nom qui prête à des difficultés, et dont l'orthographe a été modifiée. C'est M. Guillier, Jean-Henri, âgé, au moment des massacres, de cinquante-neuf ans. Ce nom est donné par Guillon et Granier de Cassagnac <sup>1</sup>. Plusieurs auteurs font de M. Guillier ou Grillier, le supérieur du séminaire de Beauvais. On sait cependant que le supérieur du séminaire de Beauvais s'appelait Grillet; ses noms de baptême étaient Jean-François-Henri, et non Jean-Henri; il avait, en 1792, soixante-sept ans, et non cinquante-neuf. On sait aussi que le supérieur du séminaire de Beauvais n'était pas à Saint-Firmin : nous l'avons dit plus haut, il administrait, avec grande sagesse et une fermeté inébranlable, le diocèse de Beauvais, à titre de vicaire capitulaire. Au lieu de Guillier, c'est *Gruyer* qu'il faut lire. M. Gruyer, *Jean-Henri*,

1. Il est aussi dans la liste de Mathon de La Varenne, n. 513. (*Histoire particulière des événements qui ont eu lieu en France, pendant les mois de juin, juillet, d'août et de septembre 1792*. Paris, 1806.)

Peltier (*Histoire du 10 août 1792*, Londres, 1795, t. II, p. 304) l'appelle Grillier, et en fait le supérieur de Beauvais. Dans son tableau général des individus massacrés à Paris, Versailles, etc... les 1<sup>er</sup>, 2, 3, etc... septembre 1792 (*Histoire générale et impartiale des erreurs, des fautes et des crimes commis pendant la Révolution française, Assemblée législative*, Paris, an V de la République), Prudhomme garde le nom de Guillier (J. H.) et le dit aussi supérieur du séminaire de Beauvais, âgé de cinquante-neuf ans.

M. Grillet Jean-François-Henri, né le 7 août 1725, dans la paroisse de Bailleul-les-Pernes, diocèse de Boulogne-sur-Mer, a été reçu au séminaire de Paris le 30 mai 1744, et y a fait les vœux le 31 mai 1746 en présence de M. Le Bail. (*Catalogue des Prêtres de la Mission*. Archives de Saint-Lazare.)

né et baptisé à Notre-Dame de Dôle, au diocèse de Besançon, le 13 juin 1734, était, en août 1792, dans sa cinquante-neuvième année <sup>1</sup>. Il entra au séminaire interne de Saint-Lazare à Paris, le 23 janvier 1771, fut envoyé, l'année suivante, à Angers, et s'y adonna aux missions. Il y prononça ses vœux perpétuels, le 24 janvier 1773, et ne tarda pas à être nommé vicaire à Saint-Louis de Versailles, où il resta dix-huit ans, jusqu'à la Révolution.

1. Granier de Cassagnac (*Histoire des Girondins*, t. II, p. 326), après avoir reproduit par ordre alphabétique la liste des prêtres détenus à Saint-Firmin, ajoute ce paragraphe : « Le procès-verbal d'inventaire, vacation du 16 mars 1793, constate, en outre des noms qui précèdent, le décès de M. l'abbé *Gruyer*, et dans la vacation du 1<sup>er</sup> du même mois, celui de M. Grimaldy, dont on a trouvé le testament. »

D'Auribeau, dans ses *Mémoires*, t. II, p. 763, s'exprime ainsi : « MM. François, Gruyer et Gallois ont été massacrés en septembre 1792. » Et, t. I, préface, p. xxxiii : « On confirme le massacre de M. *Gruyer*, employé à la paroisse Notre-Dame de Versailles, celui de MM. Collin et Caron, ces derniers ont été de la même Congrégation. »

Dans sa circulaire du 1<sup>er</sup> janvier 1794, M. Caylade La Garde a cette phrase : « MM. François, Gruyer et Gallois, eurent le bonheur d'être associés aux dignes prêtres de Jésus-Christ qui furent égorgés dans les trop fameuses journées du 2 et du 3 septembre. » C'est par erreur que les circulaires imprimées des supérieurs généraux, t. II, p. 246, portent Gouyer, au lieu de Gruyer : 1<sup>o</sup> plusieurs manuscrits de cette circulaire conservés aux Archives de Saint-Lazare, donnent bien Gruyer et non Gouyer ; 2<sup>o</sup> dans le *Catalogue des Prêtres de la Mission*, gardé aux mêmes Archives, il n'y a pas de missionnaire qui porte le nom de Gouyer, mais il y a M. Gruyer.

Guillon, dans les *Martyrs de la Foi*, t. III, p. 241, dit que M. Gruyer fut massacré à Versailles, le 8 septembre 1792. La note de Granier de Cassagnac que nous avons citée prouve bien que là aussi il y a erreur.

Le 27 avril 1791, l'église Saint-Louis est livrée aux Constitutionnels ; M. Gruyer demande à se retirer chez lui à Besançon et obtient, de la municipalité de Versailles, un certificat de bonne vie et mœurs. Il revient à Paris vers le 18 juin, va pour affaires à Versailles, le 8 août, et rentre à Paris avec un laissez-passer du 12 août. Il demande asile à M. François et, sans s'en douter, se livre aux bourreaux. Il habita la chambre n° 11 au premier étage du bâtiment neuf.

M. Colin Nicolas<sup>1</sup>, originaire du diocèse de Langres, fit avec succès ses humanités au collège de Langres dirigé par les Pères Jésuites. Il fut reçu dans la Congrégation de la Mission, le 12 décembre 1747 ; il fit ses vœux le 21 mai 1749 et reçut l'ordination sacerdotale en décembre 1754. Après dix-sept ans de travaux apostoliques dans les missions, où il s'était fait une réputation d'orateur distingué, il rentra dans son diocèse d'origine, tout en continuant à garder, dans ses signatures, le titre de prêtre de la Mission. L'évêque de Langres, M<sup>gr</sup> de La Luzerne, le nomma, en 1771, curé de Genevrières, où il resta jusqu'au 14 octobre 1791. En 1789, il fut nommé électeur pour les États généraux, en 1790, il devint maire de Genevrières et administrateur du district de Langres. Le 30 janvier 1791, il fit serment d'être « fidèle à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout son pouvoir, *dans ce qui concerne l'ordre politique*, la

1. Né à Grenant, village de 337 habitants dans la Haute-Marne, diocèse de Langres, le 12 décembre, 1730, reçu au séminaire interne, le 20 mai 1747, fit ses vœux, le 21 mai 1749.

Constitution jusqu'à-là décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi, *exceptant formellement* tous les articles de ladite Constitution qui dépendent essentiellement de l'autorité spirituelle ».

Pour pallier l'effet des décrets sur la vente des biens ecclésiastiques, M. Colin acheta à Genevrières des terres appartenant à la Confrérie du Rosaire. Avant de quitter sa paroisse, il les transmit à sa sœur, à charge pour elle de s'en dessaisir entre les mains du premier curé légitime qui les emploierait pour l'utilité de la paroisse. En 1803, ces biens servirent à la construction d'une école.

En octobre 1791, M. Colin dit adieu à ses paroissiens et vint s'adjoindre à ses anciens confrères de Saint-Firmin. On conçoit que M. François dut faire bon accueil à ce vaillant confesseur :

« Le souvenir de M. Colin s'est maintenu vivace dans sa paroisse de Genevrières. Chaque dimanche son nom est prononcé au prône, en tête du nécrologe, et une fondation assure un service annuel à sa mémoire, le 3 septembre, jour anniversaire de sa mort. »

Outre ces cinq prêtres, dont deux, MM. Adam et Gaumer ne seront pas martyrs, on connaît les noms de neuf autres ecclésiastiques, qui étaient venus, dans ces temps mauvais, chercher à Saint-Firmin, avec un abri, la société de prêtres édifiants et animés d'une charité toute sacerdotale. C'étaient MM. *Bonzé Pierre*, curé de Massy, aujourd'hui du diocèse de Versailles, alors du diocèse de Paris ; M. *Brisse Pierre*, chanoine et grand pénitencier de la cathédrale de Beauvais ; M. *de Lavèze Belay Jean-Joseph* du diocèse de Viviers ; les deux



*frères Le Laisant Jean-Pierre et Julien, originaires du diocèse de Coutances ; M. Jacques Dufour, vicaire de Maisons, près Charenton ; M. Jacques Léonor Rabé, vicaire à l'hôpital des Enfants Trouvés de Paris ; M. Marie-François Mouffle, vicaire de Saint-Merry, sa paroisse natale à Paris ; et enfin M. Giroust Georges-Jérôme, le plus jeune de tous, ancien élève de Saint-Firmin et prêtre depuis un an seulement.*

A chacun de ces confesseurs de la foi, victimes prêtes pour le grand sacrifice du martyre, se rattachent des souvenirs instructifs et édifiants qu'il nous paraît utile de rappeler.

*Pierre Bonzé* naquit à Paris sur la paroisse Saint-Sulpice, en juin 1718, de parents profondément chrétiens qui exerçaient la profession de boulangers. Les vocations sacerdotales et religieuses étaient en honneur dans la famille. Pierre Bonzé, Maître ès arts, le 1<sup>er</sup> septembre 1738, entra au séminaire Saint-Louis, le 16 mars 1739, et y fit avec succès ses études théologiques. Ordonné prêtre, il fut nommé vicaire à Sainte-Marguerite à Paris. En 1759, il prit possession de la cure de Massy, aujourd'hui en Seine-et-Oise, qu'il administra avec un grand zèle, pendant plus de trente ans, et on garde encore de nos jours le souvenir de sa pieuse et féconde régularité sacerdotale. Le 16 janvier 1791, il crut pouvoir prêter le serment constitutionnel, avec cette simple restriction : fidèle à la Constitution, « pour le traitement et état civil du clergé ». La restriction passa inaperçue, et il se vit traiter comme un jureur ou assermenté ordinaire. Sa conscience ne put s'accommoder longtemps de ce traitement, et, le 10 juillet, il

rétracta son serment et l'écrivit très nettement à la municipalité : «... voulant en conséquence et prétendant, disait-il, qu'on regarde mon serment, prêté en mil sept cent quatre-vingt-onze, quant au régime du clergé et à sa nouvelle discipline, comme nul, sans effet et non avenu ».

La population s'émut de cette lettre et la société populaire exigea la révocation du courageux curé. Celui-ci, contraint de quitter Massy, se retira au séminaire Saint-Firmin.

*Pierre Brisse*, né et baptisé à Bronbos, diocèse de Beauvais, le 5 août 1733, fit ses études, en qualité de boursier, au collège des Chollets, à Paris. Il obtint son doctorat en théologie, le 30 juillet 1765, et grâce à ce titre, fut pourvu de la cure de Boran, le 25 novembre 1767. Il devint ensuite grand pénitencier du diocèse. Aux mauvais jours de 1791, il ne se trouva pas astreint au serment, et continua, sans être inquiété, à faire du ministère. A Pâques pourtant il s'abstint de confesser; par un abus de pouvoir, fréquent à cette époque, la municipalité de Beauvais l'avait défendu aux prêtres insermentés, mais les fêtes de Pâques passées, il reparut au confessionnal. Ce zèle, pourtant bien naturel, fut très mal interprété : la populace excitée s'ameuta le 27 avril 1792, parvint à s'emparer de lui et, malgré la municipalité bienveillante, le promena, hissé sur un âne, à travers la ville. Il réussit, sous la protection de la municipalité, à s'évader pendant la nuit, vint à Paris et sollicita de M. François l'hospitalité à Saint-Firmin.

*Jean-Joseph de Lavèze-Belay* reçut le baptême, deux jours après sa naissance, le 22 septembre 1742, à Gluiras, diocèse de Viviers. Il fit ses premières

études à Valence, entra au séminaire de Viviers en 1763 et reçut la prêtrise quatre ans après. De 1771 à 1774, il passe trois ans à Nîmes, comme vicaire à la cathédrale, et part pour Paris. Le 6 décembre 1776, il entre à l'Hôtel-Dieu comme confesseur des malades, et préfère ce poste à divers bénéfices qui lui sont inutilement proposés. En 1789, il se voit nommé chapelain de Notre-Dame de Paris, mais il ne peut prendre possession de sa chapellenie à cause des décrets de l'Assemblée. Bientôt l'Assemblée impose le serment à tous les prêtres fonctionnaires publics. M. de Lavèze-Belay ne peut se résoudre à le prêter. Malgré ce refus, l'absence de prêtre lui permet de rester quelques mois encore à l'Hôtel-Dieu, mais, obligé enfin de céder à la violence, il vient, lui aussi, frapper à la porte hospitalière de Saint-Firmin.

*Les deux frères Le Laisant*, originaires de Va'ogues, fils de Pierre et de Catherine Leblanc, séparés tout le temps de leur ministère, se réunirent, divinément inspirés, pour le grand sacrifice et le triomphe du martyr.

*Jean-Pierre*, né le 13 septembre 1753, signe, comme témoin d'une cérémonie religieuse, le 20 septembre 1774, dans sa ville natale. Il est ordonné sous-diacre à Lisieux, le 15 mars 1777, et prêtre à Bayeux, le 4 avril 1778. Dès le 7 novembre 1779, il est vicaire à Dugny, près de Saint-Denys-en-France, diocèse de Paris, et sa dernière signature, comme vicaire, est du 28 mars 1791.

Le 23 janvier 1791, il est vivement pris à partie pour avoir lu en chaire le mandement de l'archevêque de Paris et la lettre pastorale de M<sup>gr</sup> Asseline, évêque de Boulogne. Le 27 mars 1791, il

s'entend défendre toute fonction ecclésiastique, à partir du 1<sup>er</sup> avril suivant, et voit supprimer son traitement. Il continue d'habiter Dugny et exerce son ministère en secret, mais il a compté sans l'intrus qui l'oblige bientôt à s'éloigner. Il demande l'hospitalité à Saint-Firmin. Une tradition, rapportée par M<sup>er</sup> Delamaire, et dont les circonstances manquent de précision, veut que, la veille du massacre, il ait réussi à s'évader, et qu'il soit revenu librement pour soutenir son frère!

*Julien*, baptisé le lendemain de sa naissance, 7 novembre 1761, signe comme prêtre, à partir du 28 mars 1786. Il exerça le ministère à Videcosville, comme vicaire, et fut aussi précepteur au château d'Octeville-l'Avenel, résidence des comtes de Blangy. Il refusa le serment, rejoignit son frère à Paris et, avec lui, chercha un asile à Saint-Firmin.

*Jacques Dufour*, fils de Guillaume, maçon, et de Henriette Dupont, naquit à Troisgots, diocèse de Coutances, le 5 avril 1745, et fut baptisé le lendemain. Trois ans après, le 12 octobre 1748, son père mourut et sa mère dut se retirer auprès de ses parents à Torigny, gros bourg appartenant alors au diocèse de Bayeux. C'est là que le futur martyr passa sa jeunesse. Il fit ses études théologiques au séminaire de Coutances et reçut l'ordination sacerdotale, le 10 avril 1773. Après avoir exercé pendant plusieurs années le saint ministère, dans le diocèse de Bayeux, il vint à Paris et fut nommé, en 1782, vicaire à Saint-Rémy de Maisons, aujourd'hui Maisons-Alfort près de Paris. Il refusa le serment, comme son curé, M. Flaust, dut quitter la paroisse et se retira à Saint-Firmin,

où il trouva la couronne du martyre, tandis que M. Flaust, enfermé à la Force, échappait au massacre par la prestation du serment de Liberté-Égalité.

*Jacques-Léonor Rabé*, baptisé le lendemain de sa naissance, 28 décembre 1759, à Crosville, diocèse de Coutances, passa dans cette localité la plus grande partie de sa jeunesse ; ses parents étaient fixés à la ferme du château, dès 1765, et c'est là qu'ils élevèrent leur nombreuse famille, composée de dix enfants. En 1769, Jacques-Léonor est inscrit parmi les jeunes gens de Crosville qui se préparent à l'état ecclésiastique. Il est ordonné prêtre en avril 1775 et ne tarde pas à partir pour Paris. Il y étudie le droit, passe le baccalauréat, le 22 juillet 1778 et la licence, le 10 décembre 1779. Il est probable qu'il ne poussa pas plus loin ses études, car le 24 juin 1788, il assista à Crosville à une inhumation et il était seulement « licencié ès lois ». Tout en étudiant, il avait rempli les fonctions de chapelain à l'hospice de Bicêtre (1777-1778), et à « la maison de la couche » de Paris, située au Parvis Notre-Dame. En 1788, il signait « Directeur de la maison des Enfants trouvés à Paris ». Il resta dans cette maison du 28 octobre 1778 au troisième trimestre de 1791. Expulsé comme réfractaire, il demanda asile à Sain-Firmin, où il trouva ses compatriotes Dufour, Jean-Pierre et Julien Le Laisant.

*Marie-François Moufle*, de la paroisse Saint-Merry, à Paris, naquit de Jacques, maître charron, et de Marie-Jeanne Aubry, le 24 août 1754. Un de ses frères, Jean-François-Léon, prêtre comme lui, vécut jusqu'en 1817.

Tonsuré en 1770, Marie-François entra, l'année

suivante, au séminaire Saint-Louis. Il y reçut le sacerdoce, en 1778, et se fixa à Saint-Merry, sa paroisse natale. Son curé ayant eu la faiblesse de prêter le serment, il ne sut pas réagir contre son exemple, et, le 9 janvier 1791, il reçut le titre et la charge de premier vicaire de la paroisse, passée au schisme. Sa conscience ne le laissa pas en paix; aussi, en décembre 1791, rétracta-t-il courageusement son serment. Il voulut faire davantage et se résolut à rendre publiques les raisons de sa conduite. Il écrivit donc à son curé, au maire de Paris et aux paroissiens trois belles lettres que nous aurions bien voulu citer si l'espace nous l'avait permis.

« Depuis longtemps, dit-il à son curé, accablé sous le poids du remords, je sens qu'il n'est plus permis de tergiverser avec sa conscience. » Pourtant, même à ce moment de suprême détresse, il n'oublie pas le bien précédemment reçu : « Toujours je me rappellerai que vous avez été mon premier conducteur, dans l'exercice de mon ministère et que j'y aurais peut-être commis de plus grandes fautes, si je ne vous avais pas eu pour modèle. » Il ajoute aussitôt hardiment : « puissé-je aujourd'hui devenir le vôtre ! » Il voudrait ramener au devoir celui par qui il a été si tristement détourné, et il poursuit avec une vive émotion : C'est avec les larmes aux yeux que je vous écris, « Puissiez-vous un jour servir à les essuyer ! »

La lettre au maire, des plus instructives, dit avec une amère tristesse, l'état d'âme embarrassé d'un grand nombre de prêtres excellents qui, de bonne foi, avaient prêté le serment, mais la bonne foi ne peut tenir longtemps devant l'évidence et

force leur est d'en venir à la rétractation. « Oh ! la rétractation, constate notre martyr, a des suites affreuses pour le prêtre dénué de tout ; peu importe, Dieu pourvoira à ses besoins. »

La lettre aux paroissiens est une réfutation courageuse de la Constitution civile du clergé. Son serment rétracté, ses lettres écrites, l'abbé Moufle se retira à Saint-Firmin, pour attendre les événements qu'il prévoyait très graves. Il devait réparer complètement sa faute, par l'effusion de son sang et un généreux martyre.

*Giroust Georges-Jérôme*, né à Bussy-Saint-Georges, diocèse de Meaux, le 7 avril 1765, fit ses études au séminaire Saint-Firmin à Paris, jusqu'à la prêtrise. Il ne quitta pas le diocèse de Paris et resta vicaire à Gennevilliers jusqu'en 1791. Cette année, il ne toucha son traitement, que pour deux mois et neuf jours. Bien que son curé eût eu la faiblesse de prêter le serment, lui le refusa courageusement ; bientôt il quitta, avec une grande tristesse, la paroisse qui ne voulait plus de son ministère et se retira auprès de ses anciens maîtres, à Saint-Firmin, pour y attendre les événements. Il y trouva le martyr.

Comme on peut le remarquer, il manque quatre noms pour compléter la liste des dix-huit pensionnaires ecclésiastiques, chassés de leurs postes pour refus de serment, et reçus par M. François. Les listes dressées à Saint-Firmin, aux Carinaes et dans les autres lieux de détention, où avaient été incarcérés les prêtres insermentés, ne furent évidemment pas faites, ne purent pas être faites, avec tout le soin voulu, et comment suppléer à leurs lacunes ?

1. Nous ne connaissons, comme pensionnaires, que : neuf



C'est avec bonheur que M. François accueillait ces prêtres persécutés, vrais confesseurs de la foi, unis sous le regard de Dieu et de saint Vincent de Paul. Il se sentait honoré d'exercer à leur endroit la charité sacerdotale et de les aider à garder intacte leur foi. Il associa sa vie à leur vie et, au moment du danger, ne consentit jamais, malgré les vives instances qui lui en furent faites, à se séparer d'eux. Il était l'âme de la maison, se sauver eût été une lâcheté et un désastre. Dans la conscience d'un devoir si grand à remplir, il sut résister vaillamment, même aux larmes d'un père et d'une mère avancés en âge qui, tremblant pour lui, l'appelaient auprès d'eux avec insistance.

Nous en avons parlé déjà, au chapitre 1<sup>er</sup> de ce travail, en jetant un coup d'œil d'ensemble sur la famille François; on se raconte, de génération en génération, dans cette famille, que, dans le cours de l'été de 1792, le plus jeune des enfants, petit Pierre, comme on disait, fit à pied le voyage de Busigny à Paris, soit 40 ou 50 lieues, et vint trouver M. François à Saint-Firmin. Les vieux parents, très avancés en âge, étaient fort inquiets des dangers que courait à Paris leur fils aîné, gloire et soutien de la famille; ils lui envoyaient le seul de leurs fils qui restât avec eux, pour le supplier de se soustraire au péril et de revenir auprès d'eux. M. François fut sensible à la sollicitude si affectueuse de son vieux père et de sa vieille mère : de son mieux il rassura petit Pierre, tout en lui déclarant, avec ménagement,

prêtres du clergé séculier, *deux* anciens prêtres de la Mission, *trois* prêtres de la Mission. Il y a en outre *un* laïc, M. de Villette, mais M. Boullangier le compte-t-il parmi les *dix-huit* pensionnaires ecclésiastiques? C'est peu probable.

mais sans ambages, qu'il ne pouvait, dans d'aussi graves conjonctures, quitter son poste. « Du reste, ajouta-t-il, je ne crains rien... ma vie est entre les mains de Dieu<sup>1</sup>. »

Petit Pierre reprit seul et très triste le chemin de Busigny : quelques semaines plus tard, le 11 juillet, leur père bien-aimé, le chef de la famille, quittait ce monde, sans avoir eu la joie de revoir son fils aîné et de le savoir en sécurité.

Le péril cependant était réel et s'aggravait chaque jour davantage ; M. François ne se faisait pas illusion. N'avait-il pas bien souvent, dans ses écrits, annoncé les graves dangers auxquels le clergé fidèle était exposé ? Le zèle avec lequel il avait défendu la bonne doctrine dans ses brochures, le courage qu'il avait déployé à combattre les ennemis de l'Église et du clergé fidèle, ne l'avaient-ils pas signalé à l'attention, et par suite à la haine de ceux qui bientôt allaient être les maîtres du pouvoir ?

Après la journée du 20 juin, on devait s'attendre à tous les excès. Louis XVI, de plus en plus réduit à l'impuissance, n'avait plus de l'autorité que l'apparence. La journée du 10 août le renversa du trône. L'Assemblée législative prononça la suspension du pouvoir royal et convoqua une convention nationale, investie de pouvoirs illimités. Le roi, après avoir passé trois jours dans la loge d'un journaliste, fut enfermé au Temple avec sa famille. La capitale devint le théâtre de scènes sanglantes qui jetèrent partout la terreur.

1. Lettre du petit-neveu de M. François, M. Jean-Baptiste Leduc, de Vaux-Andigny (Aisne), en date du 18 janvier 1900.

## CHAPITRE II

### LES DÉTENTEURS DU POUVOIR EN FRANCE

L'autorité législative et l'Assemblée nationale. — Le pouvoir exécutif et les ministres nommés par l'Assemblée. — La Commune de Paris avec les quarante-huit Sections et Manuel procureur de la Commune. — Les premiers ordres d'arrestation des prêtres fidèles.

Pour se rendre plus facilement compte des graves événements qui vont si rapidement se succéder, du 10 août au 3 septembre, il est nécessaire de dire, brièvement, en quelles mains se trouvait alors le pouvoir en France, et comment la ville de Paris était administrée.

L'autorité législative appartenait à l'Assemblée nationale dominée par la secte des Jacobins ; ceux-ci, après l'avoir emporté sur leurs rivaux, se laissèrent entraîner, sans remords, à toutes les horreurs, et répandirent dans la France entière des torrents de sang.

Le pouvoir exécutif était confié aux ministres, nommés récemment par l'Assemblée législative ; Danton, ministre de la Justice, fut de tous le plus tristement célèbre.

La ville de Paris était administrée par la Muni-

cipalité ou Conseil général de la Commune, dont les membres étaient élus par les quarante-huit Sections de Paris. Chaque Section devait choisir en outre un comité permanent de seize administrateurs de la Section. Le 17 juillet 1792, un arrêté municipal établit un bureau central de correspondance entre les quarante-huit Sections de Paris. Ce bureau avait pour mission de rendre, entre les Sections, les communications actives et rapides; il siégeait à l'Hôtel de Ville, sous la direction du procureur de la Commune, Manuel. Quarante-huit commissaires, un par Section, y passaient chaque jour pour communiquer les arrêtés, pris dans leur Section respective, et recevoir communication des arrêtés, pris dans les autres Sections.

Ce bureau central constituait un pouvoir nouveau, sans mandat légal, sans attributions déterminées; les commissaires des Sections se réunissaient, délibéraient comme une assemblée régulière, parlaient au nom de la Commune de Paris. Ils eurent bientôt fait de se substituer complètement au Conseil général de la Commune. Dans la matinée du 10 août, se transportant dans la salle même du Conseil général, ils suspendirent la municipalité de ses fonctions, s'emparèrent de tous ses pouvoirs, et firent le jour même confirmer par l'Assemblée législative, la nouvelle organisation de la municipalité de Paris.

C'est la Commune insurrectionnelle (ainsi a-t-on appelé la nouvelle municipalité) qui inaugura l'*Ere de la liberté*, en la faisant dater du 10 août, et substitua, dans ses décrets, le nom de citoyen à celui de monsieur.

L'Assemblée législative et la Commune de Paris, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, rivalisè-

rent d'hostilité à l'égard des prêtres insermentés, et, contre eux, tout fut permis.

Le jour même du 10 août, au plus fort de l'insurrection, l'Assemblée autorisa son président, Gensonné, à nommer des commissaires chargés d'aller partout inviter le peuple « à prendre lui-même les mesures nécessaires pour que les crimes fussent frappés du glaive de la loi ».

Dans la soirée du même jour, elle déclara que les décrets, même dépourvus de sanction auraient force de loi : c'était tout particulièrement le décret de déportation des prêtres (27 mai 1792) qu'elle avait en vue.

Le lendemain, 11 août, elle vota la *loi de police* qui confiait, aux corps municipaux, la recherche des crimes contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État, invitait les citoyens à dénoncer les conspirateurs et les suspects, donnait aux officiers municipaux le pouvoir de s'assurer du corps du délit et de la personne des prévenus, s'il y avait lieu.

Nous verrons bientôt la Commune et les Sections mettre cette loi à exécution et procéder aux arrestations des prêtres insermentés, le jour même où elle fut votée.

Le 12, l'Assemblée décide d'envoyer, à toutes les municipalités du royaume, l'*Exposition des motifs d'après lesquels l'Assemblée nationale a proclamé la convocation d'une Convention nationale et prononcé la suspension du pouvoir exécutif dans les mains du roi*. Voici les passages où elle vise les prêtres fidèles, qu'elle appelle fanatiques et factieux, et qu'elle représente au peuple, avec une insidieuse perfidie, comme les partisans et les auxiliaires des rois alliés qui menaçaient les frontières de la France :

« A l'ouverture de la session, un rassemblement d'émigrés sur les frontières... et les *prêtres fanatiques*, portant le trouble dans les âmes superstitieuses, cherchaient à persuader aux citoyens égarés que la Constitution blessait les droits de la conscience, et que la loi avait confié les fonctions religieuses à des schismatiques et à des sacrilèges. Enfin une convention, formée entre des rois puissants, menaçait la liberté française... Ainsi, tout annonçait une guerre civile et religieuse, dont une guerre augmenterait le danger.

« L'Assemblée nationale a cru devoir réprimer les émigrés et contenir les *prêtres factieux* par des décrets sévères; et le roi a employé contre ces décrets le refus suspensif de sanction que la Constitution lui accordait. Cependant ces émigrés, ces prêtres, agissaient au nom du roi; c'était pour le rétablir dans ce qu'ils appelaient son autorité légitime, que les uns avaient pris les armes, et que *les autres* prêchaient l'assassinat et la trahison... Dès ce moment, d'un bout à l'autre de l'empire, le peuple montra ces sombres inquiétudes qui annoncent les orages.

« *Les machinations des prêtres*, devenues plus actives au moment de la guerre, rendaient indispensable une *loi répressive*, et elle fut portée (loi de déportation). La formation d'un camp près de Paris fut ordonnée. Les deux décrets furent rejetés... L'application du refus de sanction aux décrets nécessités par les circonstances, fut regardée dans l'opinion générale, comme une interprétation de l'acte constitutionnel contraire à la liberté et à l'esprit même de la Constitution. L'agitation du peuple de Paris fut extrême... »

Il est difficile de manier la calomnie avec plus de cynisme, et de surexciter, avec une habileté plus criminelle, les passions du peuple. Approuvée par l'Assemblée législative, dans la journée du 10 août, la Commune insurrectionnelle se met à l'œuvre aussitôt. Dès le lendemain, elle adresse une célèbre proclamation au peuple de Paris : « Peuple souverain, suspends ta vengeance ; la justice endormie reprendra aujourd'hui ses droits ; tous les coupables vont périr sur l'échafaud. »

Des paroles, la Commune passe sans retard aux actes : le même jour, 11 août, elle complète son comité de surveillance ; à Panis et à Sergent qui en font déjà partie, elle adjoint deux nouveaux collègues, bien dignes des premiers, Jourdeil et Duplain. Ce comité de surveillance constitue dès lors un véritable comité d'exécution de la Commune : il va jouer un rôle considérable dans les massacres de septembre.

Sans plus tarder, la Commune et les Sections font procéder à l'arrestation des prêtres insermentés.

La loi du 29 novembre 1791 avait prescrit de dresser la liste des prêtres assermentés et de ceux qui avaient refusé le serment. Il était dès lors facile de connaître ces derniers ; d'une manière générale, on savait très bien où le plus grand nombre d'entre eux avait fixé leur domicile. « La journée du 10 août n'était pas terminée, dit Barruel, dans son *Histoire du clergé pendant la persécution française*, et déjà la liste des évêques et des prêtres non assermentés, partait de l'hôtel des municipes, pour être distribuée dans toutes les Sections de Paris, avec ordre de s'assurer de la personne de ces prêtres, et de les entraîner dans l'église des Carmes,



rue Vaugirard, ou bien dans la maison de Saint-Firmin, rue Saint-Victor, désignées pour leur prison. »

Sorel dit d'autre part : « En même temps, (le 11 août), (la Commune) transmettait à toutes les Sections des instructions nécessaires pour procéder à l'arrestation des nobles et des prêtres et conduire ces derniers, soit au séminaire Saint-Firmin, soit à l'Abbaye, soit à l'église des Carmes, qui devait être transformée en prison. »

Ni Barruel, ni Sorel n'indiquent sur quels documents ils s'appuient pour affirmer que l'ordre d'arrestation fut communiqué par la Commune aux Sections.

D'après le récit de M. Boullangier, procureur de Saint-Firmin, il semble que, pour l'arrestation des prêtres, qui furent internés à Saint-Firmin, le mouvement partit de la Section des Sans-Culotte (précédemment appelée du Jardin des Plantes) : « Un membre fit et renouvela la motion de s'assurer des prêtres, prétendus réfractaires, de la Section. Cette motion fut accueillie; et, dès le dimanche 12 août, *il fut arrêté au comité de la Section*, que le séminaire Saint-Firmin, où étaient dix-huit pensionnaires ecclésiastiques chassés de leurs places, pour refus de serment, serait le lieu où on incarcérerait tous ceux que l'on prendrait dans l'étendue de la Section. »

D'après le procès-verbal concernant M. Guyard, chapelain des Dames de la Miséricorde, amené à la Section du Luxembourg le 14 août à 4 heures et demie du matin, il semble bien que cette Section ait eu, elle aussi, une certaine initiative dans l'arrestation des prêtres insermentés : « Attendu qu'il n'a

pas prêté le serment, l'Assemblée l'a regardé comme une personne suspecte ; et, comme telle, a décidé que *conformément à son arrêté qui porte que toute personne, dénoncée comme suspecte, serait détenue provisoirement*, ledit Guyard serait conduit au couvent des Carmes pour y être détenu jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement. »

Au fond, peu importe que l'initiative soit venue de la Commune ou des Sections ; on sait très bien qu'elles se tenaient en communication constante ; la Commune était un point central où parvenait tout ce qui se faisait aux Sections, et d'où partaient des ordres précis pour celles-ci. Ce qu'il y a de bien certain, c'est que si la Commune a pris l'initiative des arrestations, elle a été fidèlement suivie par les Sections ; et si les Sections ont commencé, sans ordre, la Commune n'a fait que les encourager vivement.

Dès le 11 août, vers 11 heures du matin, le comité de la Section du Luxembourg fit procéder à l'arrestation de M<sup>er</sup> du Lau, archevêque d'Arles. Le même jour, les deux frères de La Rochefoucauld, l'un évêque de Beauvais, l'autre évêque de Saintes, et une cinquantaine de prêtres furent amenés au Séminaire Saint-Sulpice où le comité de la Section tenait ses séances ; ils y subirent un interrogatoire <sup>1</sup>, déclarèrent qu'ils n'avaient pas prêté le serment, et, vers 10 heures du soir, furent dirigés sur l'église des Carmes, rue Vaugirard, où ils furent placés sous la surveillance de gardes armés.

Ces arrestations continuèrent les jours suivants.

Le 15 et le 16, ce fut vers la banlieue, à Issy et

(1) Sorel, *op. citat.*, pp. 79 à 107, donne le texte de plusieurs de ces interrogatoires, datés des 11, 13 et 14 août.

à Vaugirard, qu'on dirigea les perquisitions; on y arrêta bon nombre de prêtres, qui eux aussi furent enfermés dans l'église des Carmes, après avoir passé par la Section.

La Section des Sans-Culotte, à laquelle appartenait le séminaire Saint-Firmin suivit de près l'exemple que lui donnait la Section du Luxembourg.

A partir du 10 août, elle avait pris ce nom, nouveau et révolutionnaire, de Sans-Culotte, qui montrait bien les dispositions dont elle était alors animée. Avant la division de Paris en quarante-huit Sections, le district où se trouvait Saint-Firmin portait le nom de Saint-Nicolas du Chardonnet. Après la loi du 27 juin 1790, la Section qui remplaça le district, fut appelée *Section du Jardin des Plantes*. Ses chefs, nous l'avons dit plus haut, en nous appuyant sur le témoignage de M. Boullangier, étaient tous des anti-jacobins et connus comme tels. Le bataillon, commandé par M. Acloque, était hostile aux partis avancés et dévoué au roi<sup>1</sup>.

Au 10 août, quand la Section prit le nouveau nom de Sans-Culotte, la plupart de ses chefs s'entendirent accuser d'aristocratie; M. Acloque dut chercher son salut dans la fuite; Lafont, son commandant, fut déposé. La Section, qui jusque-là s'assemblait à Saint-Victor, tint ses séances dans le réfectoire de Saint-Firmin<sup>2</sup>.

1. La garde nationale se composait de soixante bataillons, correspondant aux soixante districts établis en 1789, et portant le même nom que les districts. Les soixante bataillons formaient six légions, de dix bataillons chacune. Acloque, dont parle ici M. Boullangier, était un des six chefs de légion.

2. Notes manuscrites de M. Boullangier.

Nous citons ici les paroles mêmes de M. Boullangier, leur laissant leur tour original et intéressant : la Section (réunie à Saint-Firmin) fut dirigée « par un petit homme à cheveux noirs, qui présidait en gilet, avec les manches de sa chemise retroussées.

« Aussitôt après le 10 août, la *Section du Jardin des Plantes* avait pris le nom significatif de *Section des Sans-Culotte*, et était venue tenir son *assemblée* dans le séminaire même de Saint-Firmin. C'est là, qu'un membre de la Section fit et renouvela la motion de s'assurer des prêtres prétendus réfractaires de la Section. Cette motion fut accueillie, et, dès le dimanche 12 août, il fut arrêté au Comité de la Section, que le séminaire Saint-Firmin, où étaient déjà dix-huit pensionnaires ecclésiastiques, chassés de leurs places pour refus de serment, serait le lieu où l'on incarcérerait tous ceux que l'on prendrait dans l'étendue de la Section. Comme MM. de la Communauté de Saint-Nicolas du Chardonnet étaient tous restés fidèles à l'Église, malgré les sollicitations qu'on leur avait faites, malgré les vexations qu'on leur avait fait essayer, ce fut sur eux surtout que se fixèrent les regards des nouveaux tyrans. Dès le soir du même jour, un commissaire, accompagné de fusiliers, se transporta au séminaire Saint-Nicolas, et y mit aux arrêts toutes les personnes qui s'y trouvèrent. »

A prendre à la lettre ce récit circonstancié d'un témoin oculaire de premier ordre, l'initiative des arrestations dans la Section, d'où dépendait le séminaire Saint-Firmin, serait bien partie de la Section elle-même. Cependant un ordre antérieur, une invitation, des encouragements, des promesses de

la Commune, ou de Manuel, ou d'un ministre, n'en sont pas positivement exclus.

Voyons maintenant les tristes détails des arrestations en masse des prêtres fidèles, de la manière brutale dont ils sont conduits à Saint-Firmin, et de leur cruelle incarcération, en attendant les massacres. Nous suivrons toujours M. Boullangier, témoin et souvent acteur dans les faits qu'il rapporte.

## CHAPITRE III

### LA JOURNÉE DU 13 AOÛT A SAINT-FIRMIN

A 8 heures, à 9 heures du matin, puis à 3 heures de l'après-midi, on amène des prisonniers : quatorze de Saint-Nicolas du Chardonnet, quatre du collège du Cardinal-Lemoine, quatre de la Maison des Nouveaux-Convertis, sept de la Pitié, cinq des Fossés-Saint-Victor, un de la rue Neuve-Saint-Etienne, un du Collège de Navarre, un du collège Saint-Louis, un de la place Cambrai : en tout trente-huit.

Le B. François et M. Boullangier préparent des logements pour les nouveaux-venus. Consigne très sévère établie aussitôt dans la maison.

Le lundi « 13 août, une sentinelle fut mise à la porte du séminaire Saint-Firmin, avec la consigne de laisser entrer tout le monde, et de ne laisser sortir personne ». C'était le commencement des incarcérations. M. François, ses confrères et les pensionnaires étaient prisonniers, ils allaient avoir bientôt de nombreux compagnons d'infortune. « Sur les 8 heures du matin », des cris furent tout à coup poussés et un rassemblement se forma devant le séminaire : c'était M. Andrieux, supérieur de la communauté de Saint-Nicolas, qu'on amenait en soutane, tête nue.

Une heure après, vers 9 heures, les cris redoublèrent ; les soldats amenaient tous les catholiques trouvés à Saint-Nicolas. « Une foule d'hommes, de

femmes, d'enfants » s'assemblèrent devant le séminaire changé en prison et applaudirent aux outrages dont on abreuvait des hommes qui n'avaient fait que du bien autour d'eux. Un bandit criait qu'on lui livrât les prisonniers, et qu'il les expédierait immédiatement avec sa hache; d'autres vociféraient : *A la lanterne!* Les nouveaux venus, présentés d'abord au comité de la Section, passèrent ensuite au comité militaire, et attendirent là, que M. François eût fait préparer des places au séminaire. Un domestique de Saint-Nicolas leur apporta leur dîner.

A 3 heures de l'après-midi, les hurlements du matin reprirent de plus belle. Une cinquantaine d'hommes, armés de baïonnettes et de piques, entouraient les prêtres de la maison des Nouveaux-Convertis. A leur tête, marchait, en soutane et en manteau long, leur vénérable supérieur, M. Guérin du Rocher, homme très remarquable, auteur de *l'Histoire des temps fabuleux*. Au milieu d'eux, se trouvait un chanoine de Saint-Victor, M. Bernard, surpris en leur compagnie. Derrière eux, venaient les prêtres insermentés de l'Hôpital de la Pitié, le sacristain, les anciens maîtres d'écoles, une sœur et deux servantes de la même maison. Ces trois dernières furent élargies, le jour même, tandis que tous les autres étaient incarcérés à Saint-Firmin.

Quels étaient donc ces hommes, si brutalement arrêtés et conduits ou traînés à Saint-Firmin, comme des criminels? C'était tout d'abord le supérieur, puis cinq directeurs et quatre pensionnaires du séminaire Saint-Nicolas du Chardonnet.

Le séminaire Saint-Nicolas du Chardonnet était la maison et la congrégation séculière fondée par M. Bourdoise, au commencement du xvii<sup>e</sup> siècle,



1621, pour la réforme et l'éducation du clergé. La Communauté avait « toujours conservé les traditions de ses origines et donné l'exemple de la plus modeste et la plus réelle perfection évangélique » .

Tous les directeurs avaient vaillamment refusé le serment, aussi avaiens-ils été visés les premiers, et mis en état d'arrestation chez eux, dès le 12 août au soir.

Le supérieur, René-Marie ANDRIEUX natif de Rennes, baptisé le lendemain de sa naissance, 17 février 1742, en l'église Saint-Sauveur, était entré dans la Compagnie de Jésus, un an seulement avant sa dissolution en France, 1761. Prêtre depuis 1766, il frappa à la porte de Saint-Nicolas du Chardonnet, l'année même de la suppression de la Compagnie, par le pape Clément XIV, 1773. Avant la fin de son épreuve ou noviciat, le 24 juillet 1774, il fut envoyé à Laon, où la Congrégation dirigeait le séminaire, et il y enseigna la morale, pendant un an, avant d'en devenir le supérieur. Onze ans après, il fut appelé à la maison de Paris, comme directeur des postulants, puis il devint économiste ou supérieur, titre qui, en 1789, lui permit, avec deux directeurs du séminaire, MM. Lanier et Piton, d'être électeur pour les États généraux.

En 1790, la Constitution civile du clergé étant votée, et la loi imposant le serment hérétique aux directeurs de séminaire, M. Andrieux, ses confrères et les autres prêtres du séminaire, le refusèrent, sans se préoccuper des conséquences. Le séminaire recevait couramment le plus grand nombre des séminaristes de Paris et les ordinations générales se faisaient à l'église Saint-Nicolas du Chardonnet, Gobel cependant se garda de lui donner le titre de séminaire

diocésain, il le réserva pour le séminaire Saint-Magloire <sup>(1)</sup>, dont plusieurs directeurs avaient prêté le serment.

M. Andrieux défendit pied à pied l'existence de sa maison menacée, s'appuyant sur la loi qui autorisait les séminaires-collèges à garder leurs biens, et à continuer leurs fonctions jusqu'à l'organisation définitive de l'instruction publique. Il fut tout à coup arrêté, le 13 août, se croyant encore maître dans sa maison.

Nicolas BIZE, directeur au séminaire Saint-Nicolas, naquit à Versailles le 5 octobre 1737, d'un garde de la porte du roi, et fut baptisé le jour même à Notre-Dame. Admis au séminaire Saint-Sulpice, il y étudia la philosophie et y commença la théologie. Il passa ensuite deux ans au séminaire Saint-Nicolas, où il fut ordonné prêtre, en septembre 1763. Ses notes annonçaient un homme supérieur : Piété très bonne : *pietas optima*, capacité très bonne : *capacitas optima*, caractère très bon malgré un peu de vivacité : *indoles optima sed vivida*. Aussi sa demande, d'entrer dans la Communauté, fut-elle favorablement accueillie; il fut définitivement admis en 1764, après deux ans de noviciat ou d'épreuve. Il remplit différentes fonctions à Paris, à Laon, à Villejuif, maison de campagne du séminaire, où la Communauté desservait la paroisse. En 1791, quand éclata la persécution violente, il se trouvait à Paris préposé à la sacristie. Son nom se trouve sur toutes les listes, sauf dans un manuscrit des Archives nationales, T. 1458, dépouillé par M. Villette et déposé

1. Le séminaire de Saint-Magloire était bâti sur l'emplacement de l'École actuelle des sourds-muets, rue Saint-Jacques.

par lui sur le bureau du Tribunal, lors du procès de l'Ordinaire.

Pierre-Paul BALZAC, parisien de la paroisse Saint-Jacques-de-la-Boucherie, était né le 25 avril 1750, d'Edmond-Pierre, orfèvre, installé au bas du Pont-au-Change, vis-à-vis l'horloge du Palais, et d'Élisabeth Philippine Penel. Maître ès arts en 1770, il entre au séminaire Saint-Nicolas, y poursuit ses études, et est ordonné prêtre à la Saint-Mathieu de 1774. Pendant ses études, il a fait ou achevé son noviciat ou épreuve. Il remplit alors différents offices à Paris et à Villejuif, où il refuse le serment en 1791 et doit, pour ce motif, rentrer à Paris. L'abbé Laurent dans sa liste le qualifie de « prêtre Nicolaïte administrateur des sacrements ».

Louis-Jean-Mathieu LANIER, né à Château-Gontier, le 24 septembre 1753, y fit ses études : humanités et philosophie. Avec une bourse du diocèse d'Angers, dont faisait partie alors Château-Gontier, il entra au séminaire Saint-Nicolas, le 17 février 1773, et y reçut le sous-diaconat en décembre 1774, le diaconat en 1775, la prêtrise à Noël 1777, avec dimissoire de l'évêque d'Angers, son Ordinaire.

Admis au noviciat ou épreuve en 1778, il est envoyé en 1780 à Laon, comme professeur de morale. Quatre ans après, il revient à Paris, comme préfet et conseiller de l'économe. En 1789, il est secrétaire des Assemblées générales que tiennent, à époques fixes, les membres de la Communauté, il est aussi électeur avec M. Andrieux pour les États généraux.

Jean-Louis OVIEFFE parisien de la paroisse Saint-Eustache, fit sa philosophie au collège des Quatre-Nations, et y reçut la tonsure. Le 1<sup>er</sup> octo-

bre 1767, âgé de dix-neuf ans, il entra au séminaire Saint-Nicolas, où il reçut les ordres mineurs en décembre 1768, le sous-diaconat en juin 1770, la prêtrise à la Trinité de 1772. Il était d'intelligence à peine moyenne : *capacitas levissima*, mais d'une vraie piété et d'un bon caractère : *pietas bona, indoles bona* ; aussi sa demande d'entrer dans la Communauté finit-elle par être accueillie, le 13 octobre 1783. Définitivement admis, à la fin de son noviciat ou épreuve, six semaines après la Pentecôte de l'année 1785, par l'Assemblée générale de la Communauté, il fut successivement sacristain, administrateur des sacrements, préfet des écoles, directeur de la Communauté. Dans son état du personnel, dressé le 5 décembre 1790, M. Andrieux le qualifie de sous-vicaire.

Charles-Victor VERET, qualifié de préfet, naquit le 17 juillet 1763 à Louviers, près Trun, diocèse de Séez, de Joseph et de Marguerite Cuvigny. Il étudia la philosophie à Falaise, reçut, à Séez, le 5 mars 1784, la première tonsure, en même temps que Jean Le Maître, qu'il devait retrouver à Saint-Firmin, huit ans plus tard, et ne tarda pas à partir pour Paris. Il continua ses études au séminaire Saint-Nicolas du Chardonnet, demanda son admission dans la Communauté et fut admis comme postulant ou novice, le 14 juillet 1788. A la date : « du temps des Assemblées, d'après la sixième semaine pentecostale, 14 juillet 1788 », le « Registre des admis à l'épreuve de la Communauté » porte : « Maître Charles-Victor Véret des Longs-champs, âgé de vingt-cinq ans passés, diacre du diocèse de Séez, demeurant en ce séminaire depuis le 8 octobre 1784, lequel étant suffisamment

instruit et informé, tant des constitutions que des règlements et autres usages de la Communauté et Séminaire de Saint-Nicolas du Chardonnet, et voulant bien s'y soumettre et y satisfaire, avec la grâce de Dieu, a désiré et demandé d'être admis à la postulation et à l'épreuve de ladite Communauté et Séminaire, y a été admis et reçu, ayant eu, pour cet effet, les voix et les suffrages nécessaires des Prêtres de cette Communauté et Séminaire. » (*Arch. nation., M. M. 477.*)

Dès la fin de 1785, avant d'être admis dans la Communauté, il avait été employé à l'enseignement. Il refusa le serment, avec les directeurs ses confrères, et, arrêté avec eux, le 13 août 1792, il fut conduit à Saint-Firmin.

A Saint-Firmin aussi furent traînés, avec lui et avec leur supérieur, MM. Jean-François Lafontan, sous-économe, Pierre-Denis-François Desmoulin, De Létang, et Bouchard, Nicolaïtes eux aussi. On ne sait quelle influence s'exerça en leur faveur, mais par ordre supérieur, ils furent délivrés, avant les massacres, avec le professeur Lhomond dont nous allons parler.

On arrêta encore à Saint-Nicolas, et on confondit, avec les directeurs incarcérés, quatre prêtres, pensionnaires probablement, qui ne figurent pas dans le procès-verbal de l'Assemblée générale du 14 juillet 1788, transcrit plus haut. On a peu de renseignements sur eux.

Gilbert-Jean FAUTREL, del'ancien diocèse d'Avranches, naquit à Marcilly, le 19 avril 1730. Nous le trouvons à Paris, en 1787, chapelain de la Salpêtrière, et aumônier de la Maison des Enfants-Trouvés, du Faubourg Saint-Antoine. Il refusa le

serment, fut révoqué par le Directoire du département de Paris, le 13 avril 1791, et dut, le 28 avril suivant, céder sa place à un certain M. Forestier, prêtre assermenté. Retiré au séminaire Saint-Nicolas, il partagea le sort des directeurs fidèles.

Nicolas-Charles ROUSSEL, ancien jésuite, était, d'après les listes, pensionnaire au séminaire. Les Archives nationales, T. 1456, nous apprennent seulement que, le 1<sup>er</sup> novembre 1780, il abandonna sa part d'héritage à son frère Joseph-Alexandre, marchand épiciier à Paris. Du 13 janvier 1789 au 3 mars 1791, il est confesseur des Hermites à Grosbois près Brunoy. Le 1<sup>er</sup> novembre 1791, il donne une signature à Paris. Toutes les listes le portent comme incarcéré à Saint-Firmin et lui donnent cinquante-deux ans.

Etienne-Michel GILLET aurait été, d'après la liste de Barruel, Nicolaïte et préfet au séminaire. Toutes les listes le portent parmi les détenus de Saint-Firmin, lui donnent trente-trois ans d'âge, le rattachent à Saint-Nicolas.

Pierre-Florent LECLERCQ, diacre, était né le 21 septembre, 1769, à Hautvilliers au diocèse d'Amiens. Il est donné comme le dernier des prisonniers venus de Saint-Nicolas à Saint-Firmin.

Au collège du Cardinal-Lemoine, dont les bâtiments contigus au séminaire Saint-Firmin, attirèrent vite l'attention des perquisiteurs, quatre prêtres avaient été arrêtés et conduits au séminaire : le célèbre professeur de sixième Lhomond, l'abbé Haüy, membre de l'Académie, Jacques-Louis Schmid, curé, et Pierre-François Hénoque.

M. Haüy fut libéré, par le département de Paris, dès le lendemain de son arrestation, et c'est

par amour et par vénération pour les prêtres prisonniers qu'il resta à Saint-Firmin jusqu'au 15 août, M. Lhomond fut mis sous la protection de la loi par les bourreaux eux-mêmes, le 3 septembre au matin, avant le commencement des massacres, les BB. Schmid et Hénoque furent appelés au martyre.

Jacques-Louis SCHMID, fils de Joseph et de Caroline Collignon, était né à Paris, le 14 septembre 1752. Tonsuré le 4 juin 1774, Maître ès arts le 2 août 1776, minoré en septembre de la même année, il entra un mois après, en octobre, au séminaire Saint-Louis. Là, il reçut le sous-diaconat, en mai 1777, la licence en théologie, en 1784, et bientôt la prêtrise. Docteur de Sorbonne et nommé curé de Saint-Jean-Baptiste, dans l'enceinte même du collège, il s'occupa très activement de l'éducation chrétienne de la jeunesse, jusqu'au jour où le refus de serment ferma sa cure, et lui ouvrit bientôt, à lui-même, les portes de la prison.

Pierre-François HÉNOQUE, fils de Jacques et de Marie-Madeleine du Neufgermain, naquit à Tronchoy, dans le diocèse d'Amiens, le 26 juin 1749. Entré au séminaire Saint-Louis en 1767, il y reçut, deux ans après, la tonsure, fut Maître ès arts le 3 août 1771, passa quelque temps au collège de Montaigu, et termina sa théologie au séminaire Saint-Firmin, où il reçut le diaconat en juin 1776, et la prêtrise en décembre de la même année. Il était délicat de santé, il put faire cependant la cinquième au collège du Cardinal-Lemoine, et il réussit même à garder sa chaire après le refus du serment constitutionnel. Toutes les listes le portent parmi les prisonniers de Saint-Firmin, à partir du 13 août.



Quatre prêtres furent saisis à la maison des Nouveaux-Convertis.

Le supérieur était un homme, connu et respecté de tous. Pierre-Marie-Stanislas GUÉRIN DU ROCHER, du diocèse de Séez, naquit à Sainte-Honorine-la-Guillaume, le 1<sup>er</sup> mars 1731, de Pierre et de Marie Crespin. Sur sept enfants qui composaient la famille, quatre furent prêtres dont deux jésuites. Élève du collège du Mont, à Caen, Pierre fut admis au noviciat des jésuites, dans cette ville à l'âge de quatorze ans et demi, le 1<sup>er</sup> septembre 1745. Après ses études de philosophie, il enseigna les humanités à Bourges, puis à Rouen, et fut ordonné prêtre à l'âge de vingt-neuf ans. Il se trouvait à Bourges, quand les jésuites furent expulsés de France. Proscrit, il parcourt l'Italie, l'Allemagne, la Pologne, s'arrête dans ce dernier royaume, et y enseigne le droit canonique. Entre temps, il se donne à l'étude des langues orientales. Enfin il revient en France, et, en 1777, il publie son ouvrage, bientôt célèbre : *Histoire véritable des temps fabuleux. La bibliothèque de la Compagnie de Jésus* dit de cet ouvrage :

« Guérin cherche à prouver que tout ce que l'on sait de l'histoire des Égyptiens, depuis Ménès jusqu'à la fondation de l'empire des Perses, n'est qu'un extrait altéré et défiguré des passages de l'Écriture sainte qui regardent cette contrée. »

Il est évident que Guérin modifierait aujourd'hui ses conclusions, mais son ouvrage était, à l'époque, une réaction heureuse contre Voltaire et les Encyclopédistes. Ceux-ci l'attaquèrent vivement, il se tint un peu en dehors de la discussion et laissa à ses amis le soin de le défendre. L'archevêque de Paris

l'avait nommé supérieur de la maison des Nouveaux-Convertis<sup>1</sup>, Louis XVI l'avait félicité de ses travaux, et lui avait accordé une pension sur sa cassette; la Reine l'avait choisi pour confesseur.

Insensible aux honneurs et consacré tout entier au ministère sacré et, en particulier, à l'enseignement du catéchisme, dans sa maison, il employait ses ressources à soulager les pauvres ou à l'éducation de ses neveux, et il menait une vie tout à fait cachée. On ne lui défera pas le serment, puisqu'il n'était pas fonctionnaire public, mais, trop connu pour n'être pas poursuivi, il fut arrêté, le 13 août, un des premiers. Lui, qui vivait dans la simplicité et l'humilité, entendit se comporter, en prêtre et en supérieur d'une maison ecclésiastique. Il revêtit sa soutane, prit son manteau long et marcha vaillamment vers la prison, à la tête des prêtres, arrêtés chez lui et avec lui.

François-Robert GUÉRIN DU ROCHER, frère du précédent, naquit au Repas, commune de Chênedouit, dans l'Orne, et fut baptisé le lendemain de sa naissance, le 24 octobre 1736. Il fit de brillantes études, au collège des Jésuites de Caen, et entra dans la Compagnie, à Paris, le 25 septembre 1752, sept ans après son frère. Il enseigna d'abord la grammaire à Nevers, en 1757, puis les humanités à Eu, en 1761. Après la dispersion de ses confrères arrivée en 1762, il gagna les Missions du Levant. Il parcourut la contrée en savant et en apôtre, fut

1. « Cette maison était située dans l'enclos actuel du Jardins des Plantes, presque à l'angle sud-est de la rue de Seine (*Cuvier*) et du carrefour de l'ancien hôpital de la Pitié. Elle était limitrophe du cul-de-sac du Jardin du Roi. » Grente, *op. cit.*, p. 118.

curé de Salonique, alors Thessalonique, et écrivit, sur ces pays, des lettres fort intéressantes. Il rentra en France, à la suite de la suppression de sa mission par le sultan, et fit paraître, chez Crappart, imprimeur, une « Lettre d'un missionnaire apostolique, curé dans le Levant, à Monseigneur l'Archevêque de Paris, touchant l'état présent de la religion parmi les Grecs ».

Il collabora avec le célèbre P. Grou à un *Traité historique et dogmatique de la vraie religion*, et se livra principalement au ministère sacré, à l'abbaye de Saint-Avit-lès-Châteaudun, puis à la Salpêtrière, dont il fut aumônier pendant huit ans. Dans une lettre écrite par lui, le 18 janvier 1792, nous relevons ce passage curieux : « Je ne veux vous rien marquer, au hasard de me tromper et de vous induire en erreur, comme font presque tous les nouvellistes... On n'insulte point les bons prêtres ici, quoiqu'il y ait des calvinistes mal intentionnés. Les vierges consacrées à Dieu font la gloire de la religion par leurs vertus admirables, les ecclésiastiques vertueux se perfectionnent, les mauvais, qui font bande à part, scandalisent sans retenue. »

« L'histoire de l'Eglise, depuis 1750, sera pleine de traits héroïques. Ce que nous voyons remonte jusque-là. Espérons que nous jouirons d'un heureux calme après bien des tempêtes. »

Ainsi, au commencement de 1792, un bel optimisme régnait encore dans certaines âmes !

Les événements se précipitèrent. Robert Guérin du Rocher dut aller chercher un refuge auprès de son frère aîné, toujours supérieur des Nouveaux-Convertis et il partagea son sort.

Jacques DE LA LANDE, parent des deux frères

Guérin du Rocher, comme eux originaire de l'Orne, naquit à la Forêt-Auvray, le 8 mars 1733, de Joseph et de Françoise Louvel. Il commença ses études à l'Université de Caen et les termina à Paris, où il fut reçu Maître ès arts, le 9 février 1758.

Ordonné diacre, en septembre 1757, et prêtre l'année suivante, bien noté dans le registre d'ordination : *Ingenio bonus, moribus etiam videtur bonus*, bonne intelligence, et conduite, autant qu'on peut en juger, bonne également, il obtint, en 1765, la cure de Notre-Dame d'Illiers-l'Évêque, dans le diocèse d'Évreux, où il fut très estimé de son évêque et de ses paroissiens. Il savait concilier ses devoirs de curé avec la vie de gentilhomme ; ses braves gens acceptaient très bien qu'il allât à la chasse et qu'il cultivât les lettres : c'était ses passe-temps préférés.

Le bailliage d'Évreux l'élut député aux États généraux, le 27 mai 1789. Il vota, le 22 juin, la vérification des pouvoirs en commun, vit son élection approuvée, sans difficulté, trois jours après, et, nommé membre du Comité ecclésiastique, le 20 août, il y siégea jusqu'au 6 mai 1790.

Il fréquentait régulièrement ses deux cousins : « Je vois M. de La Lande, député, écrivait le P. Robert, le 17 février 1791, et il se dit notre cousin. Il nous fait honneur. Que la famille n'ait jamais que de pareils hommes ! »

Le refus de serment lui fit perdre en même temps sa cure et son titre de député. Il se retira aux Nouveaux-Convertis, auprès de ses cousins et, le 13 août, se vit arrêter avec eux. Il écrivit à Pétion, maire de Paris, pour demander son élargissement, il n'obtint aucune réponse ; il devait partager le sort des autres martyrs.

Jean-Charles-Marie BERNARD, originaire du diocèse de Nantes, était né, à Châteaubriant, le 4 août 1759, de Jean-Louis et de Marie Poligné. Admis chez les chanoines réguliers de Saint-Victor de Paris, il y fit profession, le 27 juin 1782, y reçut la prêtrise, trois ans après, le 21 mai 1785, et fut préposé à la bibliothèque. Il a mérité les éloges de lettrés étrangers à la maison, comme de l'abbé Mullet. Après la dispersion de sa Congrégation, il se retira aux Nouveaux-Convertis, et le 13 août fut enfermé, avec les prêtres de cette maison, à Saint-Firmin. L'abbé Laurent écrit de lui : « On dit qu'il s'est livré lui-même pour être incarcéré avec ses confrères », et M. Boullangier dit également : « Il eût pu, comme chanoine, se soustraire à la mort glorieuse qui l'attendait. »

Derrière les prêtres de la maison des Nouveaux-Convertis, venaient, nous dit M. Boullangier, dans la page citée plus haut, les prêtres insermentés de l'hôpital de la Pitié, le sacristain, d'anciens maîtres d'écoles, une sœur et deux servantes de la même maison. Ces trois dernières, nous l'avons dit, furent élargies le jour même, les prêtres et les laïcs furent réunis aux prisonniers venus de Saint-Nicolas.

Le vicaire de la Pitié, recteur de l'Hôpital général, Pierre SAINT-JAMES, né à Caen, de Pierre et d'Anne Catillon, avait été baptisé à l'église Saint-Ouen, trois jours après sa naissance, le 21 octobre 1742. Tonsuré dans la cathédrale de Bayeux, le samedi des Quatre-Temps de septembre 1761, il étudia la théologie à l'Université de cette ville, de 1762 à 1765, sous la direction de M. Le Clerc de Beauberon. Minoré en 1763, sous-diacre le 22 septembre 1764, diacre le 15 mars 1766, il reçut le

sacerdoce, avec dimissoire de l'évêque de Bayeux, son Ordinaire, des mains de M<sup>gr</sup> de Caritat de Condorcet, évêque de Lisieux qui, le 4 avril 1767, procédait aux ordinations, dans la chapelle de son séminaire.

Le 10 octobre 1768, il est vicaire de la paroisse de Saint-Malo de Bayeux, où il prend, dans les registres paroissiaux, de 1778 à 1779, pendant la vacance de la cure, le titre de desservant, et il ajoute bientôt celui de chapelain d'une des chapellenies de la paroisse, dont il avait été pourvu, le 13 novembre 1778, sur la demande unanime du clergé et des fidèles.

Trois ans auparavant, l'évêque de Bayeux avait voulu le nommer curé de Saint-Sauveur des Deux-Jumeaux, dans le canton d'Isigny, Saint-James vit contester ses droits, par un autre prêtre qu'avait déjà nommé l'abbé commendataire de l'abbaye de Saint-Victor de Cerisy, et il perdit son procès, en instance, devant le parlement de Rouen.

Dès le commencement de 1780, il cesse ses fonctions de vicaire à Bayeux et, vers la fin de 1781, il se fixe à Paris, où il est nommé vicaire de la Pitié. Les trois maisons : de la Pitié, de la Salpêtrière et de Bicêtre, groupées sous le nom d'Hôpital général, dépendaient au spirituel de l'archevêque de Paris, et les aumôniers obéissaient à un recteur qu'ils élisaient eux-mêmes et qu'ils présentaient à l'archevêque. Saint-James, régulièrement élu, avait été nommé recteur, canoniquement, le 20 septembre 1789, avant que l'Assemblée constituante n'eût encore légiféré en matière ecclésiastique. Il trouva pourtant des difficultés à se faire installer, et craignant, non sans raison, que ses droits ne fussent méconnus par le

Comité ecclésiastique, dont les empiètements étaient déjà bien grands, il en écrivit au président de l'Assemblée. Celui-ci communiqua sa lettre au Comité ecclésiastique, mais tout fut arrêté par le vote de la Constitution civile du clergé, et par la question du serment constitutionnel qui fut déféré aux aumôniers, comme au clergé des paroisses. Saint-James le refusa et perdit en même temps ses charges, ses droits, ses bénéfices. Il resta cependant dans le voisinage de l'Hôpital de la Pitié, où il fut saisi le 13 août et conduit à Saint-Firmin.

Éloi HERQUE DU ROULE, de Lyon, naquit le 31 mars 1741 et fut baptisé le lendemain à l'église Saint-Nizier. Entré dans la Compagnie de Jésus, à l'âge de dix-sept ans, le 7 septembre 1758, il se distingua de bonne heure, comme professeur d'humanités et de philosophie. À la suppression de sa chère communauté, il dut abandonner l'enseignement et s'adonna au ministère sacré, dans les hôpitaux. Les Annonciades de Saint-Denis lui servirent une rente viagère de 378 livres, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1790. Chapelain à la Pitié, il refusa le serment et resta dans la maison, comme officier reposant, jusqu'à son arrestation.

Joseph FALCOZ, originaire de Saint-Jean-de-Maurienne en Savoie, fut baptisé dans l'église de Saint-Sorlin-d'Arves, le lendemain de sa naissance, 5 décembre 1726. Il fut ordonné prêtre, le 23 septembre 1752 et devint professeur au collège de Saint-Jean-de-Maurienne. Après quinze ans consacrés à l'enseignement, il vint à Paris et obtint un poste d'aumônier à la Pitié où, après avoir refusé le serment, il resta comme officier reposant, jusqu'à son arrestation. L'annuel de la paroisse de Saint-Sorlin-



d'Arves le qualifie de « directeur de l'hôpital de la Salpêtrière ».

Jean-Antoine SECONDS de la paroisse Saint-Amans de Rodez, naquit le 3 décembre 1734. A l'âge de vingt-six ans, il entra chez les jésuites et devint un brillant professeur de littérature. La dissolution de la Compagnie changea complètement sa vie ; il se donna au ministère sacré, et, en 1777, accepta le poste de chapelain à la Pitié. Prédicateur très goûté dans Paris, il aurait été désigné pour donner la station de carême de 1792, devant la Cour. Guillon relève sa grande vertu, son zèle, sa charité infatigable. En 1790, il jouissait de deux pensions. Fidèle à son passé, il refusa le serment, fut maintenu à l'Hôpital avec les deux autres chapelains, comme officier reposant, et partagea vaillamment leur sort, jusqu'à sa détention à Saint-Firmin. Il devait s'y faire remarquer par sa charité discrète envers ses codétenus, dénués des biens de la fortune.

Les trois laïcs, retenus prisonniers et appelés eux aussi au martyre, étaient Sébastien DESBRIELLES, de la paroisse Saint-Pierre-le-Marché, aujourd'hui Notre-Dame, à Bourges. Il avait cinquante-trois ans, quand il fut arrêté. Admis comme bon pauvre, à l'hôpital de la Pitié, en 1752, à l'âge de treize ans, il devint maître de l'école de Jésus, et, en 1786, il était signalé comme doyen des maîtres. Ce titre de maître d'école fit, sans doute, qu'on lui déféra le serment constitutionnel, serment qu'il refusa de prêter. Toujours est-il qu'il fut placé, le 11 avril 1791, parmi les officiers reposants, en même temps que les prêtres insermentés, et qu'il fut arrêté avec eux, le 13 août.

Jean-Pierre DUVAL, parisien, entre, encore enfant, en 1748, à la Pitié comme bon pauvre. Il ne semble

avoir que huit ans ! Intelligent et sérieux, il devient en 1757, sous-maître, puis maître à Saint-Fiacre, et enfin, en 1787, maître aux enfants de chœur. Pour ce motif sans doute, on lui défère le serment ; lui, par attachement à l'Église romaine, le refuse et, gardé comme officier reposant, en même temps que son collègue Desbrielles, il est, comme lui, livré aux fournisseurs de la prison Saint-Firmin.

Louis-François RIGOT, originaire d'Amiens, paroisse Saint-Germain, naquit le 18 octobre 1751, et fut baptisé le lendemain. Encore enfant, à l'âge de neuf ans, il est reçu à la Pitié. Seize ans après, nous le trouvons sous-sacristain et, en 1792, il est mentionné dans le registre, comme sacristain. Il devait être sympathique autour de lui, Jean-Antoine Seconds, chapelain, lui avait laissé un legs dans son testament. Il ne soupçonnait pas qu'ils seraient massacrés ensemble dans la même prison ! Traité après le refus de serment, comme Desbrielles et Duval, il fut conduit avec eux prisonnier à Saint-Firmin.

Ces trois Bienheureux s'entendaient fort bien entre eux et entretenaient les meilleures relations avec le personnel de l'hôpital. Rigot, à peine arrivé à Saint-Firmin, ayant reçu, de la Pitié, quelques effets, remercie le 16 août, trois jours après son arrestation, et il met en post-scriptum, après la signature : « Bien des compliments à M. Rousselet et à toutes les autres personnes de la maison, de la part de MM. Duval, Desbrielles et Rigot. »

Évidemment ils formaient un petit groupe à part, groupe uni et sympathique à tous ! Leur admission à l'hôpital, dès l'enfance, à treize, huit, neuf ans, ne suppose-t-elle pas chez eux quelques infirmités

incurables qui les unirent davantage entre eux et les firent mieux voir du personnel de la maison?

Quelques prêtres libres furent encore arrêtés le 13 août et conduits à Saint-Firmin : cinq venaient de la rue des Fossés-Saint-Victor, un de la rue Neuve-Saint-Étienne, un du collège de Navarre, un du collège Saint-Louis.

Julien-François-Jean HÉDOUIN, de Coutances, naquit de Guillaume, tisserand, et de Jacqueline Gosselin, le 3 octobre 1760. A l'âge de vingt ans, il obtint au collège d'Harcourt, une bourse appartenant au diocèse de Coutances, dite *des artiens et grammairiens* et dont il resta titulaire jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1784. Il fut reçu Maître ès arts de l'Université de Paris, le 2 avril 1784. Le 10 avril 1788, il est acolyte, toujours au collège d'Harcourt, et il reçoit un titre clérical d'un habitant de Bois-Roger. Et c'est tout ce que nous savons de lui, avec son arrestation, le 13 août, à la rue des Fossés-Saint-Victor.

L'abbé Laurent le qualifie de chapelain de la Compassion; cependant c'est le sous-principal du collège d'Harcourt, Jacques-Thomas-Marie Lécivain qui « portant procuration de M<sup>mo</sup> veuve Hédouin sa mère » réclamera, après la mort, les effets du martyr, parmi lesquels sera trouvé un cœur contre-révolutionnaire, c'est-à-dire une image ou un scapulaire du Sacré-Cœur.

Pierre-Robert-Michel RÉGNET, de Cherbourg, naquit le 16 mai 1755, de Robert et de Jacqueline Jumelin. A dix-neuf ans, en octobre 1774, il entra au collège d'Harcourt et resta titulaire de la bourse Roussel jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1786. Tonsuré en 1776, il fut reçu Maître ès arts, le 13 août 1782,

et se fit constituer, deux ans après, par son frère Jean-Baptiste, un titre patrimonial de 150 livres. Il étudia le droit et passa avec succès ses examens de licence, le 26 juillet 1787. Les registres de l'Université prouvent qu'il restait toujours prêtre du diocèse de Coutances.

D'après les listes de l'abbé Laurent et de Barruel, il avait été prêtre instituteur à Ville-d'Avray. Quelques-uns pensent que ce fut chez le baron Thierry de Ville-d'Avray, premier valet de chambre de Louis XVI, qui fut horriblement massacré à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, dans les premiers jours de septembre, en même temps que nos martyrs l'étaient dans les différentes prisons. Régnet avait été inscrit, par le district de Cherbourg, sur la liste des émigrés, il en fut rayé, à la demande de ses héritiers.

Claude-Louis MARMOTANT DE SAVIGNY, ancien paroissien et vicaire de Saint-Séverin, fils de Louis-Gabriel, procureur au parlement de Paris, domicilié rue Huchette, et de Joséphine-Suzanne Caffiot, naquit le 27 mars 1748. Il fit ses études au collège de Beauvais à Paris, y prit sa licence en droit civil, le 28 juillet 1767, reçut la tonsure deux mois après, et entra, le 13 octobre suivant, au séminaire Saint-Nicolas. Il avait une bonne piété, une intelligence au-dessus de la moyenne, *capacitas optima*, une tenue tout à fait ecclésiastique. Le 26 janvier 1769, il compléta la licence en droit civil, par une licence en droit canon. Sous-diacre en 1769, diacre en 1770, il ne quitta le séminaire que le 4 avril 1772, étant déjà prêtre.

En 1774, troisième vicaire de Saint-Séverin, il prend en outre le titre de docteur ès lois, et

d'avocat au Parlement. En 1775, commence pour lui l'ère de grosses difficultés. Les marguilliers jansénistes le poursuivent devant le lieutenant de police, parce qu'il a refusé les sacrements à un prêtre, appelant, qui ne veut pas se soumettre. Bientôt, il cherche à quitter Paris, n'est plus que prêtre habitué à Saint-Séverin et, en 1779, il accepte, du chapitre de Notre-Dame, la cure de Compans-la-Ville dans le diocèse de Meaux.

Le 23 février 1791, il essaie de prêter le serment avec restriction, mais la restriction n'est pas admise; il s'éloigne alors de sa paroisse, revient à Paris et s'installe dans la rue des Fossés-Saint-Victor, où on l'arrête le 13 août pour le conduire à Saint-Firmin. A Saint-Firmin, il sait par une charité discrète, en attendant l'heure du grand sacrifice, venir en aide à ses confrères moins fortunés. Préparation, belle entre toutes, au grand acte de charité du martyre.

Claude-Sylvain-Raphaël MAYNEAU DE BISEFRAND, frère du célèbre curé de Saint-Sulpice, M. de Pancemont, venu du diocèse d'Autun à Paris pour ses études, naquit, le 2 mai 1750, à Digoin, aujourd'hui chef-lieu de canton de 5.742 habitants, en Saône-et-Loire. *Clericus nobilis Augustodunensis*, est-il qualifié dans les registres de l'Université, et plus tard, *presbyter aeduensis*. Maître ès arts le 1<sup>er</sup> août 1772, licencié en droit, trois ans après, il est docteur en droit, le 12 février 1778. L'année suivante, le 12 avril, « connu et recommandé par son évêque », disent les registres paroissiaux, il est admis dans la communauté paroissiale de Saint-Roch. Ces mêmes registres relatent un voyage à Digoin fait, pour affaires, par notre Bienheureux,

le 24 mars 1781. Il avait dans Paris la réputation d'un bon prédicateur.

Atteint par la loi qui imposait le serment aux prêtres fonctionnaires publics, aux prédicateurs, etc., il refusa tout serment et chercha un refuge à la rue des Fossés-Saint-Victor. C'est là qu'il fut arrêté le 13 août. A Saint-Firmin, comme les Bienheureux Seconds et de Savigny, il fut large et généreux pour ses codétenus, moins favorisés des biens de la fortune.

Pierre-Louis JORET naquit, le 28 octobre 1761, à Rollot près de Montdidier, dans la Somme, de Jean-Louis, aubergiste, et de Marie-Madeleine Ballin. En 1784, déjà tonsuré, il obtint d'être incorporé dans le diocèse de Beauvais. Il reçut, dans cette ville, les ordres mineurs, en 1785, et, après la constitution d'un titre patrimonial à Rollot, le sous-diaconat, en mars 1786, le diaconat trois mois après, et enfin, muni de lettres dimissoriales, la prêtrise, au mois de septembre de la même année, des mains de l'archevêque de Rouen. Il fut arrêté, le 13 août dans la rue des Fossés-Saint-Victor, comme le porte la liste officielle dressée, par ordre supérieur, le 12 octobre 1792, dans la Section des Sans-Culotte.

André-Albert ALRICY était attaché à la paroisse Saint-Médard, où nous le trouvons, en avril 1789. Né le 2 août 1712, à Crémieux, diocèse de Grenoble, il y fut ordonné prêtre le 30 mai 1738. Nommé chanoine, il vint à Paris et exerça le ministère sur la paroisse Saint-Médard. Il y demeura jusqu'au refus de serment. Retiré alors dans la rue Neuve-Saint-Étienne, aujourd'hui rue Rolland, il fut arrêté le 13 août et conduit, malgré ses

quatre-vingts ans bien sonnés, à Saint-Firmin.

Henri-Jean MILET, parisien, fils de Pierre et de Marie-Angélique Berthaud, habitant à la porte Saint-Jacques, fit ses études au collège Montaigu et reçut la tonsure, le 8 avril 1775. Six ans après, âgé de vingt ans, acolyte, il entra au séminaire Saint-Nicolas du Chardonnet où il étudia pendant trois ans. En 1784, il fut attaché comme vicaire à la paroisse Saint-Hippolyte, où il put se maintenir jusqu'à la suppression de la paroisse, malgré le refus de serment. L'abbé Laurent le dit diacre d'office, mais Barruel note clairement qu'il était prêtre. Il demanda asile au collège de Navarre, et fut arrêté, dix jours avant les professeurs de cette maison.

On amena enfin ce jour-là, arrêté au séminaire Saint-Louis, un jeune prêtre, digne de fixer un instant notre attention. Jean LEMAÎTRE, baptisé le jour de sa naissance, le 11 octobre 1767, à Beaumais (alors du diocèse de Séez), était fils de Jean Lemaistre, boulanger, et de Michel Chennevière. Il commença ses études auprès de M. Duchemin, vicaire de Merry, dans le canton de Trun, puis curé de Bouillon, près de Séez. Il reçut la tonsure, le 5 mars 1784, avec Charles-Victor Véret, qui devait partager un jour sa captivité et mourir avec lui, martyr. Le 8 octobre 1786, il entra au séminaire Saint-Louis, comme élève de logique et, l'année suivante, obtint une bourse au concours. Il était reçu Maître ès arts en 1788. Acolyte prêt à recevoir le sous-diaconat, il fit constituer en sa faveur un titre patrimonial de 120 livres. Heureux temps où 120 livres suffisaient pour vivre honnêtement ! Ordonné diacre, Jean Lemaître quitta le séminaire



Saint-Louis, le 1<sup>er</sup> juin 1790, et rentra à Beaumais. De grandes épreuves et des difficultés très pénibles l'y attendaient. M. Silvestre, le nouveau curé de la paroisse, et M. Duchemin qui lui avaient donné les premières leçons, prêtèrent le serment. Lui ne put s'y résoudre, et il sut résister au double exemple pressant qui cherchait à l'entraîner. Dans une lettre, dont le brouillon a été retrouvé, il nous dévoile toute son âme, prête au martyre. Il déclare à la fois son attachement aux prêtres restés fidèles, son attention à ne rien faire, à ne rien dire qui soit « réprouvé par la loy », et aussi la persistance de sa reconnaissance pour ceux qui lui avaient fait du bien.

Il avait une grande piété et se sentait porté, dans ses épreuves, à se tourner vers Dieu avec une tendre confiance. Dans les jours qui précédèrent son martyre, il composa une belle prière de réparation et d'acceptation des croix et des épreuves, que le cardinal Amette, archevêque de Paris, fit distribuer, pendant une retraite pastorale, à tous les ecclésiastiques présents. Elle est composée de textes scripturaires et d'extraits du processional de Séz, La voici en français, traduite du latin :

#### RÉPARATION ENVERS DIEU

*(Tirée des Saintes Écritures.)*

« Nous avons péché, Seigneur, nous avons été séduits par la vanité, et nous n'avons pas gardé votre commandement. Je vous en supplie, Seigneur, que votre oreille soit attentive à la prière de vos serviteurs qui veulent craindre votre nom. Seigneur,

Dieu d'Israël, êtes-vous irrité contre nous jusqu'à la consommation?

« Dieu grand et terrible, nous avons péché nous n'avons pas obéi à vos serviteurs les Prophètes qui ont parlé en votre nom. Seigneur, à nous la confusion du visage; à vous, la miséricorde et la propitiation. Que votre colère, je vous en supplie, se détourne de votre cité de Jérusalem et de votre montagne sainte. Ce n'est pas, appuyés sur notre justification, que nous abaissons nos prières devant votre Face, mais sur vos multiples miséricordes .

« V. Seigneur, Dieu du ciel et de la terre, regardez notre humilité, montrez que vous n'abandonnez pas ceux qui espèrent en vous.

« R. Secourez-moi, qui n'ai d'autre secours que vous, Seigneur .»

PRIONS.

*(Extrait du Processionnal (16<sup>e</sup> dimanche après la Pentecôte.)*

« Dieu qui, toujours perfectionnant la vertu dans notre infirmité, avez accordé à votre Église de croître au milieu des adversités; qui lorsqu'on la croit renversée, la faites alors plutôt prévaloir et l'exaltez, faites, nous vous en prions, que l'affliction démontre la solidité de notre foi, et que, par vous victorieuse, notre dévotion persévère au milieu des adversités.  
Par J.-C. N.-S.

« J. LEMAITRE, diacre de Séez ». 1791.

Le 17 juin 1792, Jean Lemaître, réfugié à Paris, et muni d'un dimissoire, en bonne et due forme, de

son évêque, reçut l'ordination sacerdotale des mains de M<sup>gr</sup> François-Gaspard de Jouffroy de Coussans, évêque du Mans, « dans la chapelle privée de sa demeure, située en la paroisse Saint-Sulpice ». Ordination touchante, faite en pleine persécution, dans une chapelle privée, par un évêque fidèle, en faveur d'un diacre fervent, qui, moins de trois mois après, allait verser son sang pour Dieu et pour le sacerdoce ! Jean Lemaître resta au séminaire Saint-Louis où il fut arrêté le 13 août et conduit prisonnier à Saint-Firmin.

Enfin le 13 août, on amena M. François-Guillaume Violard, prêtre, âgé de trente-deux ans, arrêté place Cambrai. On n'a sur lui aucun renseignement particulier, et la Congrégation des Rites ne l'a pas maintenu dans la liste des Martyrs.

Dans cette funeste journée du 13 août, où, dès le matin, la maison avait été changée en prison d'État, trente-cinq prêtres fidèles et trois laïcs pieux étaient venus s'adjoindre au personnel de la maison et aux réfugiés volontaires, mis eux aussi en état d'arrestation. M. François pouvait compter le soir en s'y mettant lui-même soixante-trois prisonniers <sup>(1)</sup>. Dès 8 heures du matin, à l'arrivée des premiers prêtres, venus du séminaire Saint-Nicolas du Chardonnet, et peut-être avant, MM. François et Boullangier, prévenus par les autorités, avaient fait « préparer des logements ». M. Boullangier note en effet que M. Andrieux et ses compagnons de capti-

1. Le personnel de la maison comptait : trois prêtres et trois frères. Il y avait en outre : M. Villette, cinq lazaristes ou ex-lazaristes réfugiés auprès de M. François, et treize prêtres séculiers, dont quatre nous sont inconnus. Voir pages 108 et 109.

vité restèrent en attendant, à la Section militaire, et y reçurent leur dîner d'un domestique de Saint-Nicolas.

A trois heures, les logements étaient prêts et les convois de prêtres, amenés dans la soirée, furent aussitôt réunis dans le séminaire Saint-Firmin à celui du matin. Qu'étaient ces logements? M. Boullangier nous le dit. C'était « les chambres de deux galeries du bâtiment neuf ». Ces deux galeries étaient gardées *manu militari*. « On mit à chaque bout, poursuit M. Boullangier, une sentinelle armée d'une pique ou d'un fusil ayant sa baïonnette, et, au milieu de la galerie, un troisième garde ayant le sabre nu à la main. » La consigne était sévère. « Il était défendu de descendre d'une galerie à l'autre. Le procureur du séminaire, et ceux qui avaient l'honneur de servir ces messieurs, pouvaient seuls communiquer avec eux, pour leurs besoins. Aussitôt que quelqu'un avait été amené au séminaire, le scellé était mis sur son logement et sur ses effets, il ne pouvait plus ni écrire ni recevoir de lettre, qu'elle n'eût été visée par un des commissaires, nommés par la Section pour veiller à la garde des prisonniers. Une bouteille d'eau même ne passait pas, sans le visa du commissaire. Les lettres anonymes n'étaient pas remises aux prisonniers. »

Ces derniers demandèrent la raison de pareilles rigueurs, on leur répondit : « qu'on les avaient incarcérés pour les soustraire à la fureur du peuple ». Et M. Boullangier d'ajouter : « Comme s'il eût fallu, pour cela, les priver de leurs effets, et les traiter avec tant de rigueur, dans le lieu même où on prétendait les avoir rassemblés pour leur avantage. »

## CHAPITRE IV

Nouvelles incarcérations : une le 14, trois le 17, une le 18, huit le 23, quatre le 26, une le 27, onze le 30, cinq le 31.

Le 14 août, M. François, ses confrères et les détenus de sa maison purent craindre, un instant, une journée aussi douloureuse que celle de la veille. On amena en effet de la rue Copeau, aujourd'hui rue Lacépède, un prêtre âgé de soixante-sept ans, Pierre-Jean Garrigues. Les perquisitions continuaient, où s'arrêterait-on? Pierre-Jean GARRIGUES était né le 2 mars 1725 à Sauveterre, aujourd'hui gros bourg de 1.249 habitants, à 36 kilomètres de Rodez. Déjà tonsuré, il était reçu Maître ès arts de la Faculté de Paris, le 14 janvier 1752. L'année suivante, il recevait les ordres mineurs, et, en 1754, le sous-diaconat.

Dans leurs listes des prisonniers de Saint-Firmin, l'abbé Laurent et Barruel lui donnent le titre de docteur, et Barruel ajoute professeur.

Il y eut deux ou trois jours d'accalmie. Le 17 août, à 10 heures du soir, on amena le curé de Saint-Nicolas du Chardonnet, ancien député de la Constituante, très connu dans le quartier, et, il y avait peu de temps encore, très influent.

Joseph-Marie Gros, originaire de Lyon, naquit, le 22 mai 1742, sur la paroisse Saint-Pierre et Saint-

Saturnin, de Claude-Hubert et de Marguerite Chévant. Admis au séminaire des Trente-Trois à Paris, il reçut la première tonsure le 12 juin 1762, les ordres mineurs en décembre 1764, le sous-diaconat en 1765, le diaconat le 13 juin 1767, et, six mois après, la prêtrise, le 19 décembre. Il était Maître ès arts, depuis octobre 1763.

Il débuta comme professeur de théologie au collège de Navarre et exerça en même temps, à partir du 22 décembre 1773, la charge importante de directeur de la maison des Trente-Trois. En 1785, il fut nommé curé de la paroisse Saint-Nicolas du Chardonnet. Son goût pour l'enseignement et son amour pour les livres le portèrent à publier, en 1785, 1786 et 1787, des études contre le philosophisme, mais déjà sa grande charité le faisait surnommer Père des Pauvres : son influence était grande dans tous les milieux.

En 1789, les électeurs du quartier Saint-Victor, où il résidait, l'élirent député aux États généraux. Tout ferme qu'il était sur les principes, il essaya deux fois, avant la persécution ouverte, de concilier les devoirs de sa conscience et les empiétements ou les exigences de l'Assemblée de la Section du Jardin des Plantes qui l'avait élu.

On se rappelle le rejet, que fit la majorité, de la fameuse motion par laquelle le Chartreux Dom Gerle essaya vainement, le 13 avril 1790, de faire reconnaître, par la Constituante, que la religion catholique, apostolique et romaine était et resterait toujours la religion de la nation, que son culte serait seul autorisé. Le lendemain du vote, 14 avril, un certain nombre de députés se réunissent, protestent contre le rejet de la motion et signent une

déclaration dans ce sens. Gros est au nombre des protestataires, il n'y restera pas longtemps. Son district, mis au courant des événements, prend la chose de très haut et vote l'exclusion « de toute société de ceux qui ont signé la déclaration ». Gros, très embarrassé, hésite bien un moment, mais, par amour de la paix, il rétracte sa signature. L'Assemblée et la Commune, à cette nouvelle, exultent et donnent, à tous, le curé de Saint-Nicolas, comme modèle. Félicitations et compliments très durs à entendre. Deux mois plus tard, après le vote de la Constitution civile du clergé, et à la suite de la Lettre pastorale de l'évêque de Toulon, dénoncée à l'Assemblée, Gros, comme pour répondre aux compliments qu'il lui pèsent encore sur le cœur, monte à la tribune, dit son admiration pour la Lettre pastorale incriminée, et demande à l'Assemblée de le remettre parmi les signataire de la déclaration, qu'il a eu la faiblesse de désavouer. A cette nouvelle, la Section du Jardin des Plantes irritée le mande à sa barre et lui demande des explications orales. Gros recule de nouveau, ses explications sont telles, qu'on les accepte comme une seconde rétractation !

En revanche il fut inébranlable lorsque la Constitution civile du clergé fut imposée. Tout d'abord, il signa l'adhésion à la célèbre *Exposition des principes*, puis il refusa courageusement le serment, et à l'Assemblée et dans son église. Le jeudi, 10 février 1791, le procureur de la Commune requit son remplacement comme réfractaire.

Il n'eut garde de s'éloigner, il avait trop conscience de son devoir, et, installé sur la paroisse, il continua, avec les prêtres restés fidèles, à exercer



le saint ministère dans des chapelles particulières. Obligé bientôt de se réfugier au sommet de la Montagne Sainte-Geneviève, à la Vieille-Estrapade, il y fut arrêté, par un homme à qui il avait fait du bien, et conduit à Saint-Firmin.

Avec M. Gros et dans la même maison, fut surpris et arrêté son neveu, Fougères Pierre-Philibert, né à Paris en 1742, et curé de Saint-Laurent, à Nevers, depuis 1769, ancien membre de l'Assemblée constituante. Le refus de serment lui avait fait perdre sa cure et sa place à l'Assemblée. A Paris, il prit toujours pension chez son oncle l'abbé Gros, qu'il suivit dans tous ses déménagements : rue des Bernardins, rue Hautefeuille, rue de l'Estrapade.

Tous les deux, entrés à Saint-Firmin à 10 heures du soir, furent conduits, en pleine nuit, au troisième étage du bâtiment neuf, et occupèrent les chambres n° 5 et n° 6. L'abbé Laurent dit que le géôlier Trinquez avait une grande vénération pour M. Fougères dont il déplora amèrement le sort. Il n'avait pas osé le prendre chez lui, parce que recéler un proscrit pouvait avoir les plus graves conséquences.

Un troisième captif, arrêté dans la rue Neuve-Saint-Étienne, fut adjoint à MM. Gros et Fougères, c'était un vicaire de l'église Saint-Hippolyte, M. MAGNELIN, âgé de cinquante-huit ans. On le fit monter au quatrième étage du bâtiment neuf à la chambre « n° 1 du petit corridor ». Il échappa aux massacres, devint plus tard curé de Neuilly et mourut le 11 février 1811 à quatre-vingt-un ans.

Le 18 août, on amena Nicolas VERRON, ancien jésuite, aumônier des religieuses de Sainte-Aure, arrêté rue Neuve-Sainte-Geneviève (rue Tourne-

fort). Né le 7 novembre 1740, dans le diocèse de Quimper, il fut admis au noviciat des Jésuites de Paris, le 25 septembre 1757 et enseigna au collège Louis-le-Grand. Ses supérieurs le tenaient pour un « très bon esprit, jugement solide, prudence sérieuse, tempérament porté à la mélancolie ». Il était en Belgique, en 1774. En 1779, il fut nommé aumônier des filles de Sainte-Aure, dont la grande dévotion était l'adoration perpétuelle du Cœur de Jésus. Il aimait lui-même beaucoup cette dévotion et faisait tout ce qui était en lui, pour la promouvoir et pour la répandre. Un jour qu'il parlait à ses religieuses des malheurs qui menaçaient de plus en plus la France, et même l'Europe, « peut-être serez-vous assez heureuses, s'écria-t-il, pour détourner l'orage de dessus le royaume qui a vu naître la dévotion au Sacré-Cœur de Jésus ». Le 1<sup>er</sup> juillet 1792, il constatait, avec une grande consolation et une grande confiance que, malgré la persécution, le Tabernacle n'avait cessé d'être entouré d'adoratrices ferventes. Son arrestation et la dispersion de ses filles ne devaient pas tarder hélas ! à faire le vide autour de ce tabernacle, privé de la sainte Eucharistie,

Il y eut encore cinq jours de tranquillité, dans le séminaire transformé en prison. Le 23 août, les arrestations en masse recommencèrent. Les victimes, cette fois, furent les professeurs du collège de Navarre et quelques docteurs de cette maison, réfugiés au collège voisin de Boncour, au nombre de six. En tête s'avancait le grand-maître PIERRE-JACQUES DE TURMÉNYES. Né à Gournay-en-Bray, diocèse de Rouen, il fut baptisé le jour même de sa naissance, le 5 octobre 1744. Déjà ordonné prêtre,

il fut reçu Maître ès arts de l'Université de Paris, le 7 novembre 1769. En 1772, nous le voyons qualifié du titre de prêtre-vicaire de la paroisse Saint-Philippe-du-Roule, dans une sentence du tribunal qui rectifiait son nom. Il obtint son diplôme de licencié en théologie en 1774, et, resté membre de la Société de Navarre, devenu censeur royal pour les études théologiques, il fut nommé grand-maître du collège; il s'imposait par sa science et ses vertus ecclésiastiques. Quand commença la persécution religieuse, il résista sans se lasser et maintint ses droits, le plus longtemps possible. Il refusa sans faiblir le serment, avec les professeurs de théologie de sa maison et ceux de l'école de Sorbonne; ensemble ils attendirent très unis les événements; ce fut, le 23 août, l'incarcération à Saint-Firmin.

Yves-André GUILLOU DE KERENRUN, second prisonnier, était proviseur du collège de Navarre et vice-chancelier de l'Université de Paris. Il était originaire de Lézardrieux, aujourd'hui diocèse de Saint-Brieuc, alors de Tréguier. Il fut reçu Maître ès arts à Paris, le 5 juillet 1768, étant encore simple clerc, mais, en 1776, quand il passa son examen de licence en théologie, il était prêtre et membre de la Société de Navarre; le doctorat en théologie lui ouvrit la porte aux dignités enviées de proviseur et de vice-chancelier.

Le troisième prisonnier était Yves-Jean-Pierre REY DE KERVISIC, ancien chapelain du collège de Navarre, arrêté, comme M. de Kerenrun, à Boncour. Il était parent de ce dernier, venu lui aussi du diocèse de Tréguier, où il avait reçu le baptême, à Plounez-Paimpol, le 6 avril 1761. Après une année de théologie à Saint-Brieuc, il fut présenté

au séminaire Saint-Nicolas du Chardonnet, par son parent et ami, le proviseur de Navarre, le 7 octobre 1785. Trois ans après, le 6 octobre 1788, il en sortait prêtre, et, après être resté quelque temps chapelain du collège de Navarre, il acceptait, en 1790, d'être vicaire administrateur des sacrements à la paroisse Saint-Jacques du Haut-Pas. Il ne devait pas y rester bien longtemps; à la fin de l'année, la grave question du serment à la Constitution civile du clergé se posa; uni au second vicaire de la paroisse, il le refusa sans hésiter, quitta la paroisse, d'où, après janvier 1792, aucun traitement ne lui étant plus payé, il se retira à Boncour, auprès de son parent le vice-chancelier. Là, en attendant le martyre, il continua à fréquenter et à aider le clergé fidèle; le 18 avril 1792, il signa comme témoin un acte de mariage, dans la chapelle du courageux M. de Pancemon, curé insermenté de Saint-Sulpice.

Le quatrième prisonnier, Pierre BRIQUET, professeur de controverse et bibliothécaire de Navarre, était né à Vervins, diocèse de Laon (aujourd'hui de Soissons), le 26 février 1742, de Charles et de Marie-Anne Meuret qui le firent baptiser dès le lendemain. Tonsuré à Paris en juin 1762 et reçu Maître ès arts le 2 août suivant, il fut ordonné sous-diacre, diacre et prêtre aux Quatre-Temps de décembre 1764, 65, 66. Il resta d'abord, comme préfet des classes, à Sainte-Barbe où il avait fait ses études, puis obtint le diplôme de docteur en théologie de la Société de Navarre, le 14 avril 1774, et habita le collège de Boncour, à partir de décembre 1779. Professeur de controverse, il resta très attaché à l'Église, s'associa à toutes les protes-

tations de ses confrères et, avec eux, refusa le serment. Il devait être une des premières victimes.

Le cinquième prisonnier, Jean-Michel PHELIPPOT (ou Philippot), premier chapelain et pointeur aux offices de la chapelle du collège de Navarre, avait quarante-neuf ans, en 1792. Son nom se trouve dans la liste des prédicateurs de la capitale, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Le sixième prisonnier, Michel-André-Sylvestre BINARD, professeur d'humanités de Navarre, venait du diocèse de Coutances. Né à Laulne, le 28 novembre 1742, il fut comme adopté par un protecteur puissant, M. Lecordier de Bigarre, marquis de Laulne, qui l'amena tout enfant à Paris, et lui fit faire ses études.

Tonsuré en septembre 1762, Binard étudia la philosophie au collège d'Harcourt, fit deux ans de théologie à Louis-le-Grand, reçut le sous-diaconat en septembre 1765, et, l'année suivante, en septembre 1766, passa au séminaire Saint-Nicolas du Chardonnet, où il fut ordonné prêtre en 1767.

Il remplit d'abord à Louis-le-Grand les fonctions de préfet des humanités, 1767-mars 1770, puis de second sous-principal, 1770. Nommé chapelain du collège de Navarre, le 7 novembre 1771, il y obtint la chaire d'humanités qu'il garda jusqu'à la fin.

Il eut maille à partir avec les Jansénistes qui le prirent plusieurs fois vivement à partie. Les *Nouvelles ecclésiastiques*, du 18 juillet 1768, contiennent sur lui ou mieux contre lui une page qui ne manque pas de verve, nous regrettons de ne pouvoir, faute de place, la citer.

M. Binart entretint des relations suivies avec Coutances son pays d'origine. En 1782, 1784 et 1785

il fit valoir ses grades, à l'évêché et au chapitre, pour obtenir un bénéfice dans son diocèse. En 1778, il s'employa activement à faire accepter un legs important de 5.000 livres, en faveur des pauvres de la paroisse de Laulne. Malgré « toutes les puissantes protections qu'il avait fait agir », il ne put faire reconnaître que des *rentes mobilières*. Il aimait ces pauvres de Laulne, ses concitoyens et, dans son testament olographe du 31 mars 1791, il les faisait ses légataires universels et leur laissait 23.000 livres en rentes constituées, sur la maison de Navarre, sur le domaine de la Ville et sur l'État.

A cette charité pour les pauvres, il unissait une piété profonde et un grand zèle pour entendre les confessions, aussi rejeta-t-il avec indignation la Constitution civile du clergé, refusa-t-il généreusement le serment et préféra-t-il attendre les événements à Paris, dans son collège de Navarre, tandis que d'autres se réfugiaient en Angleterre, et l'invitaient inutilement à les suivre.

Un septième prêtre fut amené à M. François, avec les professeurs des collèges de Navarre et de Boncour, M. Martin-François-Alexis Loublier, du diocèse de Séez. Né, en 1733, dans l'ancienne paroisse d'O près Mortée, reçu Maître ès-arts à Paris, le 14 octobre 1752, il débuta comme professeur au collège d'Alençon. Nommé, en 1766, curé de Condé-sur-Sarthe, il y déploya une grande activité, restaura l'église, s'occupa beaucoup des pauvres et des malades et continua cependant à se livrer à l'étude. Très opposé à l'église constitutionnelle, il publia, pour éclairer ses fidèles, un ouvrage intitulé : « *L'Église constitutionnelle est-elle catholique?* » Tout cela n'empêcha pas les électeurs d'Alençon de vouloir le

nommer évêque constitutionnel. Il refusa fièrement, rompit un peu bruyamment avec le prêtre, son ancien ami, qui avait eu la faiblesse d'accepter cette charge et comprit qu'il devait s'éloigner. Il se réfugia à Paris, où il trouva le martyr. Sa mémoire est restée en vénération, dans son ancienne paroisse.

M. Boullangier relève le nom d'un huitième prêtre, arrêté au collège de Navarre, M. Imberti, qui fut délivré par un garde national, au commencement des massacres. Nous n'avons rien trouvé sur lui.

Le 26 août, M. François vit arriver quatre nouveaux prisonniers : MM. Gilles-Louis-Symphorien Lanchon, aumônier des religieuses de Port-Royal, Claude Bochot, supérieur, et Eustache Félix, économiste de la Maison de la Doctrine chrétienne, connue aussi sous le nom de Saint-Charles, et enfin le P. Pottier, Eudiste, qui dirigeait la maison de la rue des Postes, depuis l'incarcération aux Carmes du P. Hébert, supérieur.

Gilles-Louis-Symphorien LANCHON, un des derniers enfants d'une famille nombreuse, naquit aux Pieux, diocèse de Coutances, de Gilles-Louis et de Anne-Françoise Noury, très estimés dans le pays, le 22 août 1754. Il fut baptisé le jour même.

Entré de bonne heure au séminaire, tenu par les Eudistes à Valognes, il ne figure qu'une seule fois, jusqu'à son sacerdoce, dans les registres paroissiaux de Pieux, et c'est pour être parrain, avec une de ses sœurs, comme marraine, le 22 novembre 1775; il donna à l'enfant son nom de Louis. A cette époque, on n'était pas prodigue de vacances et de sorties dans les séminaires! Le 20 mars 1778, son père étant décédé, il se constitua lui-même, sur son



propre bien, un titre de 100 livres, c'était alors suffisant pour vivre ! Un de ses frères, avocat, assista comme témoin à cet acte.

Après son ordination sacerdotale, il retourna aux Pieux et, jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 1782, assista à des mariages, fit des baptêmes, etc... Il part alors pour Paris. D'abord vicaire à Saint-Côme, il est apprécié de tout le monde; il quitte pourtant ce poste, désireux qu'il est de se donner davantage à la prédication, et il accepte de devenir directeur spirituel des religieuses de Port-Royal. Là encore par sa piété, sa prudence, son humilité, il se fait aimer, mais à cause des perquisitions multipliées des révolutionnaires, il quitte la maison et se cache. L'un de ses neveux, François-Marie Lanchon, décédé juge de paix des Pieux, le 8 juin 1865, connu, à Paris, où il faisait ses études, en 1827, un compatriote et condisciple de l'abbé Lanchon, vieux jureur impénitent qui, le 25 août 1792, veille de l'arrestation, rencontra le chapelain, déguisé, dans une rue de la capitale, et l'engagea vivement à quitter Paris, l'assurant que le lendemain ce serait trop tard. M. Lanchon refusa : « Je reste, dit-il, il arrivera ce qui plaira au bon Dieu. » Le lendemain, comme il entra dans une chapelle, pour dire la sainte messe, il fut reconnu par un fonctionnaire, arrêté et conduit à Saint-Firmin.

Claude BOCHOT naquit à Troyes, paroisse Saint-Jean, le 10 juillet 1720, d'Eustache et de Élisabeth Léger. Il entra chez les Doctrinaires de Saint-Charles à Paris, le lundi 10 octobre 1740 et fit profession, l'année suivante, le 16 octobre. Ses parents lui constituèrent le titre d'ordination nécessaire. Il fut recteur du collège de Noyers

(Yonne) en 1759 et de celui de Saint-Charles à Paris en 1785, 1786, puis de 1789 à 1792. C'est dans sa maison de Saint-Charles, qu'il fut arrêté, le 26 août, et conduit prisonnier près de M. François.

Eustache FÉLIX, comme Claude Bochot son supérieur, était né à Troyes, et sur la paroisse Saint-Jean, le 23 avril 1736. Il avait été reçu au noviciat des Doctrinaires, à Paris, le 20 mai 1757. Dix-neuf ans après seulement, tandis qu'il faisait partie du personnel du collège de Chaumont-en-Bassigny, où les Doctrinaires avaient remplacé les Jésuites dissous, il obtint, le 16 décembre 1776, des lettres de l'évêque de Troyes l'autorisant à se faire ordonner sous-diacre, diacre et prêtre à Langres. Il avait auparavant rempli les fonctions de régent au collège de Vitry-le-François.

En 1785, il fut nommé procureur à Saint-Charles et le resta jusqu'à son arrestation et à sa mort. Il jouissait d'une grande estime auprès de ses confrères qui le nommèrent conseiller de la Province, en 1789, en même temps que son supérieur, Claude Bochot. C'est à ce titre que le 11 octobre 1791, il signa la dernière délibération prise par les Doctrinaires de Paris. Dans le recteur et le procureur de Saint-Charles, M. François, ancien supérieur du grand séminaire de Troyes, trouva sans doute, non seulement d'anciennes connaissances, mais des amis.

Pierre-Claude POTTIER né au Havre, le 20 septembre 1743, entra, à dix-neuf ans à Valognes, au noviciat des Eudistes, le 24 septembre 1762. Après avoir enseigné avec éclat, dans différentes maisons de son ordre, il fut nommé supérieur du grand

séminaire de Rouen, en 1775. Il conduisit très bien sa maison, pendant les premières années, s'aveugla et méconnut complètement ses devoirs au début de la Révolution et au moment du vote de la Constitution civile du clergé, mais sut rétracter son serment et réparer loyalement et héroïquement sa faute. Le dimanche 16 janvier 1791, il monta en chaire dans la cathédrale de Rouen et prêta le serment, après avoir prononcé un discours très préparé. Ses illusions ne furent pas de longue durée et ce furent ses séminaristes, ceux qu'il avait lui-même formés, qui, les premiers, le rappelèrent au devoir. Le lundi matin, 17 janvier 1791, moins de vingt-quatre heures après la théâtrale prestation du serment, le supérieur du séminaire se rendit, le matin, à la salle d'oraison, pour présider la méditation des séminaristes. Il trouva la salle vide. Il attendit un moment, personne ne se présenta, aucun séminariste ne descendait. Surpris, il va frapper aux portes des chambres, personne n'est levé. Il s'approche d'un lit et invite le séminariste couché à se lever, et à se rendre à l'oraison, mais le séminariste lui réplique, d'un ton décidé : « Nous ne vous connaissons plus pour notre supérieur, puisque vous avez abandonné le sein de l'Église catholique, et nous ne devons plus prier avec vous. » Pottier, comme étourdi, entre encore dans quelques chambres, et reçoit partout la même réponse. Alors seulement, ses yeux se dessillent, et il entrevoit la grandeur de sa faute. Son séjour au séminaire n'est plus possible, il le comprend et part aussitôt pour Le Havre, espérant trouver au sein de sa famille, avec un peu de repos, le temps et les moyens de se ressaisir. Mais sa mère, femme vertueuse et pleine de foi, refuse de le

recevoir : « Retirez-vous, Monsieur lui dit-elle, je ne reçois pas un apostat. » Et lui de répondre simplement : « Je ne le suis plus. »

Il retourne à Rouen, demande l'hospitalité à une pieuse dame et commence à rédiger un acte de rétractation. Sur ces entrefaites, M. Hébert, supérieur de la congrégation des Eudistes, mis au courant des événements, quitte en toute hâte Paris et vient auprès de son confrère pour l'aider à rentrer dans le devoir. Il fallait avant tout rétracter le serment. Le samedi suivant, 22 janvier, six jours seulement après le discours pompeux de la cathédrale, un exploit d'huissier notifia à « MM. les maires, officiers municipaux et procureur de la commune de Rouen, la rétractation déposée au tribunal de la ville et dûment contrôlée... »

Le serment rétracté et la rétractation rendue publique, il fallait quitter définitivement Rouen. M. Hébert prend avec lui son confrère, et le conduit à Paris, dans la maison des Tourettes de la rue des Postes, rue Lhomond actuelle. Là s'étaient réfugiés le P. Lefranc, supérieur de Coutances, et d'autres ecclésiastiques non assermentés qui étaient venus chercher un refuge auprès des Eudistes, leurs anciens maîtres. Le milieu ne pouvait être mieux choisi, pour un converti, avide de se réhabiliter et d'éclairer ses frères. Par la plume et par la parole, Pottier combattit le schisme et montra la nécessité de rester fidèle à l'Église romaine, en refusant ou rétractant le serment. Il prêcha des retraites aux prêtres et aux fidèles, et les prépara à la mort en s'y préparant lui-même. Il trouva auprès de M. François, en arrivant à

Saint-Firmin, une âme sacerdotale qui depuis le commencement avait vigoureusement et avec succès mené les mêmes combats.

Le 27 août, on amena Sauveur Costa, prêtre, dont on ne connaît que le nom et la date d'arrestation, et qui n'a pas été maintenu dans la liste des martyrs.

Le 30 août, onze nouveaux prêtres arrêtés vinrent augmenter le nombre des prisonniers. Antoine-Claude-Auguste BEAUPOIL DE SAINT-AULAIRE, né à Jonzac en 1765, fut successivement élève des séminaires Saint-Louis, Saint-Nicolas et Saint-Sulpice de Paris, nommé Maître ès arts, en 1786, et chanoine de Saint-Hilaire de Poitiers en 1789, il préparait sa licence en théologie, quand la gravité des événements l'obligea à se retirer au collège de Boncour, auprès de ses maîtres de Navarre, réfugiés dans la même maison. Il ne remplissait aucune fonction publique et n'était à aucun titre, tenu au serment, mais il était prêtre et il s'appelait de Saint-Aulaire, c'était plus que suffisant pour le faire arrêter. La Congrégation des Rites, ne l'a pas maintenu dans la liste des martyrs.

Denis-Claude DUVAL, vicaire de Saint-Étienne-du-Mont, né sur la même paroisse, entra, le 19 juin 1762, âgé de vingt-deux ans, au séminaire Saint-Nicolas du Chardonnet, pour commencer sa théologie. Il fut ordonné sous-diacre en mars 1763, diacre en avril 1764, et prêtre en juin 1765. Déjà bachelier en droit canonique, depuis le 1<sup>er</sup> avril, il passa heureusement ses examens de licence, le 11 juillet, et exerça le saint ministère, comme vicaire, dans sa paroisse natale, jusqu'en 1791, le dernier terme de son traitement vicarial est arrêté

au 1<sup>er</sup> avril. Il ne put se résoudre à prêter le serment, mais il refusa de quitter le quartier; et les persécuteurs le découvrirent le 30 août, au n<sup>o</sup> 18 de la rue Bordet, depuis rue Descartes; ils le conduisirent à Saint-Firmin.

François-Joseph MONNIER, vicaire de Saint-Séverin, né le 18 mars 1763 à Paris, fit au séminaire Saint-Vivien à Rouen ses humanités, sa philosophie et une année de théologie. Ordonné acolyte, il entra au séminaire Saint-Louis à Paris le 1<sup>er</sup> avril 1787 et y reçut le sous-diaconat à la Saint-Mathieu suivante. Il fit une dernière année de théologie, du 2 juin 1788 au 9 juin 1789 au séminaire Saint-Nicolas. Etant encore au séminaire, au mois d'avril, il assista à l'assemblée de Saint-Nicolas du Char-donnet qui désigna les électeurs aux États généraux. Il fut nommé vicaire à Saint-Séverin, et quand, en 1791, on lui demanda le serment, il refusa de le prêter, mais ne put se résoudre à quitter la montagne Sainte-Genève; il y fut arrêté, le 30 août, rue du Plâtre-Saint-Jacques, depuis rue Domat, et se laissa conduire à Saint-Firmin.

Jean-François-Marie DE VOURLAT, originaire de Lyon, paroisse Saint-Nizier, fut baptisé le 26 mars 1731, jour de sa naissance. Il entra dans la Compagnie de Jésus, le 7 septembre 1746 et fit profession, dix-huit ans après, en 1764. Il enseigna successivement la grammaire, les humanités, la rhétorique et la philosophie. Forcé de se séparer de ses confrères, à la suppression de la Compagnie, il accepta d'être aumônier des Dames de l'Adoration perpétuelle, rue Cassette, à Paris. Il avait un réel talent pour la prédication et la conduite des âmes, aussi était-il recherché et aimé de tous. Il était retiré,

depuis quelques années, chez les Eudistes, quand il fut reconu, arrêté et incarcéré le 30 août 1792.

Ce même jour du 30 août, trois prisonniers vinrent encore à Saint-Firmin; ils sortaient du séminaire de la Sainte-Famille ou des Trente-Trois. Cette maison avait été fondée par Bernard « le pauvre prêtre » pour « donner moyen à de pauvres écoliers de continuer leurs études... limitant leur nombre à 33, en l'honneur des trente-trois années que Notre-Seigneur Jésus-Christ a passées sur la terre, à l'intention de rendre lesdits écoliers capables d'être promus au sacerdoce, soit pour demeurer en l'ordre ecclésiastique, ou pour entrer dans les ordres réguliers ». Elle occupait, rue de la Montagne Sainte-Genève, l'hôtel d'Albiac, vis-à-vis le collège de Navarre.

Le premier prisonnier des 33, cinquième de la journée, fut le supérieur du séminaire, Marc-Antoine-Philippe FAUCONNET, né à Aumale, le 30 septembre 1755, de Jean-Baptiste et de Marie-Madeleine Mullet. Il quitta de bonne heure son diocèse et entra, à l'âge de vingt ans, le 1<sup>er</sup> octobre 1775, au séminaire des Trente-Trois. Il y fut tonsuré l'année suivante, juin 1776, reçu Maître ès arts le 1<sup>er</sup> août 1777, et nommé professeur en avril 1780. Il eut le titre de directeur, le 1<sup>er</sup> janvier 1781, tout en restant professeur et, le 1<sup>er</sup> août 1784, il devint procureur. Il ne perdait pas de vue les études sacrées et, en 1786, il passa sa licence en théologie. L'année suivante, 1<sup>er</sup> mars 1787, il était Docteur en théologie et nommé supérieur du séminaire. Le refus de serment amena son arrestation et son incarcération à Saint-Firmin. La Congrégation des Rites ne l'a pas maintenu dans la liste des martyrs.



Le second prisonnier, amené des Trente-Trois, fut René-Joseph URVOY DE PLOUIZY, près Guingamp. Maître ès arts de l'Université de Paris, à vingt-deux ans; le 9 août 1788, il fut nommé l'année suivante boursier du collège de Tréguier à Louis-le-Grand. Diacre le 4 mai 1791, il fut ordonné prêtre le 23 octobre 1791, par M<sup>gr</sup> de Bonal évêque de Clermont, dans l'hôtel de Pons sur la paroisse Saint-Sulpice. Au moment de son arrestation, il était maître de conférences au séminaire des Trente-Trois.

Le troisième prêtre, arrêté aux Trente-Trois, est l'abbé Charles CARNUS, futur patron des aviateurs. Il naquit, le 30 mai à Peyrinhac, dans le diocèse de Rodez, et fut présenté le lendemain aux fonts baptismaux, dans l'église Notre-Dame de Vanc. Il alla faire ses études à Paris, au séminaire des Trente-Trois, puis revint à Rodez, où il enseigna la théologie, la philosophie et les sciences physiques. Il suivit avec intérêt les expériences des frères Montgolfier et prit part, dit-on, à une des premières ascensions en montgolfière. Le souvenir en serait gardé fidèlement à Rodez. Dès les premiers mois de 1791, les professeurs du collège de Rodez furent mis en demeure de prêter le serment à la Constitution civile du clergé, Charles Carnus déclara nettement qu'il était contraire à sa conscience et à sa foi, et il refusa de le prêter. Ses adversaires excitèrent contre lui quelques élèves animés de mauvais esprit. Carnus écrivit au Directoire du Département et fit signer sa lettre par tous les professeurs non assermentés, mais le principal du collège réunit un bureau d'administration, composé de révolutionnaires, et fit prononcer l'exclu-

sion des professeurs insermentés. Le maire lui-même signifia cette décision aux intéressés, le 9 mars 1791. Charles Carnus, menacé de poursuites et d'exil, se réfugia à Paris, d'abord au collège de Navarre, puis au séminaire des Trente-Trois, où il fut arrêté, le 30 août, et incarcéré à Saint-Firmin.

On ne tarda pas à apporter un prêtre malade, arrêté et saisi dans son lit, rue Mouffetard, Bertrand DE CAUPENNE. Né à Jegun, diocèse d'Auch, le 1<sup>er</sup> janvier 1753, d'une vieille famille aristocratique, composée d'au moins quinze enfants, il fut tout jeune destiné à l'état ecclésiastique, et fait chanoine de la Collégiale de Simorre, dans son diocèse, à l'âge de neuf ans. Il fit de bonnes études au collège de la ville d'Auch et fut ordonné prêtre le 10 mars 1780, à l'âge de vingt-sept ans.

De graves obligations de famille le portèrent à refuser, au pays natal, la cure de Montdébat, et à se rendre à Paris. En 1789, on lui offrit le vicariat de Montmagny, aujourd'hui en Seine-et-Oise, et il l'accepta.

En janvier 1791, il refusa le serment; comme on le pressait de le prêter, il répondit : « Jamais les Caupenne n'ont manqué à leur parole d'honneur; j'ai donné la mienne à Dieu et au roi; je saurai la maintenir, s'il le faut, jusqu'à la mort », et il sut la maintenir.

Obligé de quitter Montmagny, il rentra à Paris, prit un petit logement dans la rue Mouffetard, et y connut l'extrême pauvreté et même la misère. Au printemps de 1792, une retraite ecclésiastique fut prêchée dans le collège des Lombards, Bertrand de Caupenne y assista et signa avec les autres prêtres une adresse de fidélité au pape. Il rentra

chez lui et ne tarda pas à être atteint d'une forte fièvre, suite évidente des privations qu'il avait endurées. Il était couché, quand on vint l'arrêter; dès qu'il aperçut les forcenés qui avaient violé sa pauvre demeure, il leur dit : « C'est pour m'enfermer avec les prêtres, que vous venez me chercher ! Allons, je vais vous suivre. Il convient à Caupenne de mourir sur le lit d'honneur. » Ses forces le trahissant et l'empêchant de marcher, ces malheureux l'entraînèrent à moitié vêtu, à la mairie du Panthéon puis à Saint-Firmin, où on dut le coucher aussitôt.

Le 30 août encore, fut amené à Saint-Firmin Michel LEBER, docteur de Sorbonne, curé de la Madeleine de la Ville-l'Evêque, depuis le 29 décembre 1778. « C'était, dit Barruel, un de ces hommes qu'il est impossible de haïr, simple dans ses manières, pacifique, uniquement occupé de sa paroisse, et surtout des pauvres à qui il donnait tout. Ses paroissiens disaient de lui : « C'est un brave et bon prêtre, mais il n'a pas juré. » Il refusa en effet de prêter le serment, le 20 janvier 1791, et continua cependant à administrer sa paroisse, après avoir simplement promis de ne rien dire en chaire qui pût échauffer les esprits. Sur ces entre-faites, parut le mandement de l'archevêque de Paris qui protestait contre la destitution des curés fidèles. M. Leber se hâta de le lire en chaire, le dimanche 20 février. Le commissaire de police de la Section du Roule, averti du fait, accourut à l'église, trouva M. Leber à la sacristie et l'interpella vivement à ce sujet. M. Leber répondit qu'il s'était contenté de lire la lettre de M<sup>gr</sup> l'Archevêque, dont tout le monde parlait depuis trois jours, mais qu'il s'était

gardé, fidèle à la parole donnée, de dire quoi que ce soit, qui aurait pu échauffer les esprits. Le commissaire dressa procès-verbal.

Le 3 avril, notification lui fut faite de l'élection de son successeur. Il céda à la violence, mais résolut de rester dans la paroisse, et, dix mois plus tard, le 1<sup>er</sup> février 1792, tenant vaillamment tête au schisme envahissant, il fit parapher par M. de Floirac, vicaire général de M<sup>gr</sup> de Juigné, un « registre pour servir de première minute aux actes de baptêmes, célébration de mariages et sépultures, en faveur des paroissiens de la Madeleine de la Ville-l'Evêque, à Paris, qui demeureront fidèles à leurs légitimes pasteurs, pendant le schisme de France... ». Ce registre, pieusement conservé à l'église actuelle de la Madeleine, porte, comme premier acte, un ondoisement signé : *Leber, curé*.

Retiré rue du Faubourg-Saint-Honoré, M. Leber fut facilement découvert par les patriotes, arrêté, et conduit à Saint-Firmin<sup>1</sup>.

Le 31 août<sup>2</sup>, M. François vit arriver cinq nouveaux prisonniers. Le premier Nicolas GAUDREAU, fils d'un relieur de la rue Charette (aujourd'hui englobée dans le collège Sainte-Barbe), avait fait ses études au séminaire des Trente-Trois. Nommé vicaire de Vert-le-Petit, dans le diocèse de Ver-

1. Le dixième prisonnier, conduit à Saint-Firmin, le 30 août, s'appelait Jacques Fangousse de Sartret, âgé de soixante ans, arrêté place Maubert. On n'a pas de renseignement sur lui et la Congrégation des Rites ne l'a pas maintenu dans la liste des martyrs.

2. Le onzième prêtre incarcéré, le 30 août, fut l'abbé Claude-Ignace Laurent, dont nous citerons bientôt la précieuse relation.

sailles, en 1776, il en devint curé deux ans après, à la mort du titulaire. Il vécut là, très tranquille, jusqu'à la Révolution. Les mauvais jours arrivés, il refusa le serment, comme la plupart des prêtres du doyenné d'Arpajon, auquel il appartenait. Il put rester sur les lieux et continuer à administrer sa paroisse, jusqu'à la fin d'octobre 1791. Le manque de prêtres constitutionnels obligea les autorités, là comme en bien des endroits, à fermer les yeux sur cette irrégularité. Cependant, le 10 octobre, des élections, faites dans l'église de Corbeil, lui donnèrent un successeur, et il se retira à Paris, dans sa famille. Il y fut facilement découvert, le 31 août, arraché des bras de son père, arrêté, au milieu de ses parents en larmes, et de là conduit à Saint-Firmin.

Les deuxième et troisième prisonniers furent deux chanoines réguliers de l'abbaye Sainte-Geneviève : Claude PONS naquit au Puy, paroisse de Saint-Pierre-Monastier, en 1729. Il entra dans la Congrégation des chanoines réguliers de Sainte-Geneviève, dits de la Congrégation de France, à l'âge de vingt-sept ans, en 1756, et fit ses vœux, l'année suivante.

Jean-François BONNEL DE PRADAL, originaire d'Ax-les-Thermes, diocèse de Pamiers, naquit de Pierre et de Paule de Marcaillou et fut baptisé le lendemain, 6 septembre 1738. A vingt ans, le 4 septembre 1758, il entra à Sainte-Geneviève et fit profession, l'année suivante, le 21 novembre 1759.

Il fut envoyé d'abord, à l'abbaye de Saint-Lô, où il se prépara à l'ordination de la première tonsure et des ordres mineurs, qu'il reçut, en septembre 1762, à la cathédrale de Coutances. Il fut

dirigé ensuite sur Angers, puis revint à Paris, à l'abbaye Sainte-Geneviève. Partout il se montra religieux fervent, très attaché à son devoir. Quand la Constituante vota la suppression des vœux et prétendit rendre la liberté aux religieux, il déclara ne pas vouloir de cette prétendue liberté et resta fidèle à ses engagements.

Il aimait beaucoup les pauvres et leur donnait volontiers tout ce qu'il avait. Cette charité l'avait rendu populaire, et, au mois d'août 1792, ses protégés le délivrèrent, une première fois, des mains des patriotes envoyés pour l'arrêter. Quelques jours après, ces mêmes pauvres venaient encore le quêter, il dut leur dire qu'il n'avait plus rien absolument. Une femme du peuple se permit de lui répliquer : « Mais il vous reste encore le mouchoir de poche que vous tenez à la main ! » — « Eh bien le voilà ! reprit-il, prenez-le et je pourrai dire que je n'ai plus rien à moi ! »

Arrêté, le 31 août, à Sainte-Geneviève, avec son confrère Claude Pons il fut conduit à la Section du Panthéon. Les commissaires les mirent en demeure, pour les élargir, de prêter le serment de Liberté-Égalité. Ils refusèrent et préférèrent la prison avec toutes ses conséquences.

En béatifiant les glorieuses martyres d'Arras et d'Orange, Benoît XV et Pie XI devaient proclamer que, mourir pour refus du serment de Liberté-Égalité, était mourir pour la foi. Le peuple chrétien avait eu ce sentiment religieux et cette ferme croyance, dès la mort glorieuse de nos généreux martyrs. Voici ce que dit, au procès de l'Ordinaire, un des témoins appelé à déposer sur Bonnel de Pradal : « Il n'a jamais cessé d'être regardé comme

un martyr de la Foi. Dans toute sa parenté, on ne parle de lui que comme d'un saint. Son nom n'est prononcé qu'avec un respect profond et une vénération parfaite... »

Le quatrième prêtre, amené prisonnier à M. François, le 31 août, est Jean-Baptiste LE GRAND, « prêtre licencié en théologie et professeur de philosophie au collège de Lizieux », écrit, dans sa liste très précieuse, l'abbé Claude-Ignace Laurent. Jean-Baptiste LE GRAND, originaire de Versailles et baptisé, le 24 avril 1745, en l'église Notre-Dame, était fils de Philippe, marchand bonnetier et de Marie-Anne Martin. Il entra au séminaire Saint-Louis, en 1761, et y accomplit le cours de ses études. Clerc en décembre 1761, minoré en juin 1767, il fut ordonné prêtre au mois de mai 1769. Comme professeur de philosophie au collège de Lizieux, il se vit déférer le serment et le refusa sans hésiter. Retiré rue Jean-de-Beauvais, il ne put échapper longtemps aux ennemis de l'Église qui le saisirent, le 31 août, et l'envoyèrent à Saint-Firmin.

Le 31 août encore, entra à Saint-Firmin, victime réservée pour la mort, le grand prieur de l'abbaye des chanoines réguliers de Saint-Jean-des-Vignes de Soissons. Jean-Thomas LE ROY naquit à Épernay, le 2 mars 1738. A l'âge de dix-sept ans, le 10 janvier 1755, il entra à l'abbaye des chanoines réguliers de Saint-Jean-des-Vignes de Soissons, où il devait occuper les plus grandes charges. En 1783, il fut nommé prieur-curé de la paroisse de La Ferté-Gaucher qui relevait de l'abbaye. C'est aujourd'hui un chef-lieu de canton de Seine-et-Marne, comptant 1.936 habitants. Il se fit vite



remarquer par sa grande charité, et gagna tous les cœurs. Quatre ans après, il fut nommé grand prieur de l'abbaye elle-même et sut y faire régner une grande régularité. Le soin de l'abbaye ne l'empêcha pas du reste de garder l'administration de sa paroisse. Comme prieur et comme curé, il fut chargé, en mars 1789, de la rédaction des Cahiers du clergé du bailliage de Soissons, pour les États généraux.

« Après la suppression des couvents, il se consacra uniquement à sa cure ». Vint le moment du fameux serment constitutionnel ; homme bon et pacifique par tempérament, il chercha à concilier le plus possible et prêta le serment avec restriction : « Je jure de veiller avec soin sur le troupeau qui m'est confié, d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir, de tout mon pouvoir, la constitution civile et politique, décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi, sous la réserve expresse de ce qui regarde le spirituel, et de ce qui serait contraire à la doctrine de l'Église, à la discipline, et aux principes de la religion catholique, apostolique et romaine, dans laquelle je veux vivre et mourir. » Ces restrictions ne firent qu'attirer la défiance du Conseil général de la commune. Il se vit épié en tout, et très vite accusé d'opposition aux principes de la Révolution. En juillet 1791, il dut céder la place aux intrus ; il rentra à Paris et se cacha dans la rue de Bièvre. C'est là qu'il fut arrêté, le 31 août, pour être dirigé sur Saint-Firmin.

Enfin, nous avons des détails intéressants sur l'incarcération, à Saint-Firmin, de ce même Claude-Ignace Laurent qui nous renseigne fidèlement sur

une foule d'autres prisonniers et martyrs. Curé insermenté de Frétigny, au diocèse de Chartres, et chassé bientôt de sa paroisse, il avait demandé asile au collège de Navarre, dont il était docteur. Il nous a laissé une relation très importante (1), qu'il composa immédiatement après sa libération, et dont nous extrayons des renseignements intéressants, sur les incarcérations et sur la vie de prison à Saint-Firmin.

Il avait heureusement échappé aux perquisitions minutieuses et générales de la fatale nuit du 29 au 30 août, dont il nous a laissé un sombre tableau. Le jour venu, il chercha à fuir et se cacha plusieurs heures au milieu des décombres d'un hangar, dans les dépendances du collège de Navarre. Surpris et dénoncé par une femme, il fut arrêté et conduit à la Section, devant un juge improvisé, appelé Hù, qui s'était installé à Navarre. Il raconte lui-même les diverses phrases et les péripéties de son interrogatoire. Devant l'assemblée générale de la Section permanente du Panthéon, il essaie de se justifier, il avoue qu'il est prêtre, il a refusé le serment à la Constitution civile, mais il a quitté sa paroisse, le jour même de sa dépossession; depuis dix-huit mois, il vit tranquille à Paris et ne se mêle de rien.

Il se dit partisan du gouvernement républicain, regarde comme licite le serment de Liberté-Égalité, mais refuse cependant de le prêter tant qu'il est

1. « Relation de Claude-Ignace Laurent, né le 14 janvier 1761 dans le diocèse de Langres, docteur en théologie, curé de Frétigny, diocèse de Chartres... Il devint curé de Sedan et mourut au château du Bréau, près de Dormans (Seine-et-Marne) » .

en état d'arrestation. Tandis que les soldats l'applaudissent, le juge, gardant un calme hypocrite, fait observer qu'avec ces belles protestations, il peut, dans les circonstances actuelles, « être au fond un homme dangereux », et que des précautions s'imposent à lui, juge de la Section. Quelques jours de séminaire ne lui feront point de mal, il peut du reste être tranquille sur les suites, il ne lui arrivera rien de fâcheux, s'il n'est pas un conspirateur « du Château ». A ces mots Claude Laurent l'interrompt et lui prend familièrement la main : « Conspirateur ! ah vous savez bien, dans votre âme et conscience, que je n'en suis pas un. Je ne suis pas non plus dupe de vos promesses, et je prévois le sort qui m'attend. Non, je ne me fais point illusion : nous ne sommes pas assez importants pour être *otages*, on ne peut donc nous arrêter que comme victimes. »

Soit compassion, soit désir de mieux dissimuler, le juge retient l'otage à déjeuner, et, au moment où on s'y serait le moins attendu, il prononce l'arrêt fatal : « Conduisez le citoyen, *fraternellement* et sans armes à Saint-Firmin. » Procédés et procédure étranges, dignes de ces temps troublés, où tout est confusion et paradoxe ! L'un des assesseurs porte « le chiffon appelé procès-verbal, dans lequel le juge déclarait m'avoir arrêté, dit M. Laurent, *pour refus d'obéissance à la loi* ; il auroit été bien embarrassé s'il eût fallu citer le décret auquel j'avais refusé d'obéir ».

« Au moment de mon départ pour la prison, continue M. Laurent, une tristesse subite et profonde s'empara de moi. C'était la première fois de ma vie que je me voyais privé de ma liberté,

et j'étais persuadé que j'allais à la mort : je regrettais vivement d'avoir ainsi perdu le fruit de vingt jours de sollicitudes, de précautions et d'efforts : je me reprochais amèrement mon impatience et les fautes qu'elle m'avait fait commettre : j'étais outré de l'injustice et de l'atrocité du traitement qu'on me faisait subir. Cessant d'ailleurs d'être échauffé par la dispute et soutenu par l'espérance, livré à moi-même et à mes réflexions, je sus étonné du coup qui me frappait, et le courage sembla m'abandonner un instant. Je marchais les yeux baissés et la tête penchée, d'un air triste et rêveur. L'un de mes conducteurs s'en aperçut et il voulut me donner quelques consolations. Mais, quoiqu'il eût un ton et une mine assez honnêtes il s'y prit sottement et je le rabrouai... Enfin nous arrivâmes à Saint-Firmin. »

## CHAPITRE V

La vie de prison à Saint-Firmin. — Les six geôliers de la prison. — Vie matérielle des prisonniers. — Vie spirituelle intense. — Le B. François reste l'âme de la maison.

L'abbé Laurent, dans sa relation, peint au vif un des côtés les plus pénibles de la vie de prison, pendant la Révolution, les relations inévitables avec des geôliers improvisés : « Lorsque nous arrivâmes, écrit-il, à la maison d'arrêt, on me conduisit d'abord au Comité. Celui qui tenait le bureau, en ce moment, étoit un gros et grand boucher »... « Le chef de mes conducteurs lui remit le procès-verbal de mon arrestation, qu'il eut quelque peine à lire; ensuite on m'écroua. Ce commissaire me parut du reste assez bonhomme et poli; il m'offrit cordialement ses services, pour agir et pour correspondre au dehors avec mes amis. Vous n'êtes sûrement arrêté, me dit-il, que pour n'avoir pas toujours été exact à votre poste de citoyen. Que ne faisiez-vous comme moi, morbleu! Il faut se montrer par le temps qui court, croyez-vous que je fasse un pareil métier, par partie de plaisir? Non certes, je ne suis ici que pour n'être pas tracassé moi-même. Il me dit encore une foule d'autres belles choses, puis finit par m'envoyer en prison,

où il m'oublia complètement; j'en eus la preuve, dès le lendemain, quand je voulus lui rappeler ses offres.

« Au moment où je passais le fatal guichet, mes compagnons d'infortune sortoient de la salle, où l'on faisoit en commun la lecture d'*Eti-Feuillant*, seul journal dont l'entrée fût permise en prison. Je trouvai là une foule d'ecclésiastiques de ma connaissance qui m'accueillirent avec tendresse. C'étoient mes supérieurs, mes maîtres, mes confrères ou mes amis. Ils étoient ou paraissoient fort gais, à un petit nombre près. L'abbé Gros, curé de Saint-Nicolas du Chardonnet, qui m'avoit servi de père pendant quinze ans, observa le premier ma tristesse profonde : Allons, me dit-il, quand on entre ici, il faut déposer tous ses chagrins à la porte, et se promettre de ne point broyer de noir. Je ne suis point triste, lui répondis-je, je suis seulement grave et sérieux comme celui qu'on mène à la mort....

« Il fallut songer à se loger. L'abbé Gros m'offrit un petit cabinet fort propre dans son appartement. Je l'acceptai de grand cœur, pour être plus près de lui... L'abbé Fauconnet, supérieur des Trente-Trois, qui venait aussi d'être arrêté, me fit apporter, par le cuisinier du séminaire, notre berceau commun, un lit de sangle, un traversin, un matelas et des couvertures. J'écrivis ensuite aux dames de Vertamon, pour avoir du linge, par le même cuisinier, sur le dévouement duquel nous pouvions compter...

« Comme j'exprimois avec un peu d'amertume, dans ma lettre aux dames de Vertamon, la crainte que j'avais eue, un instant, d'être obligé de coucher sur la paille, la nuit suivante, le commissaire auquel

il fallut lire cette lettre, avant de l'envoyer, m'observa d'un ton aigre-doux que : « Grâces à Dieu et à ses soins, il n'étoit encore arrivé à personne de coucher sur la paille à Saint-Firmin. »

« Nos geôliers, au nombre de six, « avoient été tirés du Comité des Seize, pour faire la police dans la prison.

« Celui dont je viens de parler s'appeloit Trinquez. C'étoit un sculpteur qui demouroit alors rue des Boulangers, près du Jardin des Plantes. Trois autres se nommaient : Thierry, Meünier et Henriot. Quant au cinquième, c'étoit ce gros boucher qui m'écroua, et le sixième, un perruquier gascon, souple et goguenard, qui parut rarement en prison, dans le peu de temps que j'y passai. J'ai sçu depuis que, patriote pour la forme, et aristocrate au fond du cœur, il se prêtait à tout par calcul, mais qu'il en faisoit le moins qu'il pouvoit, par précaution.

« Les fonctions de ces six commissaires étoient d'introduire tous les gens du dehors qui venoient nous faire visite, d'assister aux conversations qu'ils avoient avec nous, de lire toutes les lettres qu'on nous adressoit ou que nous écrivions nous-mêmes, d'examiner dans le plus grand détail tous les paquets qui entroient et sortoient par le guichet, de nous surveiller personnellement, d'épier tous nos propos, d'observer toutes nos démarches et de rendre, en un mot, notre position aussi douloureuse qu'il étoit possible de le faire. Quelques-uns d'entre eux, il faut en convenir, s'acquittoient parfaitement de la commission.

« Ces Messsieurs arrivoient souvent assez tard et partoient toujours de bonne heure, ils s'absentoient quelquefois dans le cours de la journée. Or quand



il n'y avait point de commissaire dans l'intérieur de la prison, aucune personne du dehors ne pouvoit parvenir jusqu'à nous. La consigne étoit formelle et sévèrement exécutée.

« Trinquez étoit plein d'humanité, comme je l'ai déjà dit... C'étoit sans contredit le meilleur de nos geôliers, et il eût été bien meilleur encore, s'il eût osé se livrer à la pente naturelle de son cœur.

« Mais tous ces gens-là mouroient de peur et s'en imposaient mutuellement. Ils craignaient d'être surpris à faire le bien, comme on craint ordinairement de l'être en faisant le mal... ».

« Ce Trinquez étoit arrivé à Saint-Firmin plein de préjugés contre les prêtres qu'il avoit peu fréquentés dans sa vie. Il en avoit de terribles surtout sur le compte de l'abbé Gros, qu'il accusoit d'avoir perdu la paroisse, *en tournant la tête aux femmes*. Eh bien ! lorsqu'il vit de près quelques-uns des principaux membres du clergé de Paris, il apprit à les connaître et commençoit à les apprécier. Huit jours d'intimité de plus avec l'excellent curé de Saint-Nicolas, *lui auroient tourné la tête à lui-même*, pour me servir de ses expressions.

« Thiéri, autre commissaire, étoit tapissier et avoit été juge de paix de la Section, autant que je puis m'en souvenir. Son cœur saignoît en voyant toutes ces horreurs, mais il avoit des torts à réparer, comme ex-Feuillant nouveau converti. Il osoit, encore moins que son collègue Trinquez, se montrer compatissant, car on l'avoit mis là pour l'éprouver et lui faire faire le noviciat du Jacobinisme.

« Meûnier (marchand de bois, à ce que je crois), étoit ignorant, grossier, vain, stupide et révolutionnaire à l'excès. Son grand plaisir étoit d'inter-

rompre brusquement nos conversations avec les gens du dehors; il nous séparoit d'eux sans façon et les renvoyoit durement, dès que leurs colloques avec nous se prolongeoient trop à son gré. Il ne se picquoit pas de reconnaissance et avouoit rondement son ingratitude. Je vous ai eu quelques obligations dans le temps, dit-il un jour à l'abbé Gros, en ma présence, mais depuis que j'ai senti mon égalité, tout est fini entre nous...

« Le boucher, dont j'ai parlé, étoit singulièrement inégal et grossier, obligeant et bienveillant parfois, il étoit aussi parfois fâcheux, rude et bourru. C'est qu'il se trouvoit là malgré lui; et puis, il faut l'avouer, certains prisonniers obsédoient quelquefois les commissaires avec tant d'importunité, que ceux-ci finissoient par ne plus savoir auquel entendre. Au demeurant, voici un petit échantillon de la brutale franchise du boucher. Nous apprîmes, le lendemain de mon entrée en prison, par le journal d'*Eti-Feuillant*, qu'il y avoit dispute entre l'ancienne et la nouvelle municipalité de Paris, et que la Législative, favorisant l'ancienne, venoit de lui rendre ses fonctions par décret. Aussitôt, quelques jeunes détenus se flattent hautement, que les intrus du 10 août alloient succomber et que les municipaux légitimes, reprenant leurs places, se hâteroient de nous mettre en liberté, ou du moins de nous déporter suivant la loi. Quand on se noye, on s'accroche à tout. Mais le boucher rabattit d'un seul mot leur joyeux caquet : que ce soit l'ancienne, que ce soit la nouvelle municipalité qui triomphe, vous êtes également f... s, leur dit-il. J'ai ouï ce doux propos de mes oreilles. »

« Mais le pire de tous les commissaires, étoit

Henriot... qui paroissoit n'avoir guère plus de trente ans, étoit bien pris dans sa petite taille et auroit eu naturellement une assez bonne figure. Mais véritablement convulsionnaire, il avoit, à coup sûr, une fièvre chaude continue avec redoublement, car il crioit toujours, il écumoit sans cesse et je ne lui ai jamais vu que les yeux étincelants d'un frénétique ou d'un enragé. La moindre apparence d'humeur ou d'impatience, de la part des prisonniers, le courrouçoit au plus haut point ; d'un autre côté leurs politesses lui sembloient inciviques et suspectes. Si vous parliez le chapeau bas, vous étiez *un esclave*, si vous parliez la tête couverte, vous étiez *un insolent* ; si vous l'appeliez *Monsieur*, il jettoit les hauts cris, si vous l'appeliez *Citoyen*, il levoit les épaules, grommeloit entre ses dents, quelquefois même il s'emportoit avec insolence. Chacun le redoutoit et le fuyoit, comme une bête féroce qu'il étoit impossible d'apprivoiser, et tous ceux qui se respectoient un peu aimoient mieux attendre et souffrir que d'avoir recours à lui. Heureusement ce boule-dogue, appelé souvent ailleurs par le devoir de sa place, ne paroissoit guère en prison. Trinquez et Meünier étoient les plus assidus de tous.

« Tels étoient en somme les arbitres de nos destinées, car on avoit investi les six commissaires d'un pouvoir illimité sur les prisonniers. »

M. Boullangier nous apprend que M. François s'occupait très activement des besoins matériels et spirituels des détenus. « M. François, nous citons textuellement, pendant sa détention, étoit occupé à confesser et à consoler ses compagnons, à leur procurer ce que leurs moyens ne leur per-

mettoient pas d'avoir. Il avoit fait lui-même une retraite et une confession générale pendant sa détention. »

La Section ne faisait rien pour l'installation et l'entretien des prisonniers, il fallait tout procurer à quelques-uns, dépourvus de moyens d'existence ; en dépit de ce que le commissaire, préposé à la lecture des lettres, avait dit à l'abbé Laurent que, grâces à Dieu et à ses soins, aucun prisonnier n'avait jamais couché sur la paille à Saint-Firmin. Ce n'était pas à la Section qu'il fallait s'adresser pour obtenir quoi que ce fût, et les soins du commissaire consistaient seulement à laisser entrer ce qu'on fournissait du dehors. M. François donna tout ce qu'il avait, des prisonniers plus fortunés, comme le professeur Lhomond, les B. B. Seconds, Mayneaud de Bisefrand, Marmotan de Savigny, de Caupenne le secondèrent, dans sa charité, et, pour éviter à leurs confrères pauvres, de découvrir leur dénuement, ils lui remettaient leurs aumônes ; les fidèles, avertis de cette pauvreté, apportèrent largement des provisions, et leur charité attendait quelquefois, quatre et cinq heures. l'arrivée ou le bon plaisir des geôliers, pour être mis en communication avec les prisonniers eux-mêmes ou avec le supérieur de la maison ; des prêtres du dehors se déguisèrent pour pouvoir pénétrer dans le séminaire et soutenir leurs confrères malheureux. En ces jours de grande tristesse, il y eut de beaux élans de charité chrétienne et sacerdotale !

Le réconfort moral n'était pas moins nécessaire que les secours matériels. Les tracasseries et même les avanies étaient de tous les jours et ren-

daient plus lourdes les incertitudes angoissantes de l'avenir. « Pendant les repas des prisonniers, dit M. Boullangier, tantôt on ouvrait la porte de la galerie où ils mangeaient et on leur criait : « Voilà la table de Coblentz », tantôt on les regardait par la fenêtre du réfectoire qui donnait sur la galerie. » La nuit, quand on amenait de nouveaux détenus, on faisait dans la maison un tel bruit, on poussait de tels cris que les plus courageux en demeuraient bouleversés ; c'est la grande plainte qu'exhalèrent à M. Laurent, le 30 août, M. Gros et son neveu M. Fougère, curé de Saint-Laurent. La consigne était très sévère et rigoureusement gardée : « On avait défendu *sous peine de vie* au domestique du séminaire Saint-Firmin, dit encore M. Boullangier, de porter ou d'apporter aucunes lettres ou billets aux prisonniers, sans les remettre auparavant aux commissaires, pour les visiter. » Même des prêtres constitutionnels venaient monter la garde devant Saint-Firmin ! C'est toujours M. Boullangier, témoin oculaire, que nous citons : « On a vu, le croiroit-on ! un prêtre constitutionnel, M. Capin, professeur émérite de philosophie, monter la garde aux portes du séminaire et y observer très scrupuleusement la consigne qui lui avait été donnée, contre ceux qui y étoient renfermés, pour n'avoir pas voulu imiter son apostasie. » Des parents, des amis venaient à Saint-Firmin et ne pouvaient ni voir les détenus, ni obtenir de leurs nouvelles. Un cousin de M. Brisse, pénitencier de Beauvais, lui écrivait à Saint-Firmin, le 26 août : « Voici la troisième fois que je passe au séminaire, sans avoir pu vous voir, ni personne qui ait pu me donner des nouvelles de votre santé et de votre situation. »

Le B. François fit régner une viespirituelle intense dans sa maison ; après la retraite et la confession générale qui le préparaient lui-même à tout événement, il confessa beaucoup, remarque M. Boulangier. Au lendemain des massacres, on trouva, dans sa chambre, une boîte pleine d'images du Sacré-Cœur. On sait que, pendant les mauvais jours, prêtres et fidèles se donnèrent tout particulièrement à cette dévotion.

Du reste la sainte messe se disait tous les jours, dans la chapelle. Nous le savons par la communion quotidienne du pieux chevalier de Villette et aussi par M. Haüy, qui, rendu à la liberté le 14 août, ne voulut quitter Saint-Firmin que le jour de l'Assomption, après la messe. Nous ignorons cependant si tous pouvaient célébrer tous les jours. Les prêtres de la maison et les prêtres pensionnaires étaient sûrement organisés, avant le 13 août, pour le faire. Quel règlement établit le B. François, quand les prêtres devinrent plus nombreux ? nous ne le savons pas.

La bibliothèque du séminaire était sans doute à leur disposition. L'abbé Laurent, en arrivant, demanda *l'Exhortation au martyre* de saint Cyprien, cet ouvrage ne pouvait se trouver qu'à la bibliothèque.

Chacun avait sa chambre et le moyen d'être seul quand il le voulait, les repas se prenaient en commun, non dans le réfectoire, mais dans la galerie qui le longeait ; on se réunissait dans une salle, peut-être dans une galerie, pour lire le journal *Eti-Feuillant*.

Le moral se maintenait généralement bon ; des faits nombreux nous le prouvent : l'abbé Laurent

nous apprend qu'à son entrée à Saint-Firmin, M. Gros lui dit : « Allons, quand on entre ici, il faut déposer ses chagrins à la porte et se promettre de ne point broyer du noir . » Cette parole de M. Gros était comme le mot d'ordre de tous les futurs martyrs, mais beaucoup parmi eux tendaient à un idéal plus élevé. M. l'abbé Haüy, prêtre très connu par son talent et plus encore par sa grande piété, membre de l'Académie des Sciences, chargé alors d'établir dans toute la France l'uniformité des poids et mesures, avait été amené à Saint-Firmin, avec trois autres prêtres du collège du Cardinal-Lemoine. A cette nouvelle, le département de Paris s'émeut et, le 14 août, envoie pour le délivrer M. Touin, membre du Directoire. Celui-ci trouve M. Haüy dans sa chambre, lui dit qu'il est libre et veut l'emmener aussitôt. M. Haüy le remercie, remercie le département et demande, comme une faveur, de rester au séminaire jusqu'au lendemain, fête de l'Assomption : « Il est trop heureux de partager la glorieuse captivité de ses compagnons ». Il n'usa de sa liberté que le lendemain après la messe.

De si beaux sentiments surnaturels n'étaient pas des cas isolés chez nos B. B. Martyrs. Le chevalier de Villette, simple laïc, aurait pu obtenir sa liberté. On lui proposa de faire des démarches dans ce sens : « *Hé ! je m'en garderai bien, reprit-il, je suis trop heureux d'être ici* ». Pendant les trois semaines de sa détention, on le voyait plus longtemps à l'église que dans sa chambre. Il communiait tous les jours.



## CHAPITRE VI

### LES MASSACRES

État des prisonniers de Saint-Firmin le soir du 31 août 1792.

— Premiers massacres, dans les autres prisons, le 2 septembre. — A Saint-Firmin, on les ignore complètement. — Délivrance de M. Boullangier et de quatre, puis de douze prisonniers. — Les B. B. François, Gros, Rabé, ne veulent pas se séparer des martyrs.

Le lundi 3 septembre, à 5 h. 30 du matin, les portes du séminaire sont ouvertes avec fracas, les égorgeurs arrivent. — Ils tentent vainement de faire commencer les massacres par le peuple. — Cinq théâtres de massacres. Les cadavres portés aux carrières ou catacombes de la Tombe-Issoire. — Leur triste besogne terminée, les égorgeurs réclament et obtiennent un salaire.

Le soir du 31 août, après l'incarcération du dernier prêtre appréhendé, Saint-Firmin compte une centaine de prisonniers, au moins quatre-vingt-seize. Nous en comptons soixante-deux au bâtiment neuf et trente-quatre au bâtiment vieux. (*Archiv. nation.*, T. 1458.) Mais nous n'avons pas les noms de quatre pensionnaires.

Le bâtiment neuf, avec ses quatre étages, comprend deux corps de logis. Le premier, dit *petit* <sup>1</sup>

1. Dans les procès-verbaux de l'apposition et de la levée des scellés, le juge Jean-Baptiste Louis Lessorre écrit toujours : *Petit corridor*.

dans les documents, longe la rue Saint-Victor, avec corridor sur la rue et quatre chambres sur le jardin ; son rez-de-chaussée et son premier étage sont loués à la Section. Le second, bâti en perpendiculaire sur le coin du premier, compte *seize* chambres : *sept* à droite, en entrant par la rue Saint-Victor, du côté du jardin, *six* à gauche du côté de la cour, séparées par un grand corridor, *trois* dans un retraits qui avance à gauche sur la cour et rejoint le bâtiment vieux.

Le bâtiment vieux comprend trois corps reliés ensemble, dont deux seulement ont leur troisième et leur quatrième étage occupés. Le long de la rue Saint-Victor, il y a la chapelle avec grenier servant de passage, l'ancienne dépense, l'ancienne cuisine ; aux étages, il y a des chambres en perpendiculaire ; le long du collège du Cardinal-Lemoine, une aile limitant le collège peut fournir, probablement, quatre chambres par étage ; en perpendiculaire sur ce second bâtiment et en face de la chapelle, une troisième maison, avec un corridor au milieu qui les sépare, fournit *quatre* chambres au premier étage et *six* chambres aux étages supérieurs, *trois* donnent sur la cour et *trois* sur un couloir, ancien lit de la Bièvre qui est limité par un corps de bâtiment du collège du Cardinal-Lemoine. Cette dernière maison, qui offrit de grandes facilités pour les évasions, rejoint le retraits du bâtiment neuf, dont nous parlons plus haut, et ferme la cour entourée ainsi de bâtiments de tous les côtés <sup>1</sup>.

1. Tous ces renseignements sur les différents bâtiments qui composaient le séminaire Saint-Firmin me sont fournis par mon confrère M. Parrang qui travaille à reconstituer le sémi-

Le lundi 12 novembre, et jours suivants, le juge de paix de la Section des Sans-Culotte Jean-Baptiste, Louis Lessore, viendra mettre les scellés sur les chambres du séminaire et indiquera les prisonniers qui les avaient occupées. C'est le procès-verbal de cette apposition de scellés, suivie de la levée des mêmes scellés, qui nous permet de nous rendre un compte exact de la manière dont les détenus étaient distribués dans la maison. Suivons le juge, étage par étage, d'abord dans le bâtiment neuf, puis dans le bâtiment vieux. (*Archives nationales, C. 1458.*)

Au *premier* étage du bâtiment neuf il y a *neuf* prisonniers. M. Francois occupe les chambres n<sup>os</sup> 1, 2, et 3, deux frères coadjuteurs sont aux n<sup>o</sup> 7 et 8, M. Delandre au n<sup>o</sup> 9, M. Gruyer au n<sup>o</sup> 11, M. de Villette au n<sup>o</sup> 15.

Au *deuxième* étage, *treize* prisonniers. M. Boulangier, économe, occupe les n<sup>os</sup> 5 et 6, M. Gaumer, lazariste les n<sup>os</sup> 14 et 15.

Au *troisième* étage, *quinze* prisonniers. M. Andrieux occupe le n<sup>o</sup> 8.

Au *quatrième* étage, *seize* prisonniers. M. Lhomond occupe la chambre n<sup>o</sup> 12, MM. Desbruelles et Duval, anciens maîtres d'école à la Pitié, occupent la même chambre n<sup>o</sup> 1

Au petit corridor de ce *quatrième* étage, *quatre* prisonniers.

Au petit corridor du *troisième* étage, *quatre* prisonniers. M. Gros occupe le n<sup>o</sup> 5.

Au petit corridor du *deuxième* étage, *un seul* prisonnier, M. Rabé.

naire, tel qu'il était au moment des massacres et aux différentes époques. Il a trouvé des plans et des mémoires précieux, inédits.

Bâtiment vieux, *trente-quatre* prisonniers : Au *premier* étage, *onze* prisonniers. Le frère Danois, lazariste, occupe le n° 5.

Au *deuxième* étage, *onze* prisonniers. M. Carnus occupe le n° 4.

Au *troisième* étage, *six* prisonniers. M. Leber occupe le n° 4.

Au *quatrième* étage, *six* prisonniers.

De ces quatre-vingt-seize prisonniers, sept seulement sont laïcs <sup>1</sup>, tous les autres sont des prêtres fidèles, insermentés, ou du moins connus pour leur opposition à la Constitution civile du clergé.

« Le samedi matin, 1<sup>er</sup> septembre, un commis de la Municipalité » vient « prendre les noms de tous les prisonniers »<sup>2</sup>. Le dimanche matin Manuel remet au domestique de Saint-Firmin, un exemplaire du décret de déportation qui est affiché en ville. Tout le monde au séminaire est dans la plus complète illusion. Voyons ce qui ce passe à la Commune et à l'Assemblée nationale ce dimanche 2 septembre, quand les massacres commencent dans les autres prisons.

A 4 heures du soir, on annonce à la Commune que plusieurs prisonniers viennent d'être égorgés à la Conciergerie. Manuel se rend à l'Abbaye où l'ordre ne peut être maintenu. Plusieurs commissaires sont nommés pour aller dans les différentes prisons et tâcher de calmer les esprits, d'éclairer les citoyens. On décrète de faire lire et d'afficher

1. M. de Villette, le sacristain et les deux maîtres d'école de la Pitié, les trois frères coadjuteurs lazaristes.

2. M. Boullangier. Nous n'avons pas cette liste qui, très probablement, nous donnerait le nombre exact des prisonniers.

une proclamation sur les places et devant les prisons. Les commissaires ont pour mission de protéger surtout les prisonniers pour causes civiles, et les militaires enfermés pour faits de discipline, en attendant l'arrêté qui les mettra tous en liberté. En même temps, quatre commissaires spéciaux sont envoyés à l'Assemblée nationale, pour l'informer de ce qui se passe aux prisons et demander les mesures à prendre.

A six heures du soir, l'Assemblée nationale apprend de Fauchet que deux cents prêtres viennent d'être égorgés dans l'église des Carmes. Elle nomme aussitôt six commissaires, pour parler au peuple et tâcher de rétablir le calme. Sur ces entrefaites l'abbé Sicard, instituteur des Sourds-Muets et membre de l'Assemblée, fait parvenir une lettre, dans laquelle il raconte sa délivrance de l'Abbaye, par l'intervention de l'horloger Monot. L'Assemblée « décrète que Monot a bien mérité de la Patrie ». Dussaulx, membre de l'Assemblée, revient de l'Abbaye, et « raconte que ses exhortations et celles de ses collègues ont été couvertes par des bruits tumultueux. Chacun, dit-il, « parlait à ses voisins, à droite et à gauche, mais les intentions pacifiques de ceux qui nous écoutaient ne pouvaient se communiquer à des milliers d'hommes rassemblés. Nous nous sommes retirés, et les ténèbres ne nous ont pas permis de voir ce qui se passait ».

Un des deux commissaires, envoyés aux environs du Temple, annonce que tout est calme dans cette partie de Paris, qu'il n'y a, de ce côté, aucune apparence de rassemblement.

La séance est suspendue à 11 heures.

A Saint-Firmin, les prisonniers ne savent rien

des événements. Le B. François et M. Boullangier connaissent le décret de déportation, affiché dans Paris et communiqué, le matin, au domestique de la maison, par Manuel, ils basent sur ce document leur espérance de délivrance prochaine. Ils n'ignorent pas qu'Henriot, commandant du bataillon des Sans-Culotte, a dit deux ou trois fois aux prêtres « qu'ils étaient des scélérats, qu'ils périraient tous », mais la manière dont il a tenu ces propos sanguinaires leur fait croire qu'il a voulu seulement les effrayer.

Cependant des amis du séminaire cherchent le moyen de sauver au moins le supérieur, M. François, et l'économe, M. Boullangier. Celui-ci nous a raconté lui-même les circonstances de sa délivrance, quelques heures avant le commencement des massacres. A 8 heures du soir, il se rend à la cuisine. Il y rencontre un garçon boucher qu'il a vu quelquefois ; le jeune homme lui prend la main avec empressement et lui dit, les larmes aux yeux : « Sauvez-vous, on doit vous égorger tous ce soir. Mon maître pleure chez lui sur votre sort : il n'a pas osé venir jusqu'ici pour vous en informer. » M. Boullangier, surpris, craint un piège et monte vite chez le supérieur. M. François, interdit à cette nouvelle, dit lui aussi que ce n'est pas possible, et il décide d'envoyer, pour informations, le domestique du séminaire à la Section réunie à ce moment à Saint-Victor.

M. Boullangier retourne à la cuisine, il retrouve le même jeune homme qui le saisit de nouveau, renouvelle ses instances, affirme qu'aux Carmes tous les prisonniers sont égorgés, qu'on va venir au séminaire, que dans un quart d'heure ce sera

trop tard. A ce moment deux autres jeunes gens arrivent, dont l'un armé d'un fusil. Ils tiennent le même langage que le garçon boucher. Mais « oubliez-vous, objecte M. Boullangier, qu'il y a un corps de garde au séminaire ? — Un corps de garde, reprend un des jeunes gens, il va venir 4.000 brigands, que voulez-vous que fasse le corps de garde ? Il se joindra à eux. »

M. Boullangier commence à se laisser ébranler et à prendre peur. Il remonte chez M. François, le met au courant de tout et lui communique ses impressions. Ensemble ils constatent que le domestique envoyé à la Section ne revient pas ! M. François, très préoccupé, se dispose à sortir de sa chambre et M. Boullangier va chez un pensionnaire, au bâtiment vieux.

Puis une troisième fois il descend à la cuisine, où les jeunes gens semblent l'attendre. Cette fois ils l'entourent, l'entraînent dans la rue et le sauvent.

Le garçon boucher veut pénétrer de nouveau au séminaire, mais la garde renforcée ne le lui permet pas. Cependant la fuite de M. Boullangier déjà connue du B. François, l'est très vite du personnel de la maison et des autres prisonniers. Deux de ces derniers sautent par-dessus les murs et les toits et se sauvent, sans doute par le collège du Cardinal Lemoine, dont le toit est contigu à celui de Saint-Firmin, deux autres réussissent à se cacher dans les greniers. D'après des traditions de famille, l'abbé Rabé est sur le point de se sauver lui aussi. Ne voulant pas partir sans bréviaire, il remonte dans sa chambre et n'en revient pas.

M. Gros fait son testament : « Au nom du Père,



du Fils et du Saint-Esprit. Je veux, par la grâce de Dieu, vivre et mourir dans la foi et dans la Communion de l'Église catholique, apostolique et romaine. » Il prend des dispositions concernant sa famille, ses amis, « les pauvres ecclésiastiques de Saint-Nicolas du Chardonnet », et il conclut ainsi : « Après avoir lu et relu les présentes dispositions de dernière volonté, j'y ai persisté et j'y persiste ; en foy de quoi j'ai signé le présent testament écrit en entier de ma main, à Paris, au séminaire Saint-Firmin, rue Saint-Victor, le dimanche, deux septembre, mil sept cent quatre-vingt-douze. Joseph-Marie Gros, prêtre de Lyon <sup>1</sup>. »

On lui offre « de le cacher dans un endroit du séminaire, où on ne le trouvera pas ». Il répond, en vrai prêtre et en vrai martyr : « Le peuple sait que je suis ici, il m'en veut spécialement : s'il ne me trouve pas, il bouleversera la maison, ceux qui seront cachés seront égorgés avec moi : il vaut mieux que je sois seul sacrifié et que les autres soient épargnés. »

MM. Laurent, Adam lazariste, Magnelin réussirent à se cacher et furent délivrés : Laurent, le soir même des massacres, lundi 3 septembre, sur les réclamations de la Section du Panthéon qui se chargea de lui ; le même jour, Adam sur la demande du sieur Vallé, à qui il fut remis par le Département, sous sa responsabilité ; Magnelin, découvert le lendemain 4 septembre, fut retenu à Saint-Firmin, il réclama aussitôt son élargissement

1. Schoener, *Histoire de Saint-Nicolas du Chardonnet*, t. I, p. 561, note 3, et p. 562 donne des détails très intéressants sur ce testament.

et attendit trois jours ; nous lisons qu'il fut « *mit (sic)* en liberté par délibération de *lassemblée générale (sic)*, le 7 septembre 1792<sup>1</sup>. »

Geoffroy Saint-Hilaire, muni d'une carte et des insignes de commissaire, avait pu, dans la soirée, « profitant du désarroi occasionné par le tocsin, et d'intelligence acquise à prix d'argent », pénétrer à Saint-Firmin. Il avait abordé quelques professeurs de la maison de Navarre, ses anciens maîtres, et leur avait proposé des moyens de les sauver ; ceux-ci, par délicatesse trop grande, et dans la crainte de compromettre davantage les autres ecclésiastiques, avaient refusé ses offres. Il revint pendant la nuit. « J'ai passé la nuit du 2 au 3 septembre, dit-il, sur une échelle, en dehors de Saint-Firmin, et douze ecclésiastiques qui m'étaient inconnus, échappèrent le 3, à quatre heures du matin. L'un d'eux se blessa le pied ; je le portai dans un chantier voisin où, pour courir à d'autres infortunés, je fus forcé de le laisser, et d'où il réussit à s'évader. » (B. N., L N<sup>o</sup> 22 8536 ; Som. III., p. 350).

Tandis qu'à Saint-Firmin quelques prisonniers parviennent à franchir les murs, le plus grand nombre se prépare à la mort, l'Assemblée nationale, qui a suspendu sa séance à onze heures de la nuit, la reprend à une heure du matin ; trente membres sont présents. Ils « écrivent à la Commune pour en recevoir des informations précises. A deux heures et demie, trois commissaires de la Commune arrivent ».

Truchot annonce que la plupart des prisons sont

1. *État du nombre des prêtres réfractaires détenus à Saint-Firmin et périés le 3 septembre 1792.*

vides, quatre cents prisonniers ont péri. Il a fait délivrer à la Force et à Sainte-Pélagie toutes les personnes détenues pour dettes, et en outre, à la Force, vingt-quatre femmes.

Tallien parle de l'Abbaye, du Châtelet, de la Force où les massacres n'ont pu être empêchés, assure-t-il; on n'a pas eu sous la main les soldats voulus, le service des barrières demandant un trop grand nombre d'hommes.

Guiraud rend compte des événements de Bicêtre, où sept pièces de canon ont été traînées; du Châtelet où on a élargi quelques prisonniers; des prisons du Palais où fort peu d'hommes ont échappé à la mort. Il vante beaucoup un simulacre de tribunal organisé, dit-il, par le peuple pour juger les victimes avant de les envoyer à la mort.

« J'ai oublié un fait important pour l'honneur du peuple. Le peuple avait organisé dans les prisons un tribunal composé de douze personnes. D'après l'érou, d'après diverses questions faites aux prisonniers, les juges apposaient leurs mains sur la tête des prisonniers et disaient : « Croyez-vous que, dans notre conscience, nous puissions élargir Monsieur? » Ce mot élargir était la condamnation : quand on disait oui, l'accusé était relâché en apparence, et il était aussitôt précipité sur les piques. S'il était jugé innocent, les cris de : *Vive la Nation* se faisaient entendre, et on rendait à l'accusé sa liberté. »

Pourquoi les commissaires de la Commune, qui parlent de toutes les prisons, ne disent-ils pas un mot à l'Assemblée nationale de la prison des Carmes où, il y a à peine quelques heures, tous les prêtres détenus viennent d'être massacrés? Pour-

quoi gardent-ils le même silence sur Saint-Firmin où quatre-vingt-dix prêtres environ et sept laïcs se préparent à mourir?

M. Boullangier nous donne à entendre que ce silence était commandé : en cette nuit du 2 au 3 septembre, dit-il, un membre de l'Assemblée nationale, évêque constitutionnel, pensant peut-être à Saint-Firmin, voulut s'élever contre les atrocités signalées par les commissaires, on lui imposa silence. Bientôt une seconde députation vint demander à l'Assemblée de prendre les moyens d'arrêter les massacres. Un des membres présents essaya de parler dans ce sens, mais un garde national le saisit et chercha à l'entraîner hors de la salle ; les autres membres de l'Assemblée l'arrachèrent de ses mains, tandis que dans la salle une voix s'écria : « Le peuple s'est levé pour se venger, il cessera quand il sera satisfait. »

Les prisonniers de Saint-Firmin n'ont donc rien à attendre ni de la Commune, ni de l'Assemblée nationale. Peuvent-ils fonder quelque espoir, comme M. François en a eu un moment l'illusion, sur la Section des Sans-Culotte, qui, depuis la veille, est en assemblée plénière, permanente, à Saint-Victor, à quelques pas de Saint-Firmin?

*Le Registre de délibération des assemblées générales de la Section des Sans-Culottes* nous renseigne tristement sur ce point. Un membre de l'Assemblée, lisons-nous, raconte ce qui se passe dans les autres prisons. La Section sent très bien qu'on va venir à Saint-Firmin. Que fait-elle? Cherche-t-elle à sauver ses prisonniers? Nullement. Elle « avise seulement aux moyens de préserver ceux qui ne se sont pas rendus coupables du crime de contre-

révolution, et c'est tout ». Un commissaire de la Commune, Thomas, ne vient-il pas de « rappeler comment Manuel a fait élargir les prisonniers pour dettes » ?

A ce moment un homme se présente, détaché par le poste de Saint-Firmin. Le poste craint qu'on ne tente de délivrer les prisonniers, et demande à la Section ce qu'il doit faire des canons exposés à tomber aux mains des réactionnaires. L'Assemblée décide « que les canons et les drapeaux (seront) rentrés dans les jardins et gardés par des hommes armés ».

Un citoyen, le juge de paix Hû, croit-on, se présente à son tour à l'Assemblée, avec un laissez-passer en forme, se dit chargé d'une mission secrète importante et ne veut d'abord parler qu'au président. Il demande, au nom et de la part du Comité de surveillance, douze citoyens armés qui lui sont accordés. A-t-il la pensée de constituer à Saint-Firmin un tribunal populaire, comme le commissaire Guiraud a affirmé, à l'Assemblée nationale, qu'on l'a fait dans d'autres prisons ? Veut-il simplement fortifier le poste qui garde le séminaire, dans la crainte de quelque surprise ? Ou pense-t-il à augmenter, pour le moment décisif, le nombre des égorgeurs ? Il est difficile de le dire. Mais à l'Assemblée de la Section, tout le monde pense aux prisonniers de Saint-Firmin et aux massacres qui ne peuvent pas tarder,

Un citoyen tente de sauver les laïcs enfermés avec les prêtres. La Section discute sa motion, puis la rejette. Ces laïcs « ayant fait cause commune avec les prêtres », seront, décide-t-elle, « détenus avec ces derniers, sans en être séparés ».

Les sept laïcs sont donc condamnés, comme les prêtres, à cause de leur communauté d'idées avec eux, à cause de leur attachement à la foi et à l'Église romaine. Trois d'entre eux vont réussir à s'évader. Pour les autres comme pour les prêtres, le moment du grand sacrifice approche.

Depuis le départ de son économe, le B. François va et vient dans la maison. Il « prit ses dispositions pour sortir », nous dit M. Boullangier ; sortir de sa chambre, parcourir la maison, attendre inutilement le domestique envoyé à Saint-Victor, auprès de la Section qui siège en permanence. Le domestique ne revint pas. La consigne était de laisser entrer dans la salle des délibérations et d'empêcher d'en sortir.

A 5 h. 30 du matin, lundi 3 septembre, les portes de Saint-Firmin s'ouvrent tout à coup avec fracas. Les brigands, qui viennent d'exécuter, dans la Tour Saint-Bernard, près du pont de la Tournelle, soixante-douze malfaiteurs, destinés au bagne, arrivent menaçants pour leur triste besogne. M. Gaumer, averti au moment même où ils entrent dans la maison, court pour en prévenir M. François. Les Sans-Culotte l'aperçoivent et courent à leur tour pour l'arrêter et le tuer. M. Gaumer s'élance dans des lieux connus, franchit une petite cour, saute sur un toit, essuie deux coups de fusil qui se contentent de culbuter son chapeau, passe rapidement sur une grille aiguë où il laisse un pan de son habit, et enfin arrive essoufflé, rendu, dans la cour du collège du Cardinal-Lemoine. Il est sauvé.

Les brigands, leur première victime disparue, se rendent à la Section des Sans-Culotte, et demandent, avant tout, aux membres du Comité

civil leur salaire pour le massacre des forçats. Les membres du Comité leur abandonnent les vêtements des victimes, ajoutent quelques pièces d'argent trouvées dans les poches des galériens, et, n'arrivant pas à les satisfaire, leur donnent des bons sur le ministère de l'Intérieur.

Avant même que cette question de salaire ne soit complètement réglée, quelques égorgeurs pénètrent dans la partie du séminaire affectée aux prêtres prisonniers. Ils parcourent d'abord la maison, et mettent sous la sauvegarde de la loi cinq victimes qu'un pouvoir occulte veut épargner : ce sont l'abbé Lhomond, professeur émérite du collège du Cardinal-Lemoine, et quatre prêtres de Saint-Nicolas : MM. de Létang, Lafontan, Bouchard et Desmoulins.

A ces cinq prisonniers élargis, par ordre supérieur, la liste officielle conservée, avant l'incendie de 1870, à l'Hôtel de Ville et publiée par Granier de Cassagnac, en ajoute deux autres, sortis par ordre du Département : Martin et Ledoux. A ce moment, de Langres, lazariste, se sauve ; il se foule le pied en escaladant un mur et a la chance d'être recueilli par un honnête homme qui lui donne son lit. Les trois frères coadjuteurs lazaristes, qui connaissent très bien les lieux, partent aussi. Imberty est délivré par un garde national. Vivoix et Ferrières se sauvent. Laurent, Adam, lazariste, et Magnelin se cachent dans les greniers.

Ainsi d'après les quatre auteurs qui parlent des évasions de Saint-Firmin : les abbés Boullangier et Laurent, Geoffroy Saint-Hilaire et Granier de Cassagnac, citant la liste de l'Hôtel de Ville, *trente*



*et un*, peut-être trente-cinq, prisonniers furent soustraits aux massacres, à savoir :

Tout d'abord dix-neuf prisonniers dont les noms sont connus : *Sept* lazaristes : MM. Boullangier, Gaumer, de Langres et Adam prêtres, Danois, Ducroux et Leroy, frères.

*Sept* prêtres délivrés par ordre du Département : MM. Lhomond, de Létang, Lafontan, Bouchard, Desmoulins, Martin et Ledoux.

*Un* prêtre sauvé par un garde national : M. Imberty.

*Deux* prêtres évadés, sans intervention connue : MM. Vivoix et Ferrières.

*Deux* prêtres cachés avec M. Adam : MM. Laurent et Magnelin.

Ensuite, d'après Boullangier et Geoffroy Saint-Hilaire, seize prisonniers dont les noms ne sont pas connus :

*Quatre* la nuit du 2 au 3, à la suite de M. Boullangier.

*Douze*, à 4 heures du matin, grâce à l'échelle mise à leur disposition, par Geoffroy Saint-Hilaire. Parmi ces seize, il faut mettre, sans nul doute, MM. Chevillard et Leforestier, pensionnaires de Saint-Firmin avant le 13 août, dont aucune liste ne parle plus.

MM. Vivoix et Ferrières se sauvèrent-ils la nuit ou le lundi matin à 4 heures? Ce n'est pas dit clairement. Il est possible aussi que, des trois qui se cachèrent, deux aient réussi à le faire pendant la nuit. Le nombre des sauvés ne serait que de trente et un.

Reprenons notre récit sanglant.

Les prisonniers protégés par le Département

ayant été mis de côté, il fallait en arriver aux massacres. Les bourreaux semblent avoir traîné un moment. Ils avaient réuni un groupe assez considérable de prisonniers, ils eurent la pensée de les faire sortir dans la rue, croyant que le peuple se chargerait lui-même de les exécuter ; mais le peuple se montra plutôt favorable aux prêtres. Il aurait même, d'après Barruel, réclamé nommément la grâce de Lhomond, déjà mis en sûreté, par ordre du Département.

Les Sans-Culotte passablement surpris, firent en toute hâte rentrer les prisonniers, et les laissèrent se disperser un peu dans la maison sous leurs yeux, attendant, pour commencer, le signal d'exécution qui ne tarda pas à être donné.

Nous allons voir avec horreur *quatre* et même *cinq* théâtres de massacres : la *galerie* servant de réfectoire, la *salle* où était réuni le Comité de la Section, la *cour* et la *rue* où on précipita nombre de victimes, enfin les *chambres* où quelques-uns étaient restés malgré les premières recherches.

Quelques prêtres se sont réfugiés dans la galerie qui sert de réfectoire. C'est là que commencent les affreuses tueries. Un groupe d'assassins, ayant à sa tête un portefaix du nom d'Henriot, pénètre dans la pièce et Henriot, en les voyant, s'écrie : « Ah ! ces Messieurs dînent ! Eh bien ! je vais leur faire prendre leur café ! » Aussitôt il saisit, avec l'aide de quelques compagnons, un malheureux prêtre et le jette par une des fenêtres. A ce signal, toute la bande se précipite sur les prisonniers muets et impassibles, en assomme plusieurs à coups de bûches, et entraîne les autres dans la cour.

Pendant ce temps, dans la salle du Comité de la

Section, réuni au séminaire, se déroule une autre scène émouvante, bientôt elle aussi cruellement tragique. Dès l'arrivée des bourreaux, M. François, saisi d'horreur à la vue de l'hécatombe affreuse qui se prépare, et décidé à remplir tout son devoir, s'est rendu en toute hâte, accompagné de deux prêtres, un vicaire de Saint-Étienne et un prêtre de Saint-Nicolas, auprès des représentants de l'autorité, avec qui il a toujours entretenu les meilleures relations. Il leur demande ce qu'ils veulent de lui et des prêtres innocents enfermés au séminaire. Les administrateurs, ainsi les nomme M. Boullangier, débordés par les événements, embarrassés, impuissants, à ce moment, à prendre une mesure quelconque, lui offrent de le sauver lui et ses deux compagnons. M. François insiste. Tandis qu'il parle et supplie pour tous les prêtres, les bourreaux impatientés envahissent tout à coup la salle, le saisissent brutalement et le précipitent par la fenêtre, dans la rue, peut-être dans la cour, d'après deux membres du Conseil civil de la Section. Là, des femmes armées de massues, avec lesquelles on bat le plâtre, achèvent de le tuer. « Il ne leur avait jamais fait que du bien », remarque avec une tristesse émue M. Boullangier. Le vicaire de Saint-Étienne et le prêtre de Saint-Nicolas sont égorgés dans le même instant. Alors la tuerie devient générale. On ne prend la peine ni de compter, ni d'appeler, ni d'interroger les victimes, on les saisit, et on les massacre.

Après avoir vidé la galerie, la salle du Comité et les corridors adjacents, les brigands parcourent de nouveau la maison, pénètrent, dans les chambres, sabrent tous ceux qu'ils rencontrent et les

jettent à demi morts par les fenêtres, quelles que soient les objurgations ou les prières des victimes. Parfois, pour prolonger leur supplice et amuser les assistants, ils les tiennent par les pieds, suspendus à la fenêtre. Dans cette posture atroce, les généreux confesseurs se munissent du signe de la croix et demandent pardon pour leurs bourreaux. L'abbé de Caupenne est ainsi précipité du quatrième étage du bâtiment vieux. Déjà malade, quand on l'a enfermé, au n° 2, le 30 août, il est resté dans son lit, tremblant de fièvre, les meurtriers le saisissent et le jettent par la fenêtre dans la rue, au cri de : *Vive la Nation!*

Dans la rue, dans la cour, les Sans-Culotte tiennent leurs piques levées, y reçoivent les victimes et les jettent ensanglantées à des camarades, au milieu desquels se tiennent des femmes, armées de massues ou de bûches, qui les achèvent, quelquefois les mutilent, vont jusqu'à leur arracher les yeux avec leurs ciseaux. A chaque victime immolée, les cris de : *Vive la Nation!* remplissent l'air.

Parmi ces femmes éhontées, une plus cruelle, se fait remarquer par sa rage barbare ; on l'appelle couramment la *tueuse*, et la liste des assassins la qualifie d'*intrépide*. Elle a nom Marie-Anne Gabrielle, femme de François Vincent. « Ce fut elle, d'après la déposition Talin, qui asséna un violent coup de bûche, à l'ancien curé de Saint-Nicolas du Chardonnet et le renversa. Cet infortuné tomba à genoux, et, joignant les mains, s'inclina la face contre terre ; un autre coup l'acheva. » Sa tête, détachée du tronc, fut promenée en triomphe sur une pique, tandis que son corps était traîné dans la boue. D'après Maton de la Varenne,

Guillon, Barruel, l'assassin qui précipita M. Gros de sa fenêtre dans la rue, aurait été un certain Gossiaume, son paroissien et son obligé, savetier de son métier d'après Maton, serrurier d'après Guillon. M. Gros, le reconnaissant, l'aurait interpellé, Gossiaume aurait répondu qu'il savait les services rendus par son curé, mais la nation voulait qu'il pérît, et il était lui-même payé pour le tuer.

« M. Pottier, d'après M. Boullangier, fut horriblement massacré et prêcha ses bourreaux tant qu'il eut un souffle de vie. Un des maîtres d'école de la Pitié (ils étaient deux), demanda le temps de réciter un *Pater*, il lui fut refusé ». Saint-James, vicaire de la Pitié, d'après les traditions de famille, fut lui aussi précipité par une fenêtre et reçu sur les piques. D'après ces mêmes traditions, il aurait été ensuite coupé en morceaux. Ce dernier détail, peu vraisemblable, doit cacher quelque horrible mutilation.

Ainsi les documents, les auteurs ou les traditions de famille nous renseignent sur les circonstances de la mort violente des Bienheureux François, Gros, de Caupenne, Pottier, Saint-James et d'un maître d'école de l'hôpital de la Pitié. Des soixante-six autres martyrs, nous ne savons que le fait brutal de leur mort cruelle pour la foi. Il n'y eut guère d'autres témoins de leur affreux supplice qu'une populace avide de sang et les bourreaux eux-mêmes. Ceux-ci n'ont rien dit des horreurs commises, ou du moins leur témoignage n'a pas été recueilli. Les Archives de l'Hôtel de ville, incendiées en 1870, contenaient sûrement des documents précieux qui nous auraient vivement intéressés !

Que devinrent les corps ? La municipalité, dès la nuit du 2 au 3 septembre, avait donné l'ordre de nettoyer soigneusement les lieux de carnage, d'y employer le vinaigre et le sable, en un mot, de faire en sorte qu'on n'aperçût plus aucune trace de sang. Les cadavres dépouillés durent être entassés tout d'abord dans la petite chapelle située au nord-est du bâtiment neuf, cette chapelle s'est appelée longtemps : *la salle des morts*<sup>1</sup>. Bientôt des tombereaux arrivent, les cadavres y sont jetés pêle-mêle, hommes et femmes montent sur eux, les foulent aux pieds, les hachent, coupent jambes et têtes et montrent aux passants épouvantés leurs horribles trophées, en hurlant : *Vive la Nation !* Pendant deux jours on rencontre de ces sinistres tombereaux sur le chemin des Carrières, dit M. Boullangier. Ces carrières sont les Catacombes de la Tombe-Issoire. D'après un registre des Catacombes de Paris<sup>2</sup> : « Un assez grand nombre (de corps) furent portés aussi au cimetière de Clamart (près du Jardin des Plantes), à celui de Vaugirard et dans une carrière de Charenton, dont l'emplacement est resté indéterminé. » « Dans les Catacombes actuelles subsiste un petit monument funéraire qui porte l'inscription : II et III septembre ».

1. Schoenher met cette note : « Une tradition, qui se transmet parmi le personnel du garde-meuble qui a remplacé le séminaire Saint-Firmin, donne à cette chapelle (aujourd'hui salle ordinaire), le nom de *salle des morts*. Déjà Guilleé (*B. N. L.*, f. 321.32) la nomme ainsi en 1820. »

2. Schoenher, *ibidem* : « Le premier registre des Catacombes de Paris (Bib. de la ville de Paris, n° 16.506) qui est précédé d'un historique, composé par un inspecteur général, dit que les Catacombes de la Tombe-Issoire renferment « les restes des malheureuses victimes... de Saint-Firmin. »

Le 5 septembre, « le Conseil général (des commissaires des 48 Sections) arrête, d'après la délibération de l'Assemblée permanente de la Section des Sans-Culottes (du 4 septembre) que les sieurs Gilbert Petit, Nicolas Guy, Michel Lepage et Pierre-Henri Gorsin auront 48 livres pour eux quatre, pour des travaux auxquels ils se sont livrés, chacun pendant deux jours ». Ces travaux sont clairement spécifiés dans l'arrêté de l'Assemblée : « Sur la réquisition des sieurs Gilbert Petit, etc., qui ont été employés à l'*expédition* des prêtres de Saint-Firmin et autres, pendant deux jours »...

Les bourreaux, qui ont tué et égorgé, n'attendent pas jusqu'au 5 septembre pour se faire payer. Leur triste besogne accomplie, ils se rendent au Comité et réclament de l'argent. Un des membres du Comité veut faire quelques observations à un des chefs de la bande, celui-ci, pour toute réponse, lui montre la fenêtre d'où ont été précipités M. François et les autres prêtres. Roncier, trésorier de la Section, déclare qu'il ne peut donner d'argent, sans inscrire les noms de ceux qui le reçoivent, et les assassins donnent leurs noms sans hésiter.

Les uns reçoivent 24 livres, les autres 10 et 12 livres, d'autres enfin 5 livres seulement.

« Parmi ceux qui se présentent, il en est un qui n'est pas de la Section des Sans-Culottes ; il (est) de Villejuif et perruquier de son état. En vain demande-t-il à être payé, en vain se vante-t-il d'avoir égorgé de sa propre main plusieurs prêtres, on lui répond qu'il ait à s'adresser à ceux qui l'ont employé, les autres tueurs, qui ne le connaissent



pas, n'appuient pas sa réclamation. Il sort fort mécontent d'avoir assassiné gratis. »

« Une fois payés, les assommeurs vont chez les marchands de vin des environs se partager les bénéfices de la journée, absolument comme s'il s'agissait de la chose la plus simple et la plus ordinaire. J'en vis quatre, dit un témoin oculaire, qui avaient à la main un double louis et étaient embarrassés de se le partager. Ils me demandèrent de la monnaie, que je m'empressai de leur donner. (*Procédure de l'an IV. Déposition Podevin.*)

« Chez un de ces marchands de vin, un pari s'établit pour savoir si tel individu avait reçu ce que, dans leur ignoble langage, ils appelaient son dû. Pour vider le pari, on s'adressa à la femme de celui-ci : c'est bien malin, répondit-elle tranquillement, pourquoi n'aurait-il point reçu comme les autres ? Il a reçu dix livres. » (*Même procédure. Déposition Talin.*)

Le salaire, payé aux assassins, constitue, contre les autorités, la plus grave des accusations et fait peser sur elles la responsabilité des affreux massacres. Le 2 septembre, elles font d'urgence remettre en liberté les détenus de droit commun ; le même jour, elles renforcent la garde autour de la prison des prêtres ; après le lâche assassinat de ces derniers, en faveur de qui, au moins à Saint-Firmin, le peuple s'était prononcé, nous l'avons dit en son lieu, elles concèdent aux assassins qui osent le réclamer, un salaire honteux. Comment nier la connivence ? C'est dans les pouvoirs établis qu'il faut chercher les promoteurs des massacres.

## CHAPITRE VII

### APRÈS LES MASSACRES

Responsabilité des autorités constituées. — Pitoyables explications et excuses des ministres ou fonctionnaires responsables.

Avant même la fin des massacres, les ministres, représentants du peuple, fonctionnaires divers, devant l'horreur soulevée partout, sentent le besoin de donner des explications, de présenter des plaidoyers. Par leurs aveux plus ou moins spontanés, ils font soupçonner, s'ils ne dévoilent pas clairement, les vrais auteurs des assassinats. Il faut les écouter à l'Assemblée législative les 3 et 4 septembre, à la Convention le 5 novembre, au club des Jacobins, ce même jour, et, de nouveau à la Convention, en février et mars 1793.

Ce même lundi 3 septembre, à neuf heures du matin, tandis qu'à Saint-Firmin, comme depuis la veille aux Carmes et à la Force, règne le silence glacial de la mort, et qu'à l'Abbaye, les massacres continuent, l'Assemblée nationale entre en séance. Va-t-elle s'occuper des massacres ? Elle écoute une communication envoyée par le ministre de l'Intérieur disant notamment que Pétion, maire de Paris,

« n'a appris les événements de la nuit qu'au moment où il n'y avait plus de remède à y apporter ».

Et c'est tout, pour le moment. L'Assemblée a son attention attirée sur le Temple et sur les « précieux otages » qui y sont renfermés. Elle y délègue six commissaires qui aideront les membres de la Commune à calmer l'effervescence.

Le grand sujet des massacres vient de lui-même à l'ordre du jour.

A 6 heures du soir, nouvelle séance. Les ministres qui, depuis trois jours, n'ont su rien prévoir, rien empêcher, rien réprimer, se présentent à la barre et tentent de se disculper. Certaines réticences hélas ! en disent bien long. Le ministre de la Guerre prend le premier la parole :

Il demande que l'Assemblée fasse une adresse au peuple pour le désabuser. L'Assemblée élabore aussitôt un décret, sur la sûreté des personnes et des propriétés, et modifie un peu, dans ce sens, la formule du serment de Liberté-Égalité, votée le 10 août précédent. Ce décret est transmis par des commissaires spéciaux, à chacune des quarante-huit Sections de Paris ; en même temps une proclamation, rédigée dans le même sens, est affichée et publiée, à son de trompe, par la municipalité. C'est bien tard !

Roland, ministre de la Justice, envoie à l'Assemblée une lettre très étudiée, on la lit : « Le gouvernement n'est plus qu'une ombre, il n'est rien... La Commune provisoire a rendu de grands services... », mais « elle nous prépare de grands maux, si elle tarde encore à se renfermer dans ses justes limites. » Après avoir rendu responsable la Commune provisoire, Roland disculpe le maire de

Paris et le ministre de l'Intérieur, et, poursuivant son plaidoyer, il fait très habilement retomber toute la responsabilité sur le peuple de Paris, qu'il excuse pourtant aussitôt. Il termine par ces mots : « Je sais que nous devons, à la France entière, la déclaration que le pouvoir exécutif n'a pu prévoir ni empêcher ces excès. » Cette lettre révélatrice, vivement applaudie plusieurs fois, est envoyée aux quatre-vingt-trois départements.

A onze heures du soir, avant la clôture de la séance, une députation de la Commune de Paris se présente, et annonce que la Capitale est tranquille. La Commune vient d'envoyer aux départements une circulaire, dans laquelle elle demande, comme l'objet de tous ses vœux, l'approbation des départements, pour ce qu'elle appelle son devoir. Et elle avoue cyniquement que le peuple a mis à mort une partie des conspirateurs féroces, détenus dans ses prisons. C'est un acte de justice, dit-elle, le peuple voulait bien marcher à l'ennemi, mais il ne voulait pas laisser derrière lui des brigands, pour égorger les femmes et les enfants.

La circulaire est signée par dix administrateurs du Comité de Salut public, dont un arrêté du 2 septembre nous dévoile l'origine et la composition.

Un tel document n'est-il pas la preuve convaincante que la Commune de Paris a, non seulement applaudi aux massacres, mais les a organisés ? Elle demande aux départements de sanctionner les *mesures* qu'elle a prises *pour sauver la chose publique* ; elle ose exciter la *nation entière* à adopter ce *moyen si nécessaire de salut public* ! S'agit-il d'autre chose que des massacres ?

Pour procéder avec plus de méthode, elle avait

constitué un comité de police et de surveillance, auquel il est fait plusieurs fois allusion, en particulier par Pétion. Les membres de ce Comité recrutèrent les égorgeurs, les lancèrent sur les prisons et puis donnèrent l'ordre infâme de les payer.

A la séance du 4 septembre, à cinq heures du soir, des municipaux viennent dire comment ils ont arraché à la mort les innocents, c'est-à-dire les condamnés de droit commun; l'abbé Sicard remercie encore de sa liberté, mais déplore la disparition d'amis égorgés à ses côtés; le ministre de l'Intérieur avertit par lettre l'Assemblée que le peuple n'est pas encore calmé, aussi a-t-il donné à Santerre des ordres précis pour empêcher la violation des personnes et des propriétés. Santerre, tout à fait à la hauteur de son ministre, a répliqué que son cœur saigne quand on lui rappelle la violation des lois; il a donné les ordres les plus précis aux commandants des bataillons; son corps servira de bouclier au premier citoyen qu'on voudra insulter. Et l'Assemblée se contente de ces phrases et de ces belles protestations!

La Convention remplace la Législative, le 20 septembre 1792; quelques semaines après, le 5 novembre, Robespierre, pris à partie par Louvet, rappelle les massacres de septembre qu'il ne veut attribuer qu'à un mouvement populaire. Il se défend de les avoir dirigés. Il affirme que le Conseil général de la Commune a fait ce qui était en son pouvoir pour les empêcher. S'il ne les a pas arrêtés, c'est que le peuple, au moment de marcher à l'ennemi, et d'abandonner ses femmes et ses enfants, voulait la punition des conspirateurs. « Les massacres ont

été un mouvement populaire, dit-il, et non la sédition partielle de quelques scélérats payés pour assassiner leurs semblables. »

Quelques-uns ont dit, poursuit-il, la municipalité devait proclamer la loi martiale. La loi martiale à l'approche de l'ennemi ! La loi martiale après le 10 août, s'écrie Robespierre : Jamais ! Tout ce que purent les officiers municipaux fut d'engager le peuple à ne pas confondre, avec les coupables, les citoyens détenus pour des causes étrangères à la conspiration du 10 août.

Il serait difficile de concilier les circonstances qui entourèrent les massacres de Saint-Firmin, où le peuple ne voulut pas qu'on commençât sous ses yeux l'horrible tuerie, avec l'audacieuse plaidoirie de Robespierre, qui du reste se montre fort au courant des agissements des officiers municipaux, et de la manière dont furent sauvés les détenus pour crimes de droit commun.

Pétion, dans cette même séance, fait des aveux encore plus précieux : Le conseil de surveillance de la Commune, dit-il, a ordonné des arrestations « légèrement hasardées ». Il ajoute : « Marat est le plus insensé ou le plus scélérat des hommes ». Et plus loin : « Ces crimes... eussent été arrêtés, si tous ceux qui avaient en mains le pouvoir et la force les eussent vus avec horreur. » Et enfin, avec plus vrai que tous les autres : « Plusieurs de ces hommes publics croyaient que ces crimes, odieux en morale, étaient utiles en politique. »

Ce même jour, 5 novembre 1792, au club des Jacobins, Manuel, Collot d'Herbois, Barère reviennent sur les journées de septembre. Manuel déclare que la loi a été violée et que la ville entière est

complice. Collot d'Herbois au contraire proclame que, sans ces massacres, la Révolution ne se serait jamais accomplie.

Barrère, lui aussi, justifie les massacres par la raison d'État. Il a, dit-il, « une opinion aussi politique et révolutionnaire que Collot d'Herbois sur les événements du 2 septembre ».

Quelques mois plus tard, le 10 mars 1793, Danton, voulant arracher à la Convention la création du tribunal révolutionnaire, rappelle les massacres de septembre et en prédit le retour, si le tribunal révolutionnaire n'est pas constitué.

Un mois avant le discours révolutionnaire de Danton, Lanjuinais et Tallien, repoussant la légende du peuple assassin, avaient dit clairement à l'Assemblée que les vrais auteurs responsables des massacres se réduisaient à cinq ou six provocateurs, qu'il aurait été facile de démasquer : « Il est trop connu, dirent-ils, que ce fut un complot de cinq à six tyrans, exécuté par quelques brigands stipendiés ». « Il est connu que les listes furent dressées par des hommes en place. »

Tallien, au lendemain des massacres, avait fait, dans un opuscule passionné, une apologie enthousiaste des journées de septembre, et demandait que « sur ces événements terribles », « dans un temps de révolution et d'agitation », on tirât « un voile », et qu'on laissât « à l'histoire le soin de consacrer et d'apprécier cette époque de la Révolution », beaucoup plus utile qu'on ne pensait. Quelques mois après, se voyant accusé d'être lui-même un égorgeur, il modifia singulièrement sa thèse et menaça de démasquer « les provocateurs de cette journée sanglante qui siègent parmi nous », dit-il.



De ces différents aveux, ne se dégage-t-il pas une triple conclusion ?

1° Les massacres de septembre n'ont-ils pas été conçus, préparés, organisés, commandés par cinq ou six tyrans, pour employer l'expression de Languinais, qui étaient connus d'un grand nombre ? Et les membres eux-mêmes du Comité de police et de surveillance furent-ils autre chose que des intermédiaires, entre les vrais dirigeants de l'horrible tuerie et les bourreaux ?

2° Ces massacres n'ont-ils pas été exécutés par une troupe de bandits soudoyés à cet effet ?

3° S'il est vrai, et la chose ne paraît pas douteuse, qu'une vile populace égarée se mêla aux égorgeurs, le vrai peuple ne se tint-il pas à l'écart ? et n'est-ce pas pour leur défense personnelle que les auteurs responsables mirent toujours le peuple en avant ?

## CHAPITRE VIII

### JUSTICE DIVINE ET JUSTICE HUMAINE

#### I. IMPUISSANCE DE LA JUSTICE HUMAINE

Les massacres de septembre avaient frappé de stupeur Paris et la province ; pendant quelque temps nul n'osa protester, ni surtout demander le châ-timent des coupables. Quatre mois et demi plus tard, le 20 janvier 1793, la veille de l'exécution de Louis XVI, un député de Seine-et-Oise, Guy de Kersaint, osa écrire à la Convention son indignation et la honte qu'il aurait de s'asseoir à côté des hommes de sang, responsables de pareils attentats. Dans sa lettre, qui ne manque ni de courage ni d'habileté, il dit notamment : « Si l'amour de mon pays m'a fait endurer le malheur d'être le collègue des panégyristes et des promoteurs des assassinats du 2 septembre, je veux au moins défendre ma mémoire du reproche d'avoir été leur complice », et, après ces mots, il donne sa démission,

Grande est la surprise de l'Assemblée à la lecture d'une pareille lettre ; Barbaroux change la surprise en stupéfaction, quand, se levant tout à coup, il demande vivement des poursuites immédiates contre

les brigands du 2 septembre. Gensonné appuie Barbaroux et s'associe à sa motion.

La Convention visiblement remuée, par cette double intervention, décrète, séance tenante : « Art. 1<sup>o</sup> Il est enjoint au ministre de la Justice de faire poursuivre devant les tribunaux les auteurs, complices et provocateurs des assassinats et brigandages commis dans les premiers jours de septembre. »

Quelques jours après, le 4 février 1793, le *Moniteur* annonce l'arrestation à Meaux, dans la nuit du 27 au 28 janvier, de huit individus prévenus d'avoir été acteurs dans les massacres de septembre.

Cependant une réaction intéressée, qui sera tenace, ne tarde pas à se produire. Le 8 février 1793, une députation de la Section de Marseille (ci-devant du Théâtre français), se présente à la Convention, et, sans grandes précautions oratoires, demande, en termes impératifs, la libération des citoyens arrêtés à Meaux, et l'abrogation du décret qui ordonne de les poursuivre.

Une discussion très vive s'engage. Saint-André, Lanjuinais, Chabot, Bailleul et autres prennent tour à tour la parole. La Convention très embarrassée craint également de mécontenter les partisans et les adversaires du décret; elle finit, sur la motion de Lamarque, par la suspension de la procédure commencée. Elle cherche à gagner du temps. On ne parla plus de rien pendant deux ans. La Terreur régnait à Paris et en province. Était-ce bien le moment de venger les victimes de septembre, quand on ne pouvait empêcher le sang innocent de couler à flots ?

Après la chute de Robespierre et l'exécution des principaux terroristes, la pensée des atrocités qui

avaient, en 1792, vidé si rapidement les prisons de la capitale, se réveilla de nouveau. Le 3 mars 1795, la Section des Invalides se rend à la Convention et réclame, pour la deuxième fois, le châtiment des assassins de septembre. Trois mois plus tard seulement, le 22 juin 1795 (4 messidor an III), la Convention décrète que les tribunaux criminels connaîtront immédiatement de tous les crimes de meurtres et d'assassinats, commis sur le territoire de la République, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1792.

Dès qu'elles connurent le décret du 22 juin 1795, plusieurs Sections se réunirent et nommèrent des commissions chargées de provoquer et de recueillir les dépositions relatives aux massacres. Des registres furent ouverts, et tous ceux qui se présentèrent furent admis à consigner leurs dépositions, dénunciations, bruits recueillis, commérages, le tout malheureusement sans contrôle.

Un bon nombre de ces documents paraissaient suspects; cependant, le 12 septembre 1795 (26 fructidor), le tribunal criminel de Paris ordonne de les déposer au greffe.

Les Sections, de leur côté, munies de pouvoirs réguliers, firent procéder à de nouvelles arrestations. La Section du Luxembourg, à elle seule, fit enfermer à la Force douze citoyens, accusés d'avoir opéré aux Carmes.

L'instruction relative aux septembriseurs se poursuivait lentement, quand, le 26 octobre 1795 (4 brumaire an IV), la Convention, en se séparant, vota une loi d'amnistie. Les septembriseurs pleins d'espoir, adressèrent aussitôt des pétitions au ministre de la Justice, pour faire déclarer qu'ils étaient compris dans cette loi. Le ministre Merlin refusa d'entrer

dans leurs vues ; il répondit, le 13 novembre (22 brumaire), que la loi d'amnistie ne s'appliquait pas aux assassinats, et qu'il ne pouvait libérer les assassins des 2 et 3 septembre 1792.

La procédure suivit donc son cours, bien qu'assez mollement. Une cinquantaine de prévenus, accusés d'avoir participé aux massacres des différentes prisons, furent traduits devant le jury de jugement. Trois seulement furent condamnés à vingt ans de fer, tous les autres s'entendirent acquitter. C'est que les principaux coupables étaient morts, vivaient en exil, ou n'étaient pas inquiétés, chez eux. Après trois ans écoulés, les juges hésitèrent à condamner des hommes moins coupables.

## II. LA JUSTICE DIVINE EXALTE LES VICTIMES

L'Église de France n'oublia jamais ses martyrs de la Révolution, en particulier ceux de septembre 1792. L'impression, produite par leur mort cruelle, était trop forte, leur souvenir ne pouvait pas s'effacer. A Paris, le couvent des Carmes, la chapelle, une partie du jardin, témoins glorieux des horribles massacres, avaient pu être soustraits à la destruction, et restaient, comme des reliques précieuses, entre les mains des catholiques ; l'église Saint-Germain-des-Prés, devenue paroissiale, devait être conservée au culte ; le séminaire Saint-Firmin avait été longtemps respecté ; une partie pleine de souvenirs, comprenant notamment les chambres des B.B. François, Gruyer et autres martyrs, malgré une destruction partielle de l'immeuble, reste debout ; quand pourra-t-on les acquérir ? Des quatre prisons arrosées par le sang très pur de nos glorieux

martyrs, seule la Force a complètement disparu, devant les agrandissements et les embellissements de la capitale.

En 1892, le centenaire des massacres de septembre fut marqué par un triduum solennel, célébré aux Carmes, sous l'impulsion heureuse de M<sup>gr</sup> d'Hulst, recteur de l'Institut catholique. On ne pouvait s'en tenir là. Déjà les causes des B.B. Carmélites de Compiègne, des B.B. Filles de la Charité d'Arras, des B.B. Ursulines de Valenciennes suivaient leurs cours. Un grand mouvement tout spontané de sympathie, d'admiration, en faveur des victimes de la Révolution se dessinait partout, de plus en plus. Quelques personnages de Paris se demandèrent si on ne pourrait pas commencer un procès canonique, en vue de glorifier les martyrs de septembre. Le cardinal Richard, de sainte mémoire, très entendu dans les causes de béatification, qui avait présidé lui-même, et avec une rare maîtrise (1), beaucoup de procès, estima avec raison la chose possible et opportune. Il constitua donc, le 14 mars 1901, un tribunal, le tribunal dit de l'Ordinaire, chargé d'instruire, en première instance, la cause des victimes massacrées, en septembre 1792, à Paris, dans les quatre prisons des Carmes, de Saint-Firmin, de l'Abbaye et de la Force.

Ce qui caractérisa le premier procès, ou procès de l'Ordinaire, fut le nombre et la qualité des témoins cités et entendus. Soixante-neuf déposèrent, cinquante et un à Paris, et dix-huit à Aix, où instru-

1. Un des principaux officiers des Rites nous disait, il y a quelques années : « Les meilleurs procès, reçus depuis longtemps par la Congrégation, sont ceux du cardinal Richard de Paris et de Trama de Naples. »

menta une commission rogatoire. Parmi ces soixante neuf témoins, nous trouvons des hommes d'une haute valeur critique et historique, et connus comme tels : *Wallon*, sénateur, auteur de beaux et solides ouvrages sur le Tribunal révolutionnaire de Paris et sur la Révolution; *Victor Pierre*, avocat, homme de lettres, auteur de travaux historiques appréciés; il possédait dans sa bibliothèque, la plus grande partie des ouvrages traitant des martyrs de septembre, et les avaient lus; *Bridier*, éditeur des Mémoires de l'abbé Salamon; *Pisani*; *Alexandre Sorel*; *M<sup>gr</sup> Douais*, évêque de Beauvais; *Uzureau d'Angers*, *Charles de Menthon*; *M<sup>gr</sup> Deramecourt*, évêque de Soissons, dont les ouvrages sont connus; et combien d'autres, justement loués pour leur érudition et leur travaux historiques. Nous ne pouvons les citer tous.

Peu de procès de béatification ont réuni des témoins d'une pareille valeur. C'est bien ce qui maintint, jusqu'au bout, la Congrégation des Rites, dans sa bienveillance et, malgré de grosses difficultés, dans la volonté d'aboutir.

La Postulation demanda, à plusieurs témoins, d'étudier eux-mêmes les cas obscurs d'un certain nombre de serviteurs de Dieu. M. Villette, supérieur du grand séminaire de Cambrai, accepta volontiers de faire les recherches voulues sur le B. François, les martyrs lazaristes et le chevalier de Villette, mis à mort au séminaire Saint-Firmin.

A Rome, M<sup>gr</sup> Verde, Promoteur de la Foi, étudia longuement et scrupuleusement la nouvelle cause et le cas de chaque serviteur de Dieu en particulier. Il donna, le 31 octobre 1913 une *Disquisitio* de 442 pages in-folio, qui est encore une source pré-



cieuse de renseignements, et qui surtout nous fait saisir comment la Congrégation des Rites comprit et conduisit cette cause, très belle sans doute, mais difficile et compliquée. Sur deux cent dix-sept serviteurs de Dieu proposés par la Postulation et le Tribunal de l'Ordinaire, le Promoteur de la Foi en acceptait deux cent six, en rejetait un, et demandait pour dix autres un supplément de preuves. La Postulation, bien secondée, put donner satisfaction pour sept, et en abandonna quatre : Louis Dufour, Dubois, Gaubert et surtout Trubert qu'un article du *Correspondant*, du 10 septembre 1910, avait montré vivant jusqu'en 1837!

La Congrégation des Rites, après mûr examen, prononça l'Introduction de la cause pour deux cent treize serviteurs de Dieu, le 18 janvier 1916, et, huit jours après, le 26 du même mois, le pape l'approuva. Il y avait quinze ans que le procès de l'Ordinaire avait été commencé à Paris.

Les Lettres Rémissoriales ne se firent pas attendre, et le procès apostolique put commencer dans les premiers mois de 1917. Postulation et Tribunal désireux d'aller vite, n'hésitèrent pas cependant, et cela prouve tout le sérieux de leur enquête, à étudier de nouvelles questions, dont quelques-unes capitales, à entendre de nouveaux témoins, à compulser de nouveaux documents. Ils appelèrent des co-témoins et, pour la seconde fois, tel témoin avec qui ils croyaient bien en avoir fini, lequel de son côté pensait n'avoir plus rien à dire.

A Rome, M<sup>gr</sup> Mariani, nouveau Promoteur de la Foi, procéda, avec une sage lenteur, à l'examen du nouveau procès et fit préciser certains points qui ne lui paraissaient pas assez nets.

La Congrégation antépréparatoire, un peu laborieuse, eut lieu le 23 octobre 1921, au Palais du Cardinal Vincent Vanutelli, Ponent. La Congrégation préparatoire se tint, deux ans après seulement, le 15 novembre 1925, au Vatican. La liste des martyrs n'était pas encore définitivement arrêtée; elle portait toujours deux cent treize noms, mais, sur un certain nombre d'entre eux, des doutes persistaient. .

C'est dans ces conditions que la Congrégation générale se réunit devant le pape, le 14 juillet 1926. Elle ne reconnut le titre de martyr qu'à cent quatre-vingt-onze serviteurs de Dieu. Elle en retranchait vingt-deux, sur les deux cent treize proposés par la Postulation. Quatre avaient déjà été écartés, lors de l'Introduction de la cause, ce qui portait à vingt-six le nombre des noms effacés de la première liste, arrêtée provisoirement, en 1901, par le Postulateur et le Tribunal de l'Ordinaire.

Désormais la situation était nette, les doutes écartés. Le décret du martyre fut donné, le 1<sup>er</sup> octobre 1926, et presque aussitôt suivit, le 7 du même mois, le décret *de Tuto*. Dix jours après, le 17 octobre 1926, Pie XI déclarait nos martyrs Bienheureux et les plaçait sur les autels.

Les fêtes furent grandioses à Rome, à Paris, dans toute la France. Les nouveaux Bienheureux reçurent les honneurs dus à leur triomphe. Ils avaient été profondément humiliés, ils avaient souffert horriblement dans leurs corps et dans leurs âmes, ils furent exaltés, loués, glorifiés par la France, et par l'Église tout entière; et ces honneurs ne cesseront pas. Les belles et vastes églises des Carmes, de l'Abbaye, de Saint-Nicolas du Chardonnet, des La-

zaristes, dans la rue de Sèvres, se distinguèrent dans ce juste tribut d'hommages et de gloire.

Cependant on n'a pu rendre les honneurs voulus à leurs saintes reliques, depuis longtemps mêlées à d'autres ossements, dont il est impossible de les distinguer et de les séparer.

*Bienheureux Martyrs priez pour nous !*

## APPENDICE

### Les 72 martyrs de Saint-Firmin

*(Liste officielle de la Congrégation des Rites).*

	Pages
1. André-Albert Alricy.....	142
2. René-Marie Andrieux.....	123
3. Nicolas Bise.....	124
4. Etienne-Michel Gillet.....	128
5. Louis-Jean-Mathieu Lanier.....	125
6. Charles-Victor Véret.....	126
7. Pierre-Paul Balzac.....	125
8. Joseph-Louis Oviève.....	125
9. Jean-François-Marie Benoit, dit Vourlat.....	163
10. Jean-Charles-Marie Bernard.....	134
11. Michel-André-Silvestre Binard.....	155
12. Claude Rochot.....	158
13. Eustache Félix.....	159
14. Jean-François Bonnel de Pradal.....	169
15. Claude Pons.....	169
16. Pierre Bonsé.....	102
17. Pierre Briquet.....	154
18. Pierre Brisse.....	103
19. Charles Carnus.....	165
20. Jean-Charles Caron.....	97
21. Bertrand-Antoine de Caupenne.....	166
22. Nicolas Colin.....	100
23. Sébastien Desbrielles.....	137
24. Jean-Pierre Duval.....	137
25. Louis-François Rigot.....	138
26. Jacques Dufour.....	105

	Pages.
27. Denys-Claude Duval.....	162
28. Joseph Falcoz.....	136
29. Gilbert-Jean Fautrel.....	127
30. Philibert Fougères.....	151
31. Louis-Joseph François.....	202
32. Pierre-Jean Garrigues.....	148
33. Nicolas Gaudreau.....	168
34. George-Jérôme Giroust.....	108
35. Joseph-Marié Gros.....	148
36. Jean-Henri Gruyer.....	98
37. Pierre-Michel Guérin du Rocher.....	130
38. Robert-François Guérin du Rocher.....	131
39. Yves-André Guillou de Kerenrun.....	153
40. Julien-François Hédouin.....	139
41. Pierre-François Hénoque.....	129
42. Éloi Herque du Roule.....	136
43. Pierre-Louis Joret.....	142
44. Jean-Pierre Le Laisant.....	101
45. Julien Le Laisant.....	102
46. Gilbert-Louis-Symphorien Lanchon.....	157
47. Jacques de la Lande.....	132
48. Jean-Joseph de Lavèze Belay.....	103
49. Michel Leber.....	167
50. Pierre-Florent Leclercq.....	128
51. Jean-Charles Legrand.....	171
52. Jean Lemaitre.....	143
53. Jean-Thomas Leroy.....	171
54. Martin-François-Alexis Loublier.....	156
55. Claude-Silvain Mayneaud de Bisefranc.....	141
56. Claude-Louis Marmotant de Savigny.....	140
57. Henri-Jean Milet.....	143
58. François-Joseph Monnier.....	163
59. Marie-François Moufle.....	106
60. Jean-Michel Phelippot (ou Philippot).....	155
61. Pierre-Claude Pottier.....	159
62. Jacques-Léonor Rabé.....	106
63. Pierre-Robert Régnet.....	139
64. Yves-Jean-Pierre Rey de Kervisic.....	153
65. Nicolas-Charles Roussel.....	128
66. Pierre Saint-James.....	134
67. Jacques-Louis Schmid.....	129
68. Jean-Antoine Seconds.....	137
69. Pierre-Jacques de Turményes.....	152
70. René-Joseph Urvoy.....	165
71. Nicolas-Marie Verron.....	151
72. Jean-Antoine-Joseph de Villette.....	39

# TABLE DES MATIÈRES

---

	Pages.
LETTRE DE M. VERDIER, SUPÉRIEUR GÉNÉRAL, A L'AUTEUR. . .	5
INTRODUCTION.....	7

## PREMIÈRE PARTIE

### Le B. François Apologiste et défenseur de la Foi.

#### CHAPITRE PREMIER

La famille du B. François. — La Congrégation de la Mission dans la seconde partie du XVIII <sup>e</sup> siècle.....	11
---	----

#### CHAPITRE II

Le B. François professeur de théologie. — Supérieur du Grand séminaire de Troyes. — Secrétaire général de la Congrégation de la Mission. — Éloge de M <sup>me</sup> de Maintenon. — Oraison funèbre de Madame Louise de France .....	21
--	----

#### CHAPITRE III

Le B. François supérieur du séminaire Saint-Firmin à Paris (novembre 1787-septembre 1788).....	29
--	----

#### CHAPITRE IV

Les débuts de la Révolution. — Première brochure du B. François. — État peu prospère des finances de Saint-Firmin (1788-1789).....	41
--	----

LE B. FRANÇOIS.	15
-----------------	----

## CHAPITRE V

Pages.

La Constitution civile du clergé. — Le serment exigé par la Constituante. — Deux brochures du B. François sur le serment : <i>Mon apologie. — Défense de mon apologie</i> (1790-1791) .....	52
---	----

## CHAPITRE VI

Nouvelles brochures du B. François : <i>Examen de l'instruction de l'Assemblée nationale sur la Constitution civile du clergé. — Réflexions sur la crainte du schisme par laquelle on essaie de justifier la prestation du serment civique. — Point de démission. — Il est encore temps</i> .....	66
---	----

## CHAPITRE VII

Derniers écrits du B. François : <i>Réponse à M. Camus. — Le peuple enfin éclairé. — Apologie du veto. — Lettres sur la juridiction épiscopale</i> .....	79
--	----

## DEUXIÈME PARTIE

**Le B. François martyr.**

## CHAPITRE I

AVANT LE 10 AOUT

Le B. François ouvre les portes de Saint-Firmin à des prêtres victimes des lois anti-religieuses .....	91
--	----

## CHAPITRE II

LES DÉTENTEURS DU POUVOIR EN FRANCE

L'autorité législative et l'Assemblée nationale. — Le pouvoir exécutif et les ministres nommés par l'Assemblée. — La Commune de Paris avec les 48 Sections et Manuel procureur de la Commune. — Les premiers ordres d'arrestation des prêtres fidèles .....	111
---	-----

## CHAPITRE III

## LA JOURNÉE DU 13 AOÛT A SAINT-FIRMIN

Pages.

A 8 heures, à 9 heures du matin, puis à 3 heures de l'après-midi, on amène des prisonniers : quatorze de Saint-Nicolas du Chardonnet, quatre du collège du Cardinal-Lemoine, quatre de la maison des Nouveaux-Convertis, sept de la Pitié, cinq de la rue des Fossés-Saint-Victor, un de la rue Neuve-Saint-Étienne, un du collège de Navarre, un du collège Saint-Louis, un de la place de Cambrai : en tout trente-huit.	
Le B. François et M. Boullangier préparent des logements pour les nouveaux venus. — Consigne très sévère établie aussitôt dans la maison.....	121

## CHAPITRE IV

## DU 14 AU 31 AOÛT

Nouvelles incarcérations : une le 14, trois le 17, une le 18, sept le 23, quatre le 26, une le 27, onze le 30, cinq le 31.....	148
--	-----

## CHAPITRE V

## LA VIE DE PRISON A SAINT-FIRMIN

Les six geôliers de la prison. — Vie matérielle des prisonniers. — Vie spirituelle intense. — Le B. François reste l'âme de la maison.....	176
--	-----

## CHAPITRE VI

## LES MASSACRES

État des prisonniers de Saint-Firmin, le soir du 31 août 1792. — Premiers massacres, dans les autres prisons, le 2 septembre. — A Saint-Firmin, on les ignore complètement. — Délivrance de M. Boullangier et de quatre, puis de douze prisonniers. — Les BB. François, Gros, Rabé ne veulent pas se séparer des martyrs. Le lundi, 3 septembre, à 5 heures et demie du matin, les portes du Séminaire sont ouvertes avec fracas : les égorgeurs arrivent. — Ils tentent vainement de faire com-



mencer les massacres par le peuple. — Cinq théâtres principaux de massacres.	Pages.
Les cadavres portés aux Carrières ou Catacombes de la Tombe-Issoire. — Leur triste besogne terminée, les égorgeurs réclament et obtiennent un salaire.....	186

## CHAPITRE VII

## APRÈS LES MASSACRES

Responsabilité des autorités constituées. — Pitoyables explications des ministres ou fonctionnaires responsables.....	208
---	-----

## CHAPITRE VIII

Justice humaine et justice divine.....	215
--	-----

## APPENDICE

Liste officielle des martyrs.....	223
-----------------------------------	-----



## MÊME LIBRAIRIE

---

### Ouvrages de M. l'abbé Sicard

*couronnés par l'Académie Française (GRAND PRIX GOBERT)*

- L'ancien Clergé de France. Les Évêques avant la Révolution.** *Cinquième édition revue et augmentée.* 1 vol. in-8°... 15 fr. "
- Le Clergé de France pendant la Révolution.**
- **I. L'Effondrement.** *Nouvelle édition entièrement refondue et très augmentée.* 1 vol. in-8°... 15 fr. "
  - **II. La Lutte religieuse.** 1 vol. in-8°... 15 fr. "
  - **III. De l'Exil au Concordat.** *Troisième édition.* 1 vol. in-8°... 15 fr. "
- 

**L'Église de France sous le Consulat et l'Empire (1800-1814),** par M. l'abbé G. CONSTANT, ancien membre de l'École française de Rome, docteur ès lettres, professeur à l'Institut catholique de Paris. 1 vol. in-12.... 24 fr. "

**Histoire politique des Protestants Français (1715-1794),** par M. Joseph DEDIEU, docteur ès lettres. 2 volumes in-12.... 30 fr. "

**Les Bienheureuses Carmélites de Compiègne,** par M. VICTOR PIERRE. *Septième édition.* 1 vol. in-12.. 7 fr. 50

**Les Martyrs de Septembre,** par M. HENRI WELSCHINGER, membre de l'Institut. *Troisième édition.* 1 vol. in-12. 7 fr. 50

**Les Martyrs de Gorcum,** par M. HUBERT MEUFFELS, C. M. *Troisième édition.* 1 vol. in-12.... 7 fr. 50

**La Spiritualité chrétienne,** par l'abbé P. POURRAT, supérieur du noviciat de Saint-Sulpice, ancien supérieur du grand Séminaire de Lyon. 4 vol. in-12.... 79 fr. "

*On vend séparément :*

— **I. Des Origines de l'Église au Moyen Age.** *Neuvième mille.* 1 vol. in-12.... 18 fr. "

*Ouvrage couronné par l'Académie française.*

— **II. Le Moyen Age.** 7<sup>e</sup> mille. 1 vol. in-12.... 18 fr. "

— **III. Les Temps modernes.** 1<sup>re</sup> PARTIE : *De la Renaissance au Jansénisme.* *Quatrième édition.* 1 vol. in-12... 18 fr. "

— **IV. Les Temps modernes.** 2<sup>e</sup> PARTIE : *Du Jansénisme à nos jours.* *Deuxième édition.* 1 vol. in-12.... 25 fr. "





25176



